

CONSEIL COMMUNAL DU 29 JUIN 2015
GEMEENTERAAD VAN 29 JUNI 2015

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Sandra Jen, Viviane Scholliers, Farida Tatou, Françoise de Halleux, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Virginie Taittinger, Stéphane Van Vaerenbergh, <i>Conseillers</i>
Verontschuldigd	<i>communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:10
Opening van de zitting om 20:10

Madame Gisèle Mandaila vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.
Mevrouw Gisèle Mandaila word de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'ordre des points ayant été modifié en séance, les numéros des points sont adaptés en conséquence.
Aangezien de volgorde van de agendapunten tijdens de zitting gewijzigd werd, worden de nummers van de punten aangepast.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2015/A/0001 **Interpellation du public relative à la protection de la commune dans le cadre du projet de Partenariat transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique (TTIP), ainsi que du CETA et du TISA.**

Parce que les accords (TTIP, CETA, TISA) toucheront toutes les institutions ayant un pouvoir de régulation ainsi que toutes les autres autorités compétentes, communes comprises.

Nous agissons en notre qualité de citoyennes et citoyens vigilants et concernés, et nous demandons à nos dirigeants de procéder à des mesures immédiates pour protéger notre commune en la déclarant zone HORS TTIP TISA CETA.

Considérant le risque pour la commune que le TTIP, le CETA et le TISA produisent des effets directs ou indirects sur ses missions et sur la gestion des services publics, que si ces Traités étaient signés, il deviendrait ainsi risqué d'imposer des objectifs en matière **d'alimentation de qualité et issue de circuits courts dans les restaurants scolaires** ; de décider de **l'abandon de pesticides dans l'entretien des espaces verts**, de **subsidier l'enseignement communal ou des événements culturels locaux, les crèches, ...**; que ces biens seraient en effet privatisables et que toute norme publique locale à leur propos serait considérée comme « obstacle non tarifaire » à la concurrence, soumis à sanction ; que toute politique communale pourrait être accusée d'entrave à la liberté de commerce (article 27 – article 4 – les alinéas 1-b et 1-c de l'article X-5 du CETA).

Toute politique communale en matière de développement durable pourrait être accusée d'entrave à la liberté de commerce et toute norme publique locale à leur propos serait considérée comme un obstacle à la concurrence, et donc potentiellement soumis à sanction (via le RDIE).

Nos acquis communautaires, nationaux, régionaux ou communaux risquent de voler en éclat : par exemple les investissements en faveur d'une transition vers les énergies renouvelables deviendraient illégaux, les services publics seraient ouverts à la concurrence (écoles, logements sociaux, hôpitaux, traitement des déchets...).

En réalité, ces accords seraient un moyen pour les multinationales d'éliminer toute décision publique qu'elles considéreraient comme une entrave à la libre concurrence et au commerce.

Par conséquent, les citoyennes et citoyens d'Etterbeek demandent donc que la commune et les conseillers communaux se fassent l'écho des habitants de la commune et votent une motion forte contre ces traités de libre échange (TTIP TISA CETA).

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Ghozzi :

« Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames les Echevines et Messieurs les Echevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

Je viens vous interpellier au nom de nombreuses citoyennes et de nombreux citoyens etterbeekoïses à propos des négociations des traités de libre-échange en cours à savoir :

- le TTIP (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), actuellement négocié entre l'Union Européenne et les États-Unis ;*
- le CETA (accord économique et commercial global) entre l'Europe et le Canada ;*
- ou le TISA (accord sur le commerce des services).*

Ces négociations marquent un virage à 180° par rapport à des siècles de construction démocratique. La Commission européenne souhaite nous faire passer ce traité pour un simple accord commercial. Or une mise en garde s'impose. Il ne s'agit pas simplement de commerce, au sens classique du mot - acheter et vendre des biens et des services -, il s'agit de bien plus. Il s'agit de supprimer certes les droits de douane (déjà très bas), mais aussi ce qu'on appelle les « barrières non-tarifaires » au commerce, c'est-à-dire les normes constitutionnelles, légales, réglementaires dans chaque pays membre, lorsqu'elles sont susceptibles d'entraver la liberté de commerce et d'investissement.

Ces normes peuvent être de toute nature : éthique, démocratique, sociale, environnementale, financière et économique. Les menaces qui planent sont réelles : démantèlement des nouvelles réglementations et normes environnementales, phytosanitaires, alimentaires, cosmétiques, financières, énergétiques, non-respect des droits fondamentaux du travail, dégradation des droits de représentation collective des salariés, allègement des normes et standards techniques de la santé...

La liste est trop longue et nos inquiétudes sont fondées:

- 1. premièrement, on nous parle d'alignement, comprenez l'harmonisation, des normes de l'Union Européenne sur celles des États-Unis. Rappelons que les standards européens, parmi les plus élevés au monde, seraient dès lors moins exigeants, si l'accord transatlantique est amené à être signé. A titre d'exemple, ces derniers n'ont en effet signé ni le protocole de Kyoto, ni la convention sur la biodiversité et n'ont ratifié que 3 des 8 principales conventions de l'Organisation Internationale du Travail ;*
- 2. deuxièmement, l'anéantissement d'une éthique politique empirique fondée sur le « principe de précaution » et sur les préférences culturelles ;*
- 3. troisièmement, l'abandon pur et simple du pouvoir exécutif et législatif concédé via ce traité au Conseil de coopération réglementaire, l'institution qui serait chargée de réguler (je dirais même déréguler) directement ou indirectement les normes et l'échange des services et des biens ;*
- 4. quatrièmement, le caractère contraignant et coercitif que ces traités, une fois signés auront sur les États membres et sur les entités fédérées. Selon le mandat de négociations, les articles 4, 23, 24 et 45 confirment clairement le caractère contraignant et obligatoire ;*
- 5. cinquièmement, les mécanismes des tribunaux d'arbitrage, outils juridiques supra nationaux mis sur pied par ces traités, bafouent déjà les fondements de nos institutions démocratiques. Un tribunal d'arbitrage privé règlera les conflits entre les multinationales et les Etats. Ces tribunaux privés seront composés de cabinets d'avocats d'affaires spécialisés et non de magistrats indépendants, qui pourront contourner les juridictions nationales et internationales. Seules des multinationales ou des groupes d'investisseurs privés auront le droit de saisir ces tribunaux et d'attaquer des Etats et en cas de victoire, de gagner des millions d'euros de dommages et intérêts payés avec l'argent de nos impôts. Le règlement par l'arbitrage des conflits entre entreprises privées et Etats ne constitue pas, hélas, une nouveauté en soi. Au total, 514 procès seraient ouverts par des multinationales contre 95 pays dans le monde. Des pays membres de l'Union Européenne ont déjà été condamnés pour des mesures protectionnistes. Par exemple, le géant de l'énergie EON qui réclame 15 milliards à l'Allemagne pour sa sortie du nucléaire, la Slovaquie qui a été condamnée à 22 millions d'euros par l'assureur hollandais Achmea pour avoir voulu reprendre la main sur son système de santé et le rendre accessible à tous. D'autres pays ont également été attaqués, comme le Mexique pour avoir voulu protéger une réserve naturelle, d'importantes pollutions ou encore l'Uruguay et l'Australie ou la France, pour avoir mis sur pied des politiques de prévention du tabagisme... Nombreux sont ceux qui s'en inquiètent : acteurs de la société civile, organisations syndicales, groupes politiques, chercheurs et économistes. ..*

On pourrait penser que cette interpellation n'est pas appropriée, tout au contraire, l'échelon communal sera fortement impacté. Le mandat de négociations est très clair sur la portée politique d'un éventuel accord : il concernera tous les niveaux de pouvoir

(Etat fédéral, Communautés, Régions, Provinces, Communes). Les articles 4 et 27 du mandat de négociations précisent ainsi :

- « Les obligations de l'accord seront obligatoires à tous les niveaux de gouvernement » (article 4) ;

- « L'accord devrait être contraignant pour tous les régulateurs et toutes les autres autorités compétentes des deux parties » (article 27).

C'est pourquoi nous avons choisi de venir vous en parler. Sachez que nous ne sommes pas précurseurs en la matière. 59 autres communes en Belgique, dont 12 sur Bruxelles se sont déclarées «zone hors TTIP», 258 en Allemagne, 178 en France. Et depuis juin 2013, 300 organisations au travers de toute l'Europe luttent contre ces accords de libre échange.

Mesdames et Messieurs les élus, nous sommes heureux de vivre à Etterbeek pour différentes raisons et, en tentant d'imaginer notre avenir ici après la ratification des traités évoqués à l'instant, la liste des détériorations serait très longue. Nous avons consulté la note d'orientation politique 2013-2015, et nous avons relevé bon nombre d'initiatives communales ou soutenues par la commune dans différents domaines visant à améliorer le bien-être de la population. Hélas, nous sommes donc d'autant plus alarmés des conséquences potentielles des traités du type TTIP ou CETA, car dans un futur proche, ces politiques locales et ces services pourraient être considérés par des entreprises privées comme des entraves au commerce ou comme de la concurrence déloyale. Je cite : « L'accord visera à accroître l'accès mutuel aux marchés publics, à tous les niveaux administratifs (national, régional et local) et dans le secteur des services publics, couvrant les opérations pertinentes d'entreprises opérant dans ce domaine et assurant un traitement non moins favorable qu'accordé aux fournisseurs établis localement. L'Accord doit également inclure des règles de discipline, comprenez des astreintes financières, pour surmonter les obstacles ayant un impact négatif sur les marchés publics de chacun, y compris les exigences de localisation et les exigences de production locale ». Cela se traduirait à Etterbeek par :

- 1. la fin des clauses sociales et écologiques dans les cahiers des charges des structures communales. Fini la possibilité de privilégier un acteur de l'économie locale, fini l'achat durable tel que stipulé dans la clause « vêtement propre » ;*
- 2. concernant notre alimentation, des projets tels que « commune ferme à la ville » deviendraient dès lors menacés, tout comme les repas bio dans les écoles ou l'épicerie sociale fournie en légumes produits au sein des jardins participatifs par des jeunes en insertion professionnelle ;*
- 3. quant à l'Enseignement et à la formation d'adultes, elles seront libéralisées et mises en concurrence sévère avec des offres privées, qui seraient en droit d'exiger des financements égaux à ceux des services publics ou subsidiés par le public, tels que les instituts de promotion sociale, les académies, la mission locale, les cours d'alphabétisation. Ce qui est également le cas pour toutes les politiques de subventionnement, comme la Culture, et le sport, la cohésion sociale ;*
- 4. quant au Logement, les AIS, la Régie foncière, ils seraient perçus comme une concurrence jugée déloyale face aux promoteurs privés ;*
- 5. depuis 2014, on peut s'allonger sans crainte dans les pelouses des parcs communaux, parce que ces derniers ne sont plus traités aux pesticides. Ce qui nous apparaît comme une protection avantageuse pour notre environnement et notre santé, pourrait, si le traité passe, être considéré comme une entrave aux bénéfiques des multinationales ;*

6. *et enfin, plusieurs enfants de la commune se débrouillent beaucoup mieux à l'école depuis leur visite au centre PMS, où un examen de la vue ou de l'ouïe ont permis de détecter et de solutionner rapidement des difficultés. La politique communale de prévention en matière de soins de santé risque là encore d'être perçue comme une entrave à un libre marché des soins.*

*Ce soir, nous nous adressons à l'instance démocratique locale, proche des citoyennes et des citoyens, garante du bien commun et du vivre ensemble : souhaitez-vous perdre votre autonomie politique et budgétaire au profit des intérêts particuliers de quelques-uns ? La 6ème réforme de l'Etat a doté les entités communales de plus de pouvoirs et de leviers, les signatures de ces traités risquent de les fragiliser, voire de les annihiler. L'idéal Européen du grand marché Transatlantique n'est pas notre projet civilisationnel [sic] du vivre ensemble, bien au contraire, il exacerbe la compétition économique et fiscale, sacrifie nos droits fondamentaux, dérégule nos normes et nos acquis sociaux, culturels, environnementaux et communautaires. C'est pourquoi, nous demandons que le Conseil Communal déclare par l'adoption d'une motion claire et forte, notre commune Etterbeek, en Zone hors TTIP, CETA, TISA.
Je vous remercie au nom du collectif citoyen pour votre attention. »*

Le Conseil entend l'interpellation.

Le Bourgmestre suggère de traiter en même temps la motion des groupes Ecolo/Groen et PS portant sur le même sujet.

Interpellatie van het publiek betreffende de bescherming van de gemeente in het kader van het ontwerp van het Transatlantisch Vrijhandels- en Investeringsbedrag (TTIP) tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten, evenals het CETA en het TISA.

Internationale handelsverdragen zoals het TTIP, CETA en TISA hebben een impact op alle instellingen die een regelgevende macht hebben, evenals op alle andere bevoegde overheden, met inbegrip van de gemeenten.

Daarom vragen wij, als bezorgde en waakzame burgers, aan onze leiders om onmiddellijk maatregelen te treffen en onze gemeente te beschermen door ze uit te roepen tot TTIP-, TISA- en CETA-vrije zone.

Het TTIP, CETA en TISA houden een risico in voor de gemeente, aangezien ze zowel rechtstreekse als indirecte gevolgen hebben op haar taken en op het beheer van de openbare diensten. Worden deze verdragen ondertekend, dan kan het riskant worden om nog doelstellingen op te leggen inzake **kwalitatieve voeding en korte ketens in schoolrestaurants**, om te beslissen **geen pesticiden meer te gebruiken voor het onderhoud van groene ruimten**, of om **gemeentelijk onderwijs, lokale culturele evenementen of crèches te subsidiëren**. Deze goederen zouden immers privatiseerbaar zijn en elke lokale openbare norm die op hen van toepassing is, zou beschouwd kunnen worden als een - sanctioneerbare - niet-tarifaire belemmering voor de concurrentie. Elk gemeentelijk beleidspunt zou kunnen worden aangeklaagd als belemmering van de handelsvrijheid (artikel 27 - artikel 4 - leden 1-b en 1-c van artikel X-5 van het CETA).

Elke gemeentelijke beleidsmaatregel inzake duurzame ontwikkeling zou aangeklaagd kunnen worden als handelsbelemmering en elke lokale openbare norm in dit verband zou kunnen worden gezien als concurrentiebelemmering en dus gesanctioneerd kunnen

worden (via investeerder-staatarbitrage).

Onze communautaire, nationale gewestelijke of gemeentelijke verworvenheden dreigen te verdwijnen. Investerings in de overstap naar hernieuwbare energie zouden illegaal worden. De openbare diensten zouden opengesteld worden voor concurrentie (scholen, sociale woningen, ziekenhuizen, afvalverwerking ...).

In werkelijkheid zouden deze overeenkomsten een middel zijn voor multinationals om elke overheidsbeslissing die ze beschouwen als een belemmering voor de vrije mededinging en handel uit de weg te ruimen.

De burgers van Etterbeek vragen daarom dat de gemeente en de gemeenteraadsleden optreden als spreekbuis van de inwoners van de gemeente en een krachtige motie goedkeuren tegen deze vrijhandelsverdragen (TTIP, TISA en CETA).

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Ghozzi:

“Mijnheer de burgemeester,

Dames en heren van het Schepencollege

Dames en heren Gemeenteraadsleden

Ik ben hier om u in naam van heel wat Etterbekenaars te interpellieren naar aanleiding van de lopende onderhandelingen over een vrijhandelsakkoord, met name:

- het TTIP (het Trans-Atlantisch Vrijhandels- en Investeringsverdrag) waarover de Europese Unie en de Verenigde Staten onderhandelen;*
- het CETA (globaal economisch en commercieel akkoord) tussen Europa en Canada;*
- of het TiSA (akkoord over de handel in diensten).*

Met deze onderhandelingen wordt een bocht van 180° gemaakt ten opzichte van eeuwen van democratische opbouw. De Europese Commissie wil dit verdrag voordoen als een simpel handelsakkoord. Een waarschuwing dringt zich hier echter op. Het gaat niet enkel om handel, in de klassieke betekenis van het woord – goederen en diensten kopen en verkopen -, het gaat om veel meer. Het gaat erom bepaalde douanerechten (die al erg laag zijn) af te schaffen, evenals de zogenaamde “niet-tarifaire belemmeringen” van de handel, dat wil zeggen alle grondwettelijke, wettelijke, reglementaire normen in elke lidstaat als deze de vrije handel en de vrijheid van investeringen kunnen belemmeren. Deze normen kunnen van allerlei aard zijn: ethische, democratische, sociale normen, normen met betrekking tot het milieu, financiële en economische normen. De bedreigingen die ons boven het hoofd hangen, zijn reëel: ontmanteling van de nieuwe regelgevingen en normen op het gebied van milieu, fytosanitair, voeding, cosmetica, financiën en energie, het niet naleven van de fundamentele arbeidsrechten, verslechtering van de rechten op collectieve vertegenwoordiging van werknemers, vermindering van de technische normen en standaarden op het gebied van gezondheid...

De lijst is te lang en onze bezorgdheid is gegrond:

- 1. ten eerste heeft men het over het overeenstemmen (versta: het harmoniseren) van de normen van de Europese Unie met de normen van de Verenigde Staten. Laten we even in herinnering brengen dat de Europese normen tot de hoogste van de wereld behoren en dat ze in de toekomst dus minder veeleisend zullen zijn als het trans-Atlantisch akkoord ondertekend wordt. Een voorbeeld: de Verenigde Staten hebben noch het Protocol van Kyoto noch het Biodiversiteitsverdrag ondertekend en hebben slechts drie van de acht conventies van de Internationale Arbeidsorganisatie geratificeerd;*

2. *ten tweede, het verdwijnen van een politieke empirische ethiek die gebaseerd is op het verzorgingsprincipe en op de culturele voorkeuren;*
3. *ten derde, het afzien van de uitvoerende en de wetgevende macht die met dit verdrag toegewezen wordt aan de Raad voor reglementaire samenwerking, de instelling die belast zal zijn met het direct of indirect regulariseren (ik zou zelfs dereguleren durven te zeggen) van de normen en de handel van goederen en diensten;*
4. *ten vierde, het bindende en dwingende karakter dat deze verdragen zullen hebben voor de lidstaten en de deelstaten zodra ze ondertekend zijn. Volgens het mandaat voor de onderhandelingen bevestigen artikels 4, 23, 24 en 45 duidelijk het bindende en dwingende karakter;*
5. *ten vijfde, de mechanismen van de arbitragetribunalen, supranationale juridische instellingen die door deze verdragen op poten gezet worden, steken nu al de draak met onze democratische instellingen. Een privaat arbitragetribunaal zal de conflicten tussen de multinationals en de staten beslechten. Deze private tribunalen zullen bestaan uit gespecialiseerde advocatenkantoren (en niet uit onafhankelijke magistraten) die de nationale en internationale rechtspraak zullen kunnen omzeilen. Enkel multinationals of groepen van privé-investeerdere zullen het recht hebben om naar deze tribunalen te stappen en de staten aan te vallen. En ingeval ze de zaak winnen, kunnen zij miljoenen euro's verdienen met schadevergoedingen en interesten die met ons belastinggeld betaald zullen worden. Het beslechten van geschillen tussen privébedrijven en de staten via de arbitragetribunalen is, helaas, geen nieuwheid. In totaal zouden multinationals al 514 processen aangespannen hebben tegen 95 landen. EU-lidstaten werden al veroordeeld voor protectionistische maatregelen. De energiegigant EON, bijvoorbeeld, eist 15 miljard euro van Duitsland voor haar kernuitstap. Slowakije, bijvoorbeeld, werd door de Nederlandse verzekeraar Achmea veroordeeld tot het betalen van 22 miljoen euro omdat het haar gezondheidssysteem weer in handen wilde nemen en het toegankelijk wilde maken voor iedereen. Ook andere landen werden aangevallen waaronder Mexico dat een natuurreservaat wilde beschermen tegen ernstige vervuilingen of Uruguay, Australië en Frankrijk die een preventiecampagne tegen roken op touw zetten... Velen maken zich zorgen: de burgermaatschappij, vakbonden, politieke groepen, onderzoekers en economen...*

Men zou kunnen denken dat deze interpellatie niet aangewezen is, wel integendeel, de gemeente zal een grote impact ondervinden. Het mandaat voor de onderhandelingen is zeer duidelijk over de politieke draagkracht van een eventueel akkoord: het zal betrekking hebben op alle bestuursniveaus (de federale staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de gemeenten). Artikels 4 en 27 van het mandaat voor de onderhandelingen preciseren het als volgt:

- "De bepalingen uit het akkoord zullen bindend zijn op alle bestuursniveaus." (artikel 4);*
- "Het akkoord zou dwingend moeten zijn voor alle regelgevers en voor alle andere bevoegde autoriteiten van beide partijen." (artikel 27)*

Het is daarom dat wij ervoor gekozen hebben u hierover te spreken. Weet dat wij hierin geen baanbreker zijn. 59 andere gemeenten in België, waarvan twaalf Brusselse, hebben zichzelf uitgeroepen tot "TTIP-vrije zones", net als 258 gemeenten in Duitsland en 178 in Frankrijk. Sinds juni 2013 bonden al 300 organisaties in heel Europa de strijd aan tegen het vrijhandelsakkoord.

Dames en heren Verkozenen, wij zijn om verschillende redenen blij om in Etterbeet te wonen en, in een poging ons onze toekomst hier in te beelden na de ratificatie van de verdragen hier ter sprake gebrachte, zou de lijst van verslechtingen heel erg lang zijn. Wij hebben de politieke oriëntatienota 2013-2015 geraadpleegd en hebben heel wat initiatieven van de gemeente of initiatieven gesteund door de gemeente op verschillende domeinen opgemerkt die tot doel hebben het welzijn van de bevolking te verbeteren. Helaas zijn wij des te meer gealarmeerd door de mogelijke gevolgen van verdragen zoals het TTIP of het CETA, want in een nabije toekomst zouden deze lokale politiek en deze diensten door privébedrijven beschouwd kunnen worden als belemmeringen van de handel of als oneerlijke concurrentie. Ik citeer: "Het akkoord zal tot doel hebben de wederzijdse toegang tot de overheidsopdrachten te bevorderen, op alle bestuursniveaus (nationaal, regionaal en lokaal) en in de sector van de openbare diensten, die betrekking hebben op de relevante handelingen van de bedrijven die in dit domein actief zijn en garantie te bieden op een niet minder gunstige behandeling dan die toegekend zijn aan de lokale leveranciers. Het akkoord moet eveneens disciplinaire regels bevatten (versta: financiële dwangsommen) om de obstakels die een negatieve impact hebben op de overheidsopdrachten te overwinnen, met inbegrip van de vereisten op het gebied van lokalisatie en lokale productie." Voor Etterbeek zou dit het volgende betekenen:

- 1. Het einde van de sociale en milieubepalingen in het bestek van de gemeenten. Het einde van de mogelijkheid om een lokale marktpeler te bevoorrechten. Het einde van de duurzame aankopen zoals vastgelegd in de bepaling "schone kleren";*
- 2. Wat onze voeding betreft zouden project als "Stadsboerderij" bedreigd zijn, net als de biomaaltijden in de scholen of de sociale kruidenier die bevoorraad wordt met groenten die in de participatieve tuinen gekweekt worden door jongen in de beroepsinschakelingstijd;*
- 3. Wat het (volwassenen)onderwijs betreft: dat zal geliberaliseerd worden en de concurrentie moeten aangaan met privé-instellingen die het recht zouden hebben om dezelfde financiële ondersteuning te vragen als de openbare instellingen of de instellingen die gesubsidieerd worden door de overheid zoals de instellingen voor sociale promotie, de academies, de werkwinkels en de alfabetiseringslessen. Dit geldt voor alle subsidies zoals cultuur, sport en sociale cohesie;*
- 4. Wat betreft huisvesting, het SVK, de Regie van Grondbeleid: zij zouden beschouwd worden als oneerlijke concurrenten voor de privé-initiatiefnemers;*
- 5. Sinds 2014 kunnen wij ons zonder vrees neervlijen op de grasperken in de gemeentelijke parken omdat er geen pesticiden meer gebruikt worden. Deze voor ons gunstige bescherming van ons milieu en onze gezondheid zou, zodra het verdrag getekend is, beschouwd kunnen worden als een winstbelemmering voor de multinationals;*
- 6. Tot slot zijn er heel wat kinderen uit de gemeente die zich op school beter uit de slag trekken sinds hun bezoek aan het CLB waar een oog- of hooronderzoek het mogelijk maakte om snel een aantal moeilijkheden op te lossen. De gemeentelijke preventiepolitiek op vlak van gezondheid loopt ook het risico om gezien te worden als een belemmering van de vrije gezondheidsmarkt.*

Vanavond wenden wij ons tot de lokale democratische instantie die dicht bij de burgers staat en instaat voor het algemeen welzijn en het samenleven: wil u uw politieke en budgettaire autonomie verliezen aan de persoonlijke belangen van enkele ondernemingen? De zesde staatshervorming heeft de gemeentelijke entiteiten meer

*macht en hefboomen gegeven, het ondertekenen van deze verdragen dreigt deze echter te verzwakken en zelfs teniet te doen. Het Europese ideaal van de grote trans-Atlantische markt is niet ons maatschappelijk project van samenleven, wel integendeel, het verscherpt de economische en fiscale concurrentie, offert onze fundamentele rechten op, dereguleert onze normen en onze sociale, culturele en communautaire verworvenheden evenals de verworvenheden op vlak van milieu. Daarom vragen wij dat de gemeenteraad met een duidelijke en sterke motie onze gemeente Etterbeek uitroept tot een TTIP-, CETA-, en TiSA-vrije zone.
In naam van alle burgers dank ik u voor uw aandacht.”*

De Raad hoort de interpellatie.

De burgemeester stelt voor om tegelijkertijd de motie van de Ecolo/Groen-Fractie en de PS over hetzelfde onderwerp te behandelen.

Françoise Bertieaux quitte la séance / verlaat de zitting

29.06.2015/A/0002 **Motion des groupes Ecolo-Groen et PS concernant le projet de partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement entre l'Union Européenne et les Etats-Unis (TTIP), ainsi que sur le CETA et le TISA**

- Vu le mandat de la Commission européenne relatif à la conclusion avec les États-Unis d'un accord appelé «Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement», donné par le Conseil des ministres européens des affaires étrangères et du commerce le 14 juin 2013 ;
- Vu l'accord politique conclu le 18 octobre 2013 entre l'ancien président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le premier ministre Canadien, Stephen Harper, sur le CETA (*Comprehensive and Economic Trade Agreement*) ;
- Vu les négociations en cours des 23 membres de l'OMC commencées officiellement en mars 2013 pour arriver à un TiSA (*Trade in Services Agreement*) ;
- Considérant le manque de transparence de ces négociations et l'ampleur de leurs implications pour de nombreuses compétences communales ;
- Considérant les inquiétudes croissantes manifestées par les organisations associatives et syndicales, les organisations socio-professionnelles et les citoyens, et l'absence de consultation en amont pour la prise en considération effective des droits et des valeurs qu'ils défendent ;
- Considérant les menaces sur l'acquis communautaire européen et belge en matière de normes sociales, environnementales, économiques, de santé, de protection des services publics et des consommateurs, d'exception culturelle ou encore de sauvegarde de l'industrie européenne ;
- Considérant que les accords de libre-échange ne doivent pas se révéler comme des outils utilisés par certains pour détourner, voire abroger, les législations européennes, nationales, régionales ou communales ;
- Considérant que ces accords de commerce permettent aux entreprises opérant au niveau international de remettre en cause et éliminer les décisions publiques considérées comme des entraves à l'augmentation de leurs parts de marché, et qu'il s'agirait d'une atteinte sans précédent aux principes démocratiques

fondamentaux qui ne ferait qu'aggraver la marchandisation de la société , avec ses conséquences en termes de régression sociales, environnementales et politiques ;

- Considérant que, le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats actuellement défendu par les négociateurs de l'accord, créerait une cour arbitrale composée d'experts non élus, devant laquelle les Communes, livrées aux avocats d'affaires, pourraient être directement attaquées par une firme privée. Ce qui signifie que toute espèce de norme – sociale, sanitaire, alimentaire, environnementale ou technique – adoptée par une Commune, dès lors qu'elle contredit une firme privée, pourrait être attaquée devant un mécanisme d'arbitrage privé ;
- Considérant qu'un tel montage juridique limiterait la capacité des Etats de maintenir des services publics (éducation, santé, ...), de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale, de maintenir des activités associatives, sociales, culturelles préservées du marché (menaçant par-là la diversité culturelle et linguistique) ;
- Considérant que le lait, la viande avec usage d'hormones et bien d'autres semences OGM commercialisés aux Etats-Unis, au Canada ou dans d'autres pays concernés par un des traités pourraient arriver sur le marché européen et belge, aux dépens des normes de qualité actuelles et leurs améliorations futures ainsi que de la production locale, des circuits courts et durables ;
- Considérant que ce grand projet de marché transatlantique menacerait la relocalisation des activités et le soutien au développement de l'emploi, et permettrait de considérer la protection des travailleurs et le modèle social belge comme entraves au marché ;
- Considérant que cet accord imposerait la mise en concurrence (et donc la privatisation à terme) de la production et de la distribution de toutes les formes d'énergie, et ouvrirait la porte à la contestation de lois limitant ou interdisant l'usage de certaines d'entre elles, ce qui aboutirait à la perte de la maîtrise par les pouvoirs publics de toute politique énergétique ;
- Considérant que la commune d'Etterbeek pourrait être contrainte et forcée de modifier voire d'annuler des initiatives suite à la signature de ces accords ;

Le Conseil communal :

- Affirme que les projets de TTIP, CETA et TISA constituent une menace grave pour nos démocraties communales et nos compétences en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle ;
- Refuse toute tentative de dérégulation de nos normes et toute tentative d'affaiblir le cadre communal, régional, national ou européen en matière sociale, de santé, d'environnement, de protection des travailleurs, des consommateurs et des entreprises ;
- Demande l'arrêt d'urgence du processus de ratification du CETA par la Belgique, ainsi que l'arrêt immédiat et définitif des négociations concernant le TTIP et le TISA ;
- Marque sa ferme opposition à toute clause de règlement des différends entre les investisseurs et les autorités publiques, et demande donc aux autorités belges compétentes et concernées d'exiger le refus du dispositif des tribunaux arbitraux

qui renforcent de manière inacceptable les pouvoirs des entreprises aux détriments des acteurs publics y compris vis-à-vis des communes ;

- Demande aux autorités belges compétentes qu'en cas de nouvelle négociation d'accords de libre-échange, qu'un large débat sur l'ensemble des accords de libre-échange impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoir mais aussi les organisations syndicales et associatives, les organisations socio-professionnelles et les citoyens soit organisé ;
- Demande aux autorités belges compétentes de faire pression au niveau européen afin que les négociations sur un nouveau projet de partenariat éventuel se fassent dans la plus grande transparence à l'égard de tous les niveaux de décision publique, des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles et des citoyens ;
- Se déclare en vigilance par rapport à tout autre traité qui poursuivrait les mêmes objectifs ;
- Déclare qu'en cas de ratification d'un de ces trois accords , la commune d'Etterbeek se considérera comme non liée par ceux-ci en raison de la non-implication de l'ensemble des niveaux de pouvoir concernés et touchés, du manque de transparence dans les négociations et, par conséquent, du caractère non démocratique de cet accord, et se place dès lors en tant que « Commune hors TTIP, CETA, TiSA » comme de nombreuses autres communes en Belgique et en Europe;
- Charge le Collège d'adresser la motion votée par le Conseil aux autorités suivantes : Commission et Parlement Européens, au Gouvernement Fédéral, pouvoirs régionaux et communautaires ;

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Nous tenons d'abord à saluer tout le travail d'explications qui vient de nous être présenté ce soir et de mobilisation mené par les groupes citoyens ici et dans toute l'Europe. Il est important de redire à quel point les politiques durables et les choix soutenus par notre Collège pour améliorer la qualité de vie des Etterbeekois pourraient être considérés comme une entrave à la liberté de commerce prôné par le TTIP. Les négociations menées par la Commission européenne sont dénoncées pour leur extrême manque de transparence et de participation démocratique. Nous, qui désespérons de voir les projets européens évoluer vers une Europe plus sociale et durable, respectueuse de nos ressources pour le développement et le bien être de chacun, nous craignons que ce projet européen se dilue dans cet espace transatlantique, qui ne serait vraiment favorable qu'aux multinationales. Celles-ci peuvent, à la faveur du règlement des différends entre investisseurs et Etats, se retourner contre un Etat, si l'existence ou la mise sur pied de normes sociales ou environnementales risque de mettre en péril le retour sur investissement. Et ces multinationales pourraient obtenir gain de cause, en attaquant les Etats auprès de tribunaux privés d'arbitrage, composés d'experts juridiques choisis par les parties. Par un autre mécanisme, la coopération réglementaire, il ne sera plus possible à un Etat d'émettre une loi, sans d'abord consulter les acteurs commerciaux de la partie adverse, pour vérifier qu'elle ne leur est pas défavorable.

Des études montrent qu'à la suite de fusion-acquisition, on risque de perdre en Europe des milliers d'emplois de déplacer les centres de décisions, de redistribuer encore plus injustement les richesses et d'augmenter les inégalités sociales. Des organisations patronales, comme l'UCM ou la Fédération Wallonne de l'Agriculture tirent la sonnette d'alarme sur les dangers du nivellement par le bas de certaines normes

sociales et environnementales. L'Union des Classes Moyennes estime que la concurrence n'est pas équitable entre une PME belge et une PME américaine. Cette dernière est régie avec des règles sociales, qui lui permettent d'engager et de licencier facilement du personnel bon marché. La Fédération Wallonne de l'Agriculture pointe, quant à elle, l'arrivée de produits dangereux pour notre santé. Des hormones interdites en Europe sont toujours utilisées dans les élevages américains ; des cultures traitées avec des pesticides interdits chez nous, coûteront moins cher que les productions de nos agriculteurs européens.

Comment défendre encore les intérêts des consommateurs, quand des produits aux normes moins strictes vont envahir nos magasins ? Pour les cosmétiques, par exemple, 1300 produits sont interdits en Europe pour des raisons de santé publique ; 11 seulement sont interdits aux Etats-Unis. La qualité des normes sanitaires et environnementales ne doit pas diminuer, ni être à la merci de résolution de conflits juridictionnels, qui ne sont pas dans la culture de nos sociétés et de nos citoyens. Même François Fion, l'ancien 1^{er} Ministre de Nicolas Sarkozy a déclaré, qu'il fallait suspendre les négociations de ce traité transatlantique, tant le rapport de force est déséquilibré en défaveur des européens. Il nous paraît essentiel de ne pas accepter de brader nos pouvoirs de décisions et de choix politiques sur l'autel de projets de partenariat commercial, dont le contrôle démocratique nous échappe. C'est pourquoi il faut que la résistance gagne du terrain et ce sera surtout possible grâce à la mobilisation citoyenne.

Voilà, brossé à grands traits, les principales raisons qui nous ont amenés à déposer une motion contre le TTIP, le CETA et le TISA. Nous espérons que vous pourrez nous rejoindre pour soutenir cette motion et nous laisserons aux groupes PS, co-signataire de la motion, le soin de vous en présenter le texte. Je voudrais aussi rappeler le bon esprit dans lequel nous travaillons au sein de la majorité, dans l'intérêt de tous les Etterbeekoïses, mais cela n'empêche pas lorsque le cas se présente comme ce soir, avec le projet de motion anti-TTIP que nous puissions exprimer nos divergences, sans qu'il y ait de dissensions dans notre majorité. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Juste un petit mot, avant que Monsieur Benarafa lise la motion. Je voudrais d'abord rebondir sur ce qui vient d'être dit. Je dois rappeler que la motion TTIP qui est déposée aujourd'hui conjointement entre le groupe PS et le groupe Ecolo ne figurait pas dans l'accord de majorité mais je voulais dire ce sont des positions qui sont propres à chacune de nos formations politiques. Chacune a son ADN propre et je voudrais rebondir sur ce qui a été dit pour dire également au nom du groupe PS que ça ne met évidemment pas en cause la volonté de continuer à travailler ensemble avec les partenaires de la majorité. »

Monsieur Benarafa lit la motion.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Merci Monsieur le Président. Nous voulons saluer la tenue de cet intéressant débat, caractérisé par une implication citoyenne particulièrement forte. Comme l'a dit notre collègue, chaque formation politique a déjà eu l'occasion de clarifier ses positions en la matière et donc l'enjeu pour nous, c'est peut-être de dégager quelque chose qui soit plus commun. Si vous le permettez, Monsieur le Président, je passerai la parole à Damien Gérard qui est précisément expert en droit de la concurrence et qui peut nous donner un éclairage plus précis, que ce que je ne pourrais le faire. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Au nom de notre groupe, on soutient certainement la mobilisation des citoyens, on rejoint dans une large mesure les soucis exprimés, notamment par rapport aux barrières-non tarifaires et aux règles de reconnaissance mutuelle, qui pourraient être introduites dans le cadre de l'accord TTIP en particulier. Je voudrais saluer le travail remarquable effectué par les habitants, qui ont notamment lu l'ensemble de la Déclaration de Politique Générale, ce qui est remarquable ! Rapidement je voudrais un petit peu vous indiquer quelle est la position du CDH à ce stade, sur cette initiative. La position du CDH est clairement qu'il faut une suspension des négociations en cours,

parce que la mobilisation citoyenne a vraiment révélé les limites et les dangers associés au mandat de négociations, tel qu'il est rédigé actuellement. Il faut une révision de ce mandat de négociation et il faut définir des balises claires et notamment, il n'y a aucune concession qui peut être possible sur le principe de précaution. Pour nous, le principe de précaution c'est fondamental. Il faut que ça se retrouve dans n'importe quelle prise de position ou motion qui serait adoptée. Le CDH est totalement en désaccord avec le mode de règlement des différends, qui est prévu actuellement dans la proposition de négociation et même, si nous ne sommes pas nécessairement opposés à tout accord commercial, qui rapprocherait les Etats-Unis et l'Europe au niveau des échanges, il faut absolument procéder à une étude d'impact sur les avantages pour notre pays et notre région. Il ne faut pas perdre de vue, que l'Union Européenne en entier est basée sur un accord relativement semblable, mais avec une grande différence : c'est qu'on a pu rapprocher les standards, relever les règles de protection etc. pour arriver à des solutions acceptables, à des règles qui encadrent les échanges et qui permettent aux Etats, d'adopter des mesures contraignantes.

Par rapport à la motion elle-même, je voulais saluer le travail effectué par les groupes Ecolo et PS et les échanges que vous avez eus, ont visiblement été en profondeur et assez étroits. Nous ne partageons pas certaines formulations et on estime que la motion pourrait être maturée un petit peu plus, en particulier, pour nous, il est absolument fondamental que le principe de précaution soit mentionné dans cette motion. Je pense qu'il est aussi important de bien faire comprendre, que la commune d'Etterbeek ne pourra pas se déclarer non liée par un accord TTIP, s'il est adopté. C'est un symbole politique fort et on peut tout à fait se rejoindre là-dessus, mais juridiquement, c'est impossible et donc ce qui est important, c'est de bien sensibiliser les gens sur l'importance du contenu des accords et sur l'importance d'arriver à un accord, s'il y a un accord, qui soit acceptable pour les citoyens de l'Union Européenne.

Au regard de ces nuances et parce que pour nous, il y a quand même un travail d'étude d'impact qui devrait être effectué, ce qu'on vous proposerait, c'est de reporter le vote de la motion au prochain Conseil communal, à la rentrée et de se donner l'été pour avoir un véritable échange, tous ensemble, en commission pour essayer d'arriver à un texte commun qui reflète l'ensemble des sensibilités politiques exprimées. C'est un débat citoyen et politique important, pour une fois, si dans cette commune on pouvait avoir un débat de fond sur ce genre de question ce serait un énorme progrès démocratique. Cela dit, si ce n'est pas possible, si vous estimez que ce n'est pas approprié, alors on soutiendra la motion, car nous estimons que c'est un symbole très fort, même si on ne se reconnaît pas dans l'ensemble des termes, on votera pour. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie effectivement, non seulement les citoyens, qui se mobilisent pour quelque chose d'essentiel pour l'avenir et pour les générations à venir et également le travail souhaitable et souhaité qui a très bien été réalisé par les groupes Ecolo/Groen et PS. Les FDF sont d'avis, que le signal fort est urgent et donc, même si nous partageons une certaine réserve, par rapport à l'ensemble des points qui ont été évoqués, pour appuyer la proposition de motion, il n'en demeure pas moins, que des principes fondamentaux y sont repris et doivent être dénoncés dès à présent. Mon collègue du CDH a déjà évoqué cette insulte à la démocratie, de voir ces arbitrages confiés de manière privée, ce qui déjà, rien qu'à lui seul, justifierait le fait de soutenir cette motion.

On peut comprendre bien sûr, la préoccupation qui existe et d'ailleurs, on est ravi de voir que le Conseil communal est amené, sur ce genre de proposition, à pouvoir se prononcer. Je me souviens d'un débat qui avait eu lieu sur certains droits fondamentaux, qui concernaient des personnes vivant à quelques kilomètres d'ici et dont on estimait, dans un premier temps, que le débat n'était pas de compétence communale. Ici, je me réjouis de voir qu'il y a un élargissement dans la manière d'appréhender les choses et les préoccupations des citoyens qui vivent ici, peuvent être débattues, bien entendu, au sein du Conseil communal, qui a son rôle à jouer.

Il y a bien entendu aussi un travail à faire au niveau européen. L'Europe qui n'a jamais été autant en crise qu'aujourd'hui et qui est prête finalement à se fragiliser d'avantage par des accords tout à fait en sa défaveur, au niveau de principes, qu'elle est censée défendre et ça n'empêchera pas aussi de rappeler que si il y a, j'y suis sensible, sur la manière dont les droits et les conditions de travail sont réalisés, force est de constater que de grandes disparités existent aussi au niveau européen et que cette manière d'accepter les choses au niveau européen est tout à fait critiquable également. J'espère que le fait de dénoncer la manière dont ces négociations ont été

entamées et sont poursuivies, permettra aussi au niveau européen de se remettre en cause et d'harmoniser sur le plan social et sur le plan des droits des travailleurs, des principes qui sont remis en cause. J'évoque par exemple le principe des travailleurs détachés, qui est quelque chose de périlleux pour le maintien de notre sécurité sociale. Maintenant, soyons clairs, il y a bien sûr toujours matière à améliorer les motions. Il y a toujours moyen de trouver une base commune plus large. Nous pensons, le groupe FDF, que néanmoins, un signal dès à présent, le plus rapidement possible, s'impose et c'est la raison pour laquelle nous soutiendrons la motion qui a été déposée. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je rejoins mes collègues pour apprécier la mobilisation de ce soir et celle qui a été la vôtre durant plusieurs semaines. On peut parfois ne pas être d'accord sur le fond, mais quand même estimer que, dans une commune comme la nôtre, et à l'heure où la mobilisation citoyenne s'affaiblit parfois, où l'intérêt pour la chose publique a tendance à disparaître, toute mobilisation, quand elle est démocratique, est appréciable et donc je vous remercie beaucoup, au nom de la Liste du Bourgmestre, pour ce débat, que vous faites vivre dans cette commune.

Cependant, je me dois d'être dans la prolongation et dans la cohérence du groupe politique que je représente et de la formation politique qui a des responsabilités à d'autres niveaux de pouvoirs. Et on est en grande difficulté par rapport aux affirmations, que vous avez énoncées et avec le texte qui est aujourd'hui sur table à la signature de nos deux partenaires de majorité. Nous sommes en dehors de l'accord et c'est bien évidemment légitime pour vous de porter ces questions-là ici ce soir. Mais sur le fond on ne pourra s'entendre. J'ai entendu beaucoup d'affirmations dans vos interventions, alors même que nous sommes dans un domaine, où beaucoup d'inconnus persistent encore. La vigilance au niveau du mouvement réformateur, je prendrai cette étiquette là aujourd'hui pour être cohérent, elle existe évidemment, quant au contenu des accords, quant à la manière dont ces accords sont menés, quant au contenu qui est en cours de négociation tout simplement. Il reste important de comprendre que pour nous, philosophiquement, au niveau de la manière dont nous voyons comment l'économie mondiale peut évoluer, et bien, nous avons la conviction, que ce traité va dans le bon sens, qu'un plus grand partenariat avec d'autres économies (américaines, canadiennes) peuvent nous renforcer également. C'est une conviction honnête, que nous avons de le dire et de l'affirmer, malgré les positions que la population fait entendre ce soir.

On a parlé des inquiétudes qu'on avait en termes de concurrence quant à l'économie américaine, par rapport à l'économie européenne, mais c'est un autre pilier de l'économie mondiale, que cet accord a envie de mettre de côté. J'entends avec un peu d'amusement que l'on parle de la qualité du travail aux Etats-Unis, quand on sait ce qu'est la qualité du travail en Asie, en Chine, où pourtant, nous ne ménageons pas nos efforts pour commercialiser avec cette région là du monde. Cet accord Etats-Unis – Europe, a pour but de renforcer les collaborations entre nos deux économies et beaucoup de critiques ont été faites par rapport à ce que l'on retrouvera dans ces accords : atteinte à nos acquis sociaux, à nos acquis agricoles, environnementaux, à nos travailleurs, à la sécurité alimentaire, le mythe des OGM qui vont débarquer dans nos supermarchés est important. Alors que c'est une préoccupation première, que l'Union Européenne a aujourd'hui dans la négociation, afin que l'Union Européenne maintienne les acquis qu'elle a pu construire au cours des décennies.

C'est un peu crier trop vite « au feu », alors que pour l'instant, nous n'avons pas la connaissance précise du contenu de ces accords.

Comme tel, de supprimer des barrières commerciales, des obstacles à des échanges commerciaux et mon collègue du CDH l'a rappelé, c'est un peu la philosophie que l'on avait, lorsque l'on a décidé d'unir d'abord 2, 3 économies nationales avec la CK, et puis un peu plus avec la CEE et puis 27 Etats membres et une prolongation qui se

poursuit dans ce marché européen qui se construit. Et c'est la même philosophie qui émane de cet accord. Alors effectivement, le géant américain nous fait peur, on a peut-être raison d'avoir des inquiétudes, mais je pense, et c'est la position des Libéraux dans ce pax, que l'Union Européenne a les reins suffisamment solides, pour négocier un accord qui sera valable.

On a beaucoup parlé des standards communs qui seraient abaissés, et nous avons l'impression et la conviction que ces standards pourront être maintenus au niveau de l'Union Européenne. Et d'ailleurs des clauses existent en Europe, en Belgique qui empêchent un Etat membre et une entité juridique comme l'Union Européenne d'abaisser ces standards. On ne pourra pas abaisser la protection des travailleurs, la protection aux citoyens. Il y a des mesures de sauvegarde qui existent de ce côté là.

J'ai entendu qu'on avait la crainte qu'il y ait une diminution ou une attaque sur l'emploi européen. Nous avons vraiment la conviction contraire, que cet accord, cette reconnaissance mutuelle peut être générateur de richesse et peut être générateur d'emploi pour l'économie européenne et pour l'économie belge, parce que, n'oublions pas que notre cinquième partenaire pour nos entreprises en Belgique, ce sont les Etats-Unis. C'est un partenaire indispensable à notre économie, à notre PIB et par un raffermissement des normes, nous pensons à une ouverture du marché, une amélioration de notre présence au niveau de l'économie américaine. On a toujours tendance à croire que c'est l'économie américaine qui va se déverser avec ses produits, mais nous avons la mission inverse, c'est que nos entreprises peuvent exporter plus encore vers le marché américain. Et nous avons des qualités uniques au monde, des économies et des compétences ou nous sommes tout à fait compétitifs par rapport aux Etats-Unis.

C'est un changement total de conviction que nous avons par rapport à votre démarche et au texte présenté aujourd'hui par le PS et Ecolo. Nous sommes convaincus que la transparence qui est dénoncée est un peu particulière, parce que c'est un traité qui est négocié comme peu d'autres l'ont été, mais on rappelle quand même que ce traité tout comme certains traités européens devront être validés devant un très grand nombre d'instances démocratiques, le Parlement Européen qui nous représente tous, par l'ensemble des Parlements Nationaux et par des instances qui représentent les Etats et par la Commission qui négocie actuellement ce traité. Ce manque de transparence et ce déficit démocratique, on ne l'aperçoit pas, nous savons qu'au moment où un projet pourra être en état d'être proposé, il sera soumis à un processus démocratique dans lequel chaque Etat membre devra se prononcer pour et évidemment le congrès des Etats-Unis d'Amérique, qui est le pendant en l'occurrence du Parlement Européen.

Pour un peu chambrer nos camarades du banc socialiste, qui déposent aujourd'hui le texte, on rappellera que la négociation qui a engagé la Belgique sous ce processus l'était sous un 1er Ministre qui porte leur couleur et qui n'était pas, à cette époque là, particulièrement inquiet d'amorcer ce processus. Qu'on soit vigilant, on ne pourra pas vous le reprocher ni à Ecolo, ni au PS, nous le sommes aussi et nous pensons qu'il faut faire confiance et nous avons la conviction que nous sommes dans un processus, qui peut considérablement être bénéfique pour notre commune, pour notre pays, pour l'Europe et qu'il est rassurant de voir que ce genre de question n'ait pas tellement été présente, lorsque l'on a imaginé, il y a quelques décennies, fonder une économie avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, parce que nous nous voyons dans la même dynamique et nous serons donc vigilants, mais confiants dans les mois à venir. C'est donc une impossibilité pour nous, de soutenir le texte qui est sur le banc de ce Conseil. Une audition importante de la commissaire européenne a prochainement lieu devant le parlement régional bruxellois, et que de l'avis d'aucuns, il serait pertinent d'entendre ces éléments là, dans le cadre du débat que nous avons aujourd'hui.»

Le Bourgmestre suspend la séance, afin que les chefs de groupe puissent s'entretenir

entre eux.

La séance reprend.

Le Bourgmestre prend la parole :

« A l'issue de la réunion des chefs de groupe, qui a été élargie à pas mal de membres du Conseil, il est apparu, que la Liste du Bourgmestre rejoint la demande de report du point introduit par le groupe CDH à la condition bien sûr, qu'une Commission spéciale du Conseil se réunisse, selon un calendrier qu'on devra définir si le report est décidé. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Nous avons deux mois et demi pour y travailler entre nous de façon informelle. On déposera un texte, mais l'objectif n'est pas de jouer la stratégie de l'évitement, par rapport à un enjeu qui est très important. Nous ne voulons pas non plus aller dans ce qui pourrait apparaître comme une précipitation par ailleurs. Même si j'ai bien entendu et nous sommes bien conscients que pour les partis socialiste et écolo, le travail de fusion résulte d'une vraie réflexion commune, que nous respectons totalement. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Monsieur le Président, je dois vous avouer que je suis très triste. Je regrette la décision de report qui est prise ce soir. On discuterait d'un sujet très important, on a évoqué à plusieurs reprises les générations futures. Je regrette aussi qu'un texte travaillé, précis, ayant fait l'objet de nombreuses heures de travail, n'ait pas pu être adopté ce soir. Je pense que c'est un mauvais signal que nous envoyons, à la fois à la population d'Etterbeek et de manière générale, à toutes les personnes sensibles à ces questions. Et pour être tout à fait franc, je ne pense pas que ce sont les UV et les crèmes scolaires qui vont faire réfléchir nos neurones. Chacun, ses réflexions et ses réalités. Avant même que ce débat commence, je présentais les positionnements des uns et des autres. Pour le groupe socialiste, c'est regrettable ce qui se passe ce soir, je regrette ce qui s'est passé, j'aurais souhaité que notre commune puisse trouver un consensus. Je regrette le report de la motion, je pense que c'est simplement un moment qu'on va vite oublier, parce que je pense qu'on a raté une belle occasion de travailler ensemble pour les générations futures. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Merci Monsieur le Président. Je voudrais appuyer le soutien de la proposition du CDH de reporter, à brève échéance, le vote de ce texte. Je pense que ce qui honore la qualité de toute assemblée démocratique, telle qu'un Conseil communal, c'est de chercher jusqu'à la dernière minute, à rassembler les avis entre eux, lorsqu'ils peuvent aboutir à un texte, qui pourra être porté par le plus grand nombre de personnes. Je rassure les partenaires de majorité et les autres groupes de ce Conseil, vous avez bien senti que la Liste du Bourgmestre avait une position difficile par rapport à ce texte, nous ne constituerons pas une force de frein dans le groupe de travail qui sera mis en place. Nous ferons part de nos préoccupations et je suis certain que nous pourrions revenir avec un nouveau texte au prochain Conseil communal qui sera, si pas enrichi de nos arguments, au moins enrichi des avis éclairés du groupe CDH et de ceux que nous aurons pu glaner durant l'été dans le cadre des prochaines auditions qui sont à venir. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Nous ne sommes pas pour le report, nous avons travaillé à ce texte et il correspond à ce que nous voulons qui soit voté. Nous connaissons les nuances des uns et des autres

par rapport à un texte qui pourrait être plus consensuel, mais ce n'est pas le signal que nous voulions donner. C'était maintenant que nous voulions donner ce signal, il était possible de le voter aujourd'hui. Nous sommes extrêmement déçus que des personnes qui auraient pu proposer des nuances plus tôt, ne l'aient pas fait. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie. Comme je l'ai signalé lors de mon intervention, il est évident que pour nous, il y a moyen d'améliorer le texte et donc nous pensions, cependant, que le signal fort devrait être donné maintenant. Evidemment, je me réjouis néanmoins, que d'autres partenaires puissent rejoindre la volonté d'avoir un texte fort pour dénoncer ce TTIP notamment, mais je rappelle, et bien sûr, c'est notre volonté à tous, que nous sommes des démocrates et que nous respectons, bien entendu, le choix qui sera fait ce soir par le Conseil communal. »

Le point est reporté.

31 votants : 17 votes positifs, 14 votes négatifs.

Non : Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Colette Njomgang, Rik Baeten, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen, Farida Tatou, Françoise de Halleux.

Motie van de fracties Ecolo-Groen en PS betreffende het ontwerp van het Trans-Atlantisch Vrijhandels- en Investeringsverdrag tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten (TTIP), en het CETA en het TISA

- gezien het mandaat van de Europese Commissie betreffende het sluiten van een akkoord met de Verenigde Staten, met name het “Trans-Atlantisch Vrijhandels- en Investeringsverdrag”, dat op 14 juni 2013 toegekend werd door de Europese Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken en Handel;
- gezien het politieke akkoord dat op 18 oktober 2013 gesloten werd tussen de toenmalige voorzitter van de Europese Commissie, José Manuel Barroso, en de Canadese eerste minister, Stephen Harper, over het CETA (Comprehensive and Economic Trade Agreement);
- gezien de lopende onderhandelingen van de 23 leden van de Wereldhandelsorganisatie die officieel van start gingen in maart 2013 ten einde tot een TiSA te komen (Trade in Services Agreement);
- het gebrek aan transparantie bij deze onderhandelingen en de omvang van de gevolgen voor heel wat gemeentelijke bevoegdheden in overweging genomen;
- de toenemende bezorgdheid van de ledenorganisaties, vakbonden, sociaal-professionele organisaties en de burgers in overweging genomen evenals het ontbreken van een voorafgaand overleg over het in overweging nemen van de rechten en de waarden die zij verdedigen;
- de bedreigingen voor de Europese en Belgische communautaire verworvenheden op vlak van sociale normen, milieunormen, economische normen, gezondheid, bescherming van openbare diensten en consumenten, culturele uitzondering of het behoud van de Europese industrie in overweging genomen;
- overwegende dat de vrijhandelsakkoorden geen hulpmiddel zullen blijken dat sommigen zullen aanwenden om de Europese, nationale, regionale of

gemeentelijke wetgevingen te omzeilen of zelfs te herroepen

- overwegende dat deze handelsakkoorden het de ondernemingen die op internationaal niveau actief zijn mogelijk maakt om de betreffende publieke beslissingen aan de orde te stellen of uit te sluiten omdat ze een belemmering zouden zijn om hun marktaandeel te verhogen en dat het een inbreuk zonder precedent zou zijn op de fundamentele democratische principes die de vercommercialisering van onze maatschappij alleen maar erger zal maken met alle gevolgen voor de maatschappelijke, milieu en politieke regressie.
- overwegende dat het reglementeringmechanisme voor de geschillen tussen investeerders en staten dat op dit moment door de onderhandelaars van het akkoord verdedigd wordt, een arbitrage-tribunaal zou oprichten dat bestaat uit niet-gekozen deskundigen en waar de gemeenten, die overgeleverd zijn aan de zakenadvocaten, rechtstreeks aangevallen kunnen worden door een privé-firma. Dat betekent dat elke norm - sociaal, gezondheid, voeding, milieu of technisch – die aangenomen wordt door een gemeente betwist kan worden voor een privaat arbitrage-mechanisme zodra ze een privé-firma hindert.
- overwegende dat een dergelijk juridisch opzet een beperking zal vormen voor het vermogen van de staten om hun openbare diensten (onderwijs, gezondheid, ...) te behouden, hun sociale rechten te beschermen, bescherming van de maatschappij te bieden, hun verenigings-, sociale en culturele activiteiten weg van de markt houden (waardoor de culturele en taalkundige diversiteit in het gedrang zou komen);
- overwegende dat de melk, het vlees met hormonen en heel wat andere go-zaden die in de Verenigde Staten, Canada of in betrokken landen gecommercialiseerd worden ook op de Europese en de Belgische markt terecht zouden kunnen komen ten koste van de huidige en de toekomstige kwaliteitsnormen alsook ten koste van de lokale productie en korte en duurzame kringlopen;
- overwegende dat dit grote project van een trans-Atlantische markt de verhuizing van activiteiten en de steun aan werkgelegenheidsontwikkeling in het gedrang zouden brengen en het mogelijk zou maken dat de bescherming van werknemers en het Belgische sociale model gezien worden als marktbelemmeringen;
- overwegende dat dit akkoord mededinging zou opleggen (en op termijn dus privatisering) voor de productie en de distributie van verschillende vormen van energie en de deur zou openzetten om wetten die het gebruik van bepaalde energiebronnen beperken of verbieden te betwisten, wat ertoe zou leiden dat de overheid het beheer van het energiebeleid zou verliezen;
- overwegende dat de gemeente Etterbeek gedwongen zou kunnen worden om haar initiatieven aan te passen of zelfs op te zeggen ten gevolge van het akkoord;

De gemeenteraad:

- bevestigt dat de TTIP-, CETA- en TiSA-projecten een ernstige bedreiging vormen voor onze gemeentelijke democratieën en onze bevoegdheden op vlak van economie, maatschappij, gezondheid, milieu en cultuur;
- weigert elke poging om onze normen te verstoren of het gemeentelijk,

regionaal, nationaal of Europees kader op vlak van maatschappij, gezondheid, milieu, bescherming van werknemers, consumenten en ondernemingen af te zwakken;

- vraagt met spoed de stopzetting van het ratificatieproces van het CETA door België evenals de onmiddellijke en definitieve stopzetting van de onderhandelingen over het TTIP en het TiSA;
- uit stellig haar verzet tegen elke bepaling betreffende de geschillenregeling tussen investeerders en overheidsautoriteiten en vraagt dan ook aan de bevoegde Belgische autoriteiten om de weigering te eisen van elke beschikking betreffende de arbitragetribunalen die op ongeoorloofde wijze de macht van de ondernemingen versterken ten koste van de overheden, inclusief de gemeenten;
- vraagt de bevoegde Belgische autoriteiten dat er in geval van nieuwe onderhandelingen over een vrijhandelsakkoord een groot debat georganiseerd zal worden over alle vrijhandelsakkoorden waarbij alle bestuursniveaus, maar ook alle vakbonden, ledenorganisaties, sociaal-professionele organisaties en burgers betrokken worden;
- vraagt de bevoegde Belgische autoriteiten om op Europees niveau druk uit te oefenen zodat de onderhandelingen over een eventueel nieuw handelsakkoord zo transparant mogelijk verlopen ten opzichte van alle bestuursniveaus, vakbonden, ledenorganisaties, sociaal-professionele organisaties en burgers;
- verklaart waakzaam te zijn voor elk ander verdrag dat dezelfde doelstellingen na zou streven;
- verklaart dat de gemeente Etterbeek, ingeval een van deze drie akkoorden geratificeerd wordt, zich als niet-gebonden aan deze akkoorden zal beschouwen omwille van de niet-betrokkenheid van de betrokken bestuursniveaus, het gebrek aan transparantie tijdens de onderhandelingen en, bijgevolg, het niet-democratische karakter van dit akkoord en verklaart zich vanaf nu dan ook “TTIP-, CETA-, en TiSA-vrije gemeente” net zoals heel wat andere gemeenten uit België en Europa;
- belast het College met de taak een motie door de Raad gestemd in te dienen bij de volgende autoriteiten: de Europese Commissie, het Europese Parlement, de federale regering en de overheden van de gemeenschappen en de gewesten.

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Allereerst willen wij onze waardering uitspreken voor de uitleg die ons vanavond gegeven werd en voor de mobilisering van alle burgers, hier en in de rest van Europa. Het is belangrijk te herhalen dat de duurzame politiek en de keuzes gesteund door het College om de levenskwaliteit van de Etterbekenaars te bevorderen, gezien zouden kunnen worden als een belemmering van de vrije handel die het TTIP prijst. De onderhandelingen die door de Europese Commissie gevoerd worden, krijgen kritiek omwille van het grote gebrek aan transparantie en democratische inspraak. Wij, die de moed verliezen om de Europese projecten te zien evolueren naar een socialer en duurzamer Europa met respect voor de ontwikkeling en het welzijn van iedereen, vrezen dat dit Europese project zal opgaan in de trans-Atlantische ruimte, die enkel voor de multinationals echt gunstig zou zijn. Deze multinationals kunnen zich dankzij de geschillenregeling tussen investeerders en staten tegen een staat keren als nieuwe sociale of milieunormen het rendement van hun investeringen in gevaar kunnen brengen. En deze multinationals zouden hun zaak kunnen winnen door een proces aan te spannen tegen de staten in de private

arbitragetribunalen, die samengesteld zijn uit juridische deskundigen die door de partijen gekozen worden.

Door een ander mechanisme, de reglementaire samenwerking, zal het niet langer mogelijk zijn voor een staat om een wet uit te vaardigen zonder eerst de commerciële spelers van de tegenpartij te raadplegen om na te gaan of de wet niet ongunstig is voor hen.

Studies tonen aan dat men ten gevolge van concentratie het risico loopt in Europa duizenden banen te verliezen, de beslissingscentra te verschuiven, de rijkdommen nog ongelijker te verdelen en de sociale ongelijkheid te vergroten. Werkgeversorganisatie zoals de UCM en de Fédération Wallonne de l'Agriculture trekken aan de alarmbel omdat het gevaar bestaat dat de sociale en milieunormen worden afgezwakt. De UCM is van mening dat de concurrentie tussen Belgische en Amerikaanse kmo's oneerlijk is. De Verenigde Staten hebben namelijk sociale wetten die het mogelijk maken om gemakkelijk goedkoop personeel aan te werven en te ontslaan. De Fédération Wallonne de l'Agriculture wijst vooral op de komst van producten die schadelijk zijn voor onze gezondheid. Hormonen die in Europa verboden zijn, worden in de Amerikaanse veeteelt nog steeds gebruikt; gewassen die behandeld worden met pesticiden die bij ons verboden zijn, zullen goedkoper zijn dan producten van onze Europese landbouwers.

Hoe kunnen we de belangen van de consument nog verdedigen als producten met minder strikte normen onze winkels zullen overspoelen? Zo zijn er 1300 cosmeticaproducten die in Europa verboden zijn omwille van de volksgezondheid; slechts 11 daarvan zijn verboden in de Verenigde Staten. De kwaliteit van de gezondheids- en milieunormen mag niet achteruit gaan, noch overgeleverd zijn aan de willekeur van behandeling van rechtsgeschillen, die niet gekend zijn in de cultuur van onze samenlevingen en burgers. Zelfs François Fion, de oud-eerste minister van Nicolas Sarkozy, heeft verklaard dat de onderhandelingen over dit trans-Atlantisch akkoord opgeschort moeten worden, zo ongelijk is de machtsverhouding, in het nadeel van de Europeanen. Het lijkt ons van essentieel belang om niet toe te staan onze beslissingsorganen en politieke keuzes over het vrijhandelsakkoord, dat aan onze democratische controle ontsnapt, te verkwaselen.

In grote lijnen zijn dit de belangrijkste redenen die er ons toe gebracht hebben een motie in te dienen tegen het TTIP, het CETA en het TiSA. Wij hopen dat u ons in deze motie kan steunen en laten de PS-fractie, medeondertekenaar van de motie, de tekst voorstellen. Ik wil u ook de geest van samenwerking in herinnering brengen die, in het belang van alle Etterbekenaars, heerst binnen de meerderheid. Dit belet echter niet dat, wanneer de gelegenheid zich voordoet, zoals vanavond met de anti-TTIP-motie, wij onze meningsverschillen kunnen uiten zonder dat er conflicten ontstaan binnen onze meerderheid.

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer Madrane:

“Nog enkele woorden alvorens mijnheer Benarafa de motie voorleest. Eerst zou ik graag terugkomen op wat er zonet gezegd werd. Ik moet u eraan herinneren dat de TTIP-motie die vandaag gezamenlijk ingediend werd door de PS-fractie en de Ecolo-fractie niet binnen het meerderheidsakkoord past, maar ik zou willen zeggen dat het gaat om posities die persoonlijk zijn voor elk van onze politieke partijen. Elk heeft zijn eigen DNA en ik wilde graag terugkomen op wat er gezegd werd om ook in naam van de PS-fractie te zeggen dat dit de verdere samenwerking met de meerderheidspartijen niet in het gedrang brengt.”

Mijnheer Benarafa leest de motie voor.

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer du Bus:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. Wij willen onze waardering uitspreken voor dit debat, dat gekenmerkt wordt door een bijzonder grote betrokkenheid van de burgers. Zoals mijn collega al zei, heeft elke politieke partij al de gelegenheid gekregen haar standpunt hierover te geven en wat voor ons op het spel staat is om er iets uit te halen

dat meer gemeenschappelijk is. Als u mij toestaat, mijnheer de voorzitter, geef ik het woord aan Damien Gérard die een deskundige is op het vlak van het mededingingsrecht en die ons een duidelijkere toelichting kan geven dan ikzelf.”

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer Gérard:

“Bedankt, mijnheer de burgemeester. In naam van onze fractie steunen wij de mobilisering van de bevolking, zijn wij het in grote mate eens met de geuite bezorgdheden, in het bijzonder die betreffende de niet-tarifaire belemmeringen en de regels in verband met wederzijdse erkenning, die ingevoerd zouden kunnen worden in het kader van het TTIP-akkoord. Ik wil mijn waardering uitspreken voor het voortreffelijke werk dat de inwoners geleverd hebben, zij hebben met name de hele Beleidsverklaring gelezen, wat buitengewoon is! Ik wil u snel toelichten wat in dit stadium de positie van de CDH is ten opzichte van dit initiatief. Voor de CDH is het duidelijk dat de lopende onderhandelingen opgeschort moeten worden omdat de mobilisering van de bevolking de limieten en de gevaren van het onderhandelingsmandaat, zoals dat nu is opgesteld, aangetoond heeft. Het onderhandelingsmandaat moet herzien worden en er moeten duidelijke afbakeningen komen en, in het bijzonder, mag er geen enkele toegeving mogelijk zijn op vlak van het voorzorgsprincipe. Voor ons is dit voorzorgsprincipe fundamenteel. In elke stellingname of motie die aangenomen wordt, moet dit principe aanwezig zijn. De CDH is het helemaal niet eens met de manier van geschillenbeslechting zoals die nu in het onderhandelingsvoorstel opgenomen is. Zelfs al zijn wij niet noodzakelijk tegen elk handelsakkoord dat de Verenigde Staten en Europa dichter bij elkaar zou brengen op vlak van handel, toch moet er een effectenstudie uitgevoerd worden over de voordelen voor ons land en onze regio. Men mag niet uit het oog verliezen dat de hele Europese Unie gebaseerd is op een gelijkaardig akkoord, met één groot verschil: dat men de standaarden bijeengebracht heeft, protectionistische maatregelen heeft, enz. om tot aanvaardbare oplossingen te komen, tot regels die de handel regelen en die het de staten mogelijk maakt bindende maatregelen aan te nemen. Wat betreft de motie zelf wil ik mijn erkenning uiten voor het werk van de Ecolo- en de PS-fractie en de gesprekken die u gevoerd heeft waren zichtbaar diepgaand en vrij benepen. Wij zijn het met enkele formuleringen niet eens en zijn van mening dat de motie nog wat aangevuld kan worden, in het bijzonder is het voor ons absoluut noodzakelijk dat het voorzorgsprincipe erin opgenomen wordt. Ik denk dat het ook belangrijk is om duidelijk te maken dat de gemeente Etterbeek zich niet niet-gebonden kan verklaren aan het TTIP-akkoord als het aangenomen wordt. Het is een sterk politiek symbool en wij kunnen hierover zeker met elkaar in overeenstemming komen, maar juridisch gezien is dat onmogelijk. Wat dus belangrijk is, is de mensen bewust maken van het belang van de inhoud van de akkoorden en van het belang om tot een akkoord te komen, als er een akkoord is dat aanvaardbaar is voor de burgers van de Europese Unie. Omwille van deze nuances en omdat er voor ons nog een effectenstudie uitgevoerd moet worden, stellen wij voor om de stemming over deze motie uit te stellen tot de volgende gemeenteraad, na de vakantie, en tijdens de zomer werkelijk overleg te plegen, iedereen samen, in commissie, om te trachten tot een gemeenschappelijke tekst te komen die alle geuite politieke gevoeligheden weergeeft. Het is een politiek en openbaar debat, als we voor een keer in deze gemeente een debat ten gronde organiseren over dit type kwestie dan zou dat een enorme democratische vooruitgang zijn. Dit gezegd zijnde, als dit niet mogelijk is, als u van mening bent dat dit niet aangewezen is, dan zullen wij de motie steunen omdat wij van mening zijn dat het een zeer sterk symbool is, zelfs indien wij ons niet in alle bepalingen kunnen vinden, zullen wij voor stemmen.”

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer Gasia:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. Ik dank ook iedereen, niet enkel de burgers, die zich mobiliseert voor iets essentieels voor onze toekomst en de komende generaties. Ook

mijn dank voor het wenselijke en gewenste werk dat geleverd werd door de Ecolo/Groen-fractie en de PS-fractie. FDF is van mening dat er dringend een sterk signaal gegeven moet worden. Zelfs al hebben wij een zekere terughoudendheid ten opzichte van het geheel van punten die aangehaald werden om het motievoorstel te steunen, neemt dat niet weg dat er fundamentele principes in opgenomen zijn en nu al aangeklaagd moeten worden. Mijn collega van de CDH heeft al aangehaald dat de democratie met de voeten getreden wordt als de arbitragetribunalen in privéhanden zijn en alleen al dit feit zou het rechtvaardigen deze motie te steunen.

Wij begrijpen de bezorgdheid over dit soort voorstellen en zijn overigens opgetogen dat de Gemeenteraad ertoe gebracht wordt zich hierover uit te kunnen spreken. Ik herinner me een debat over bepaalde fundamentele rechten van personen die hier enkele kilometers vandaan wonen en waarvan men aanvankelijk dacht dat het niet onder de bevoegdheid van de gemeente viel. Hier ben ik blij te zien dat er een bredere aanpak is voor de bezorgdheden van de burgers die hier wonen en waarover binnen de Gemeenteraad, die een rol speelt, gedebatteerd kan worden. Er is natuurlijk ook werk op Europees niveau. Europa is nog nooit zo in een crisis geweest als nu en blijkt paradoxaal genoeg bereid om zich nog meer te laten verzwakken door akkoorden die niet in haar voordeel gesloten worden en die in strijd zijn met principes die zij geacht wordt te verdedigen. Ik breng overigens in herinnering – en hier ben ik erg gevoelig voor – dat als er een akkoord komt over de manier waarop de arbeidsrechten en arbeidsvoorwaarden gerespecteerd moeten worden, men niet om de vaststelling heen kan dat er op Europees niveau grote verschillen zijn en dat de manier waarop de dingen op Europees niveau aangenomen worden ook te betwisten valt. Ik hoop dat het aanklagen van de manier waarop de onderhandelingen gestart en gevoerd zijn, het mogelijk zal maken om ook op Europees niveau zichzelf in vraag te stellen en op sociaal vlak en op vlak van de rechten van de werknemers de principes die in vraag gesteld worden te harmoniseren. Ik haal bij wijze van voorbeeld het principe van de gedetacheerde werknemers aan, iets wat delicaat is voor het behoud van onze sociale zekerheid. Laten we duidelijk zijn, er kan altijd iets verbeterd worden aan een motie. Er is altijd een mogelijkheid om een grotere gemeenschappelijke basis te leggen. Wij van de FDF denken echter dat er zo snel mogelijk een signaal gegeven moeten worden en daarom zullen wij de motie die ingediend werd steunen.”

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer Van Praet:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. Ik volg mijn collega's en wil mijn waardering uitspreken voor de mobilisering van vanavond en de afgelopen weken. Soms kan men het niet eens zijn over de kern, maar toch van mening zijn dat, in een gemeente als de onze, op het moment dat de mobilisering soms verzwakt, op het moment dat de interesse voor de publieke zaak dreigt te verdwijnen, elke mobilisering waardevol is als zij democratisch is en daarom dank ik u, in naam van de Lijst van de Burgemeester, voor dit debat, dat u in deze gemeente doet opleven.

Toch kan ik niet anders dan de politieke fractie die ik vertegenwoordig en de partij die verantwoordelijkheden heeft op andere bestuursniveaus te volgen. En wij hebben het erg moeilijk met de uitspraken die u gedaan heeft en met de tekst die vandaag op tafel ligt om ondertekend te worden door onze twee meerderheidspartijen. Wij maken geen deel uit van het akkoord en u hebt het recht om deze vragen hier vandaag te stellen. Maar over de kern kunnen wij het niet eens worden. Ik heb heel wat uitspraken gehoord terwijl er hier nog heel wat onbekenden zijn. De waakzaamheid van de MR - ik zal vandaag dit etiket gebruiken om coherent te zijn – is er inderdaad voor wat betreft de inhoud van de akkoorden, de manier waarop de akkoorden gevoerd worden en de inhoud van de onderhandelingen. Het blijft belangrijk om te begrijpen dat wij - filosofisch gezien, op het niveau van hoe wij zien hoe de wereldeconomie kan – ervan overtuigd zijn dat dit verdrag de goede richting uitgaat, dat een ruimere samenwerking met andere economieën (Amerika, Canada) ons ook sterker kunnen maken. Dit is een

eerlijke overtuiging ondanks het standpunt dat de bevolking vandaag duidelijk maakt. Men heeft het gehad over de bezorgdheden op vlak van concurrentie tussen de Amerikaanse en de Europese markt, maar dat is een andere pijler van de wereldeconomie die dit akkoord terzijde wil schuiven. Ik hoor met enig vermaak dat men het heeft over de arbeidskwaliteit in de Verenigde Staten als men weet hoe het in Azië, in China, gesteld is met de arbeidskwaliteit. Nochtans sparen we kosten noch moeite om met die regio handel te drijven. Dit akkoord tussen de Verenigde Staten en Europa heeft tot doel de samenwerking tussen onze twee economieën te versterken en er werd al heel wat kritiek geuit op wat men in deze akkoorden zal vinden: schending van onze sociale verworvenheden, van onze verworvenheden op vlak van landbouw en milieu, van onze werknemers, onze veiligheid en de ggo-mythe die onze supermarkten zal overspoelen, is erg belangrijk. Daarentegen is de eerste bezorgdheid die de Europese Unie vandaag in de onderhandeling heeft het behoud van de verworvenheden van de voorbij decennia. Dat is een beetje als te snel "brand!" roepen, terwijl we op dit moment de volledige inhoud van deze akkoorden nog niet kennen.

Als zodanig handelsbelemmeringen opheffen, mijn collega van de CDH zei het al, dat is de filosofie die speelde toen men besloot om eerst twee en vervolgens drie nationale economieën te verenigen met de EGKS, nog meer met de EEG en vervolgens 27 lidstaten en een verlenging die uitmondt in de Europese markt. Dezelfde filosofie speelt ook in dit akkoord. Het is inderdaad zo dat de Amerikaanse reus ons angst inboezemt, we hebben misschien reden om bezorgd te zijn, maar ik denk dat het standpunt van de liberalen hier is dat de Europese Unie een voldoende sterke rug heeft om tot een akkoord te komen dat aanvaardbaar is.

We hebben het uitvoerig gehad over de gemeenschappelijke standaarden die verlaagd zouden worden, en we hebben de indruk en de overtuiging dat die standaarden op niveau van de Europese Unie behouden kunnen worden. In Europa en in België bestaan er trouwens clausules dit het een lidstaat of een juridische entiteit zoals de Europese Unie onmogelijk maken deze standaarden te verlagen. We mogen de bescherming van onze werknemers en onze burgers niet verminderen. En er zijn maatregelen om die te behouden.

Ik heb gehoord dat men vreest dat de Europese werkgelegenheid in gevaar komt. Wij hebben een totaal tegengestelde overtuiging, namelijk dat dit akkoord, deze wederzijdse erkenning, voor heel wat rijkdom en werkgelegenheid kan zorgen voor de Europese en de Belgische economie, want, laten we dit zeker niet vergeten, de Verenigde Staten zijn de vijfde belangrijkste handelspartner van België. Het is een onmisbare partner voor onze economie, voor ons BBP en met een versterking van de normen kunnen wij onze aanwezigheid binnen de Amerikaanse economie verbeteren. Wij hebben altijd de neiging om te denken dat de Amerikaanse economie onze markt zal overspoelen, maar wij hebben de omgekeerde bedoeling, namelijk dat onze bedrijven meer kunnen exporteren naar de Amerikaanse markt. Wij hebben unieke kwaliteiten in de wereld, economieën en vaardigheden waarin wij zeker kunnen concurreren met de Verenigde Staten.

Wij hebben een heel andere overtuiging dan de uwe en de tekst die vandaag door de PS en Ecolo wordt voorgesteld. Wij zijn ervan overtuigd dat de transparantie die aangeklaagd wordt erg bijzonder is omdat er over dit akkoord helemaal anders onderhandeld wordt dan over andere, maar wij brengen toch in herinnering dat dit akkoord, zoals bepaalde andere Europese akkoorden, geldig verklaard zal moeten worden door heel wat belangrijke democratische instellingen: het Europees parlement dat ons allen vertegenwoordigt, de nationale parlementen en instellingen die de lidstaten vertegenwoordigen, de Commissie die momenteel over dit akkoord onderhandelt. Dit gebrek aan transparantie en democratie, wij zien het niet, wij weten dat op het moment dat er een project is dat voorgesteld kan worden, het onderworpen zal worden aan een democratische procedure waarin elke lidstaat voor zal moeten zijn

en, natuurlijk ook het Congres van de Verenigde Staten van Amerika, de tegenhanger van het Europees Parlement.

Om onze socialistische vrienden, die deze tekst vandaag indienen, wat op stang te jagen, willen wij in herinnering brengen dat de onderhandeling hierover in België van start ging onder een eerste minister van hun eigen partij die, op dat moment, niet speciaal bezorgd was om deze procedure in te zetten. Dat men waakzaam is, dat kunnen we noch Ecolo, noch de PS verwijten, wij zijn het ook en wij denken dat we vertrouwen moeten hebben, wij zijn ervan overtuigd dat we ons in een procedure bevinden die vrij gunstig kan zijn voor onze gemeente, ons land, voor Europa en dat het geruststellend is om te zien dat dit soort kwesties niet zo aanwezig was als we gedacht hadden enkele decennia geleden bij de oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal omdat we elkaar in dezelfde dynamiek zien en we dus waakzaam, maar vol vertrouwen moeten zijn in de komende maanden. Voor ons is het dus onmogelijk om de tekst die hier voor de Raad op tafel ligt te steunen. Binnenkort zal er een belangrijke audiëntie gehouden worden door de Europese Commissaris voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, en volgens sommigen is het relevant om de elementen daar te horen in het kader van het debat dat wij vandaag voeren.

De burgemeester schorst de zitting zodat de fractieleiders overleg kunnen plegen.

De zitting herneemt.

De burgemeester neemt het woord:

“Tijdens de vergadering van de fractievoorzitters, die uitgebreid werd met heel wat leden van de Raad, is gebleken dat de Lijst van de Burgemeester aanluit bij het verzoek tot uitstel van dit agendapunt ingediend door de CDH-fractie op voorwaarde natuurlijk dat een speciale Commissie van de Raad bij elkaar komt volgens een tijdschema dat vastgelegd zal worden als het uitstel wordt aangenomen.”

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer du Bus:

“Wij hebben tweeënhalve maandom er onder elkaar op een informele manier aan te werken. Wij zullen een tekst indienen, maar het doel is niet om een zaak die erg belangrijk is te ontlopen. We willen evenmin de zaken overhaasten. Zelfs al heb ik goed en zijn wij er ons bewust van dat voor de PS en voor Ecolo het fusiewerk voortkomt uit een gezamenlijk nadenken, dat wij helemaal respecteren.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Madrane:

“Mijnheer de voorzitter, ik moet toegeven dat ik diep bedroefd ben. Ik betreur de beslissing die vanavond genomen wordt om dit punt uit te stellen. Het gaat hier om een erg belangrijk onderwerp en verschillende malen hebben wij de toekomstige generaties aangehaald. Ik betreur het ook dat een met zorg bewerkte, nauwkeurige tekst die heel wat werkuren gekost heeft, vanavond niet aangenomen kon worden. Ik denk dat wij hiermee een verkeerd signaal geven aan de bevolking van Etterbeek en, in het algemeen, aan iedereen die met de zaak meeleeft. En om helemaal eerlijk te zijn denk ik niet dat het de uv-stralen en de zonnecrème zijn die onze hersencellen zullen doen werken. Ieder zijn gedachten en zijn werkelijkheden. Voor dit debat nog maar begonnen was, stelde ik de standpunten van de enen en de anderen voor. Voor de PS is het jammer wat er hier vanavond gebeurt, ik betreur wat er gebeurd is, ik had gehoopt dat onze gemeente tot een consensus zou kunnen komen. Ik betreur het uitstel van de motie, ik denk dat het eenvoudigweg een moment is dat men snel zal vergeten omdat ik denk dat we een mooie kans gemist hebben om samen te werken voor de komende generaties.”

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer Van Praet:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. Ik zou het voorstel van de CDH om de stemming van

de tekst voor een korte termijn uit te stellen, willen steunen. Ik denk dat datgene dat de kwaliteit van een democratische vergadering, zoals een gemeenteraad, eert het blijven zoeken is, tot de laatste minuut, om de meningen te verenigen wanneer die kunnen leiden tot een tekst die door zoveel mogelijk mensen gedragen wordt. Ik stel de meerderheidspartners en de andere fracties van de Raad gerust, u hebt duidelijk gemerkt dat de Lijst van de Burgemeester het moeilijk heeft met deze tekst, wij zullen geen rem zijn in de werkgroep die aangesteld zal worden. Wij zullen onze bezorgdheden kenbaar maken en ik ben er zeker van dat we naar de volgende Gemeenteraad kunnen terugkeren met een nieuwe tekst die, indien hij niet aangevuld werd men onze argumenten, op zijn minst aangevuld zal zijn met de meningen van de CDH-fractie en zij die wij tijdens de zomer bij elkaar hebben kunnen sprokkelen in het kader van de volgende hoorzittingen.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:

“Wij zijn niet voor een uitstel, wij hebben aan deze tekst gewerkt en hij stemt overeen met datgene dat wij willen dat gestemd zal worden. Wij kennen de nuances van de anderen ten opzichte van een tekst die meer op consensus berust, maar dat is niet het signaal dat wij willen geven. Wij zijn uitermate teleurgesteld dat personen die eerder nuances hadden kunnen voorstellen dat niet gedaan hebben.”

De burgemeester geeft het woord aan mijnheer Gasia:

“Ik dank u. Zoals ik al bij mijn tussenkomst aangaf, is het duidelijk voor ons: er is een mogelijkheid om de tekst te verbeteren en dus denken wij toch dat er nu een duidelijk signaal gegeven moet worden. Natuurlijk verheug ik mij erover dat andere gesprekspartners zich aansluiten bij de wil om een sterke tekst te hebben om in het bijzonder het TTIP aan de kaak te stellen, maar ik herinner er u aan, dat is de wil van ieder van ons, dat wij democraten zijn et dat wij, vanzelfsprekend, de keuze van de Gemeenteraad respecteren.”

Het punt wordt verdaagd.

31 stemmers : 17 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen.

Nee : Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Colette Njomgang, Rik Baeten, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Sandra Jen, Farida Tatou, Françoise de Halleux.

29.06.2015/A/0003 **Communication**

Arrêté du Bourgmestre

LE BOURGMESTRE,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2 ;

Vu le principe de précaution et de bonne administration ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics; que cette compétence concerne également les immeubles présentant un réel danger en raison d'un manque de sécurité et d'une non-conformité des lieux par rapport à leur usage, qu'ils soient publics ou

privés;

Considérant l'art. 2.- § 1er, 1° de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, disposant que, par dérogation à l'article 1er, 1°, le centre public d'aide sociale de la commune dans le registre de population ou des étrangers ou le registre d'attente de laquelle l'intéressé était inscrit à titre de résidence principale, est compétent pour accorder les secours nécessaires, si l'assistance est requise, lors de l'admission ou pendant le séjour dans une maison de repos agréée pour personnes âgées, soit dans une résidence-service ou un complexe résidentiel proposant des services, pour autant que ces établissements aient été agréés en tant que tels par l'autorité compétente ;

Considérant que la maison de repos sise avenue Edouard de Thibault 41 aurait fait l'objet d'une décision de justice rendue ce mercredi prononçant la faillite et que la direction de cette maison de repos déplace ses résidents en urgence dans d'autres institutions ;

Considérant qu'il reste dans la maison de repos 20 personnes âgées et qu'il convient, malgré la suspicion de faillite, de garantir la qualité des soins apportés aux résidents ; qu'il existe un risque de manque de personnel soignant ;

Considérant que cette situation crée un risque important pour les résidents du fait du stress lié à l'urgence administrative imposée par la direction ;

Vu l'engagement verbal du directeur de la maison de repos de maintenir son institution ouverte tant que des résidents y séjournent et à maintenir un encadrement en personnel médical et soignant en nombre suffisant ;

Considérant qu'il appartient au Bourgmestre de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que la santé des résidents ne soit pas menacée ;

Vu l'urgence,

Article 1^{er} - PREND ACTE de l'engagement de la direction de la maison de repos de maintenir son institution ouverte tant que des résidents y séjournent et à maintenir un encadrement en personnel médical et soignant en nombre suffisant ;

Article 2 - ORDONNE que les normes d'encadrement suffisantes soient maintenues jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 – DEMANDE aux fonctionnaires communaux et du CPAS de s'enquérir quotidiennement du respect des normes d'encadrement.

Article 4 - Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Etterbeek, le 18 juin 2015,

Le Bourgmestre,

Vincent DE WOLF

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling

Besluit van de burgemeester

DE BURGEMEESTER

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

gelet op het voorzorgsbeginsel en het principe van behoorlijk bestuur;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; dat deze bevoegdheid ook de gebouwen betreft die een reëel gevaar vormen wegens een gebrek aan veiligheid en de niet-overeenstemming van de plaatsen met hun gebruik, of het nu om openbare of privégebouwen gaat;

gelet op artikel 2 - §1, 1^o van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarin wordt gepreciseerd dat, in afwijking van artikel 1, 1^o, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar de betrokkene voor zijn hoofdverblijf in het bevolkings- of vreemdelingenregister of in het wachtregister was ingeschreven, bevoegd is om de noodzakelijk steun te verlenen, indien de bijstand vereist is, bij de opnemings- of gedurende het verblijf in een erkend rusthuis voor bejaarden, hetzij in een serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening, voor zover deze voorzieningen als dusdanig door de bevoegde overheid erkend zijn;

overwegende dat het rusthuis gelegen Edouard de Thibaultlaan 41 het onderwerp zou uitgemaakt hebben van een rechterlijke beslissing van deze woensdag waarbij het faillissement uitgesproken werd en waarbij uitgesproken werd dat de directie van dit rusthuis haar bewoners met spoed in andere instellingen onderbrengt;

overwegende dat er in het rusthuis 20 bejaarden overblijven en dat het, ondanks het vermoeden van faillissement, gepast is de kwaliteit van de zorgverlening aan de bewoners te garanderen; dat er een risico bestaat op gebrek aan verzorgend personeel;

overwegende dat er door deze situatie een groot risico ontstaat voor de bewoners ten gevolge van de stress met betrekking tot de dringende administratieve noodzaak opgelegd door de directie;

gelet op de mondelinge toezegging van de directeur van het rusthuis om zijn instelling

open te houden zolang er bewoners verblijven en om voldoende medisch en verzorgend personeel te behouden;

overwegende dat het aan de burgemeester is de nodige maatregelen te nemen om erover te waken dat de gezondheid van de bewoners niet in gevaar komt;

gelet op de dringende noodzaak;

Artikel 1 – NEEMT AKTE van de toezegging van de directie van het rusthuis om haar instelling open te houden zolang er bewoners verblijven en om voldoende medisch en verzorgend personeel te behouden;

Artikel 2 – VERORDENT dat de normen inzake voldoende personeel tot nader order behouden worden.

Artikel 3 – VRAAGT aan de gemeenteambtenaren en de ambtenaren van het OCMW om dagelijks inlichtingen in te winnen over het naleven van de normen in zake personeel.

Artikel 4 - In overeenstemming met artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep ingesteld worden tegen deze beslissing voor de afdeling administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwijking van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient bij aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Etterbeek, 18 juni 2015,

De burgemeester,

Vincent DE WOLF

De raad neemt kennis.

29.06.2015/A/0004 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 01.06.2015 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 01.06.2015 - Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Patrick Lenaers quitte la séance / verlaat de zitting

29.06.2015/A/0005 **Conseil communal - Délégations et mandats - "Centre Culturel d'Etterbeek Senghor" - démission de membres - remplacement**

Le Conseil communal,

Vu les délibérations du Conseil communal des 25.03.2013 et 16.09.2013 désignant les membres de droit à l' ASBL "Centre Culturel d'Etterbeek Senghor" ;

Attendu que Messieurs Jean LAURENT et Didier van EYLL sont démissionnaires, avec effet au 30 juin 2015, de leur qualité de membre de droit et qu'il convient dès lors de les remplacer dans leur mandat;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Monsieur Vincent De Wolf, lequel, tel que le permet l'art. 4 des statuts, entend déléguer sans délais sa qualité de membre à Madame Colette Njomgang Fonkeu et Madame Claire Vanden Stock
en qualité de membre de droit de l'Asbl "Centre Culturel d'Etterbeek Senghor.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

M. Vincent DE WOLF:

30 votants : 25 votes positifs, 3 votes négatifs, 2 abstentions

Mme Claire VANDEN STOCK:

30 votants : 25 votes positifs, 3 votes négatifs, 2 abstentions

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - "Centre Culturel d'Etterbeek Senghor" ontslag van leden - vervanging

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslagingen van de gemeenteraden van 25 maart 2013 en 16 september 2013 tot aanduiding van de leden van rechtswege in de vzw 'Centre Culturel d'Etterbeek Senghor';

overwegende dat de heren Jean Laurent en Didier Van Eyll met inwerkingtreding op 30 juni 2015 ontslag nemen uit hun ambt als lid van rechtswege en dat zij bijgevolg vervangen dienen te worden in hun mandaat;
gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

de heer Vincent De Wolf, die, zoals art. 4 van de statuten toestaat, onverwijld zijn

hoedanigheid als lid wenst over te dragen aan mevrouw Colette Njomgang Fonkeu en mevrouw Claire Vanden Stock tot lid van rechtswege van de vzw 'Centre Culturel d'Etterbeek Senghor'.

Deze benoeming geldt tot het einde van deze legislatuur.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

M. Vincent DE WOLF :

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 2 onthoudingen

Mv. Claire VANDEN STOCK:

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 2 onthoudingen

Patrick Lenaers entre en séance / treedt in zitting

Affaires générales - Algemene Zaken

29.06.2015/A/0006 **Protocole entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) et Brulabo**

Le Conseil communal,

Considérant l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) ;

Considérant l'arrêté royal du 28 mars 2014 proposant aux communes de conclure une convention de collaboration avec l'AFSCA pour l'exécution des contrôles ;

Considérant que le but du présent protocole consiste à déterminer les modalités de collaboration entre l'AFSCA et Brulabo dans le cadre de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 et à préciser la compétence de contrôle de Brulabo ;

Considérant que le présent protocole est le résultat d'un travail de 10 ans, suite au souhait réciproque des deux parties d'aboutir à un accord de coopération ;

Considérant qu'une collaboration ainsi qu'un échange de données et des conventions claires entre Brulabo et l'AFSCA concernant les contrôles dans le secteur de la distribution sont importants dans le cadre de la garantie d'une chaîne alimentaire sûre pour tous les consommateurs ;

Considérant que l'AFSCA estime que Brulabo a les accréditations ISO nécessaires pour effectuer ces contrôles ;

Considérant que Brulabo réalise depuis longtemps pour compte des administrations communales les inspections et les analyses prévues par ce protocole et qu'il n'y aura pas de charges financières supplémentaires pour les administrations communales ;

Considérant qu'il est opportun que les agents du service d'inspection de Brulabo puissent bénéficier des formations techniques organisées par l'AFSCA et qu'un système d'échanges d'informations soit organisé entre l'AFSCA (UPC Bruxelles) et

Brulabo ;

Considérant que cette convention répond à une critique de la Commission européenne sur un défaut de coordination parmi les instances chargées du contrôle alimentaire et qu'elle vise à une meilleure distribution des inspections et du programme de prélèvement ;

Considérant que Brulabo et l'AFSCA s'engagent à suivre un standard (déjà suivi depuis plusieurs années) afin de coordonner les inspections et le programme de prélèvement ;

Dès lors, nous vous proposons de soumettre le protocole entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) et Brulabo, concernant les contrôles dans le secteur de la distribution en matière de sécurité de la chaîne alimentaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) en Brulabo

De gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 2014 waarin aan de gemeenten voorgesteld wordt een samenwerkingsovereenkomst te sluiten met het FAVV voor de uitvoering van de controles;

overwegende dat het doel van dit protocol erin bestaat de samenwerkingsmodaliteiten vast te leggen tussen het FAVV en Brulabo in het kader van het koninklijk besluit van 19 december 2002 en om de controlebevoegdheid van Brulabo vast te leggen;

overwegende dat dit protocol het resultaat is van tien jaar werk, naar aanleiding van de wederzijdse wens om een samenwerkingsakkoord te sluiten;

overwegende dat het omwille van de vrijwaring van een veilige voedselketen voor alle consumenten belangrijk is dat Brulabo en het FAVV onderling gegevens uitwisselen en overeenkomsten sluiten met betrekking tot de controles in de distributiesector;

overwegende dat het FAVV van mening is dat Brulabo over de vereiste ISO-certificaten beschikt om deze controles uit te voeren;

overwegende dat Brulabo de door dit protocol beoogde inspecties en analyses al geruime tijd uitvoert in opdracht van de gemeentebesturen en dat dit geen bijkomende financiële lasten met zich meebrengt voor de gemeentebesturen;

overwegende dat het wenselijk is dat de agenten van de inspectiedienst van Brulabo technische opleidingen kunnen volgen die verstrekt worden door het FAVV en dat er een systeem wordt ingevoerd voor de uitwisseling van informatie tussen het FAVV (UPC Brussel) en Brulabo;

overwegende dat deze overeenkomst tegemoetkomt aan een opmerking van de Europese Commissie over een gebruik aan coördinatie tussen de instanties die instaan

voor de voedselinspectie en dat zij een betere verdeling van de inspecties en het bemonsteringsprogramma beoogt;

overwegende dat Brulabo en het FAVV zich ertoe verbinden een norm te hanteren (die reeds verschillende jaren gevolgd werd) om de inspecties en het bemonsteringsprogramma te coördineren;

Bijgevolg stellen wij u voor om het protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) en Brulabo betreffende de controles op de veiligheid van de voedselketen in de distributiesector voor te leggen aan de gemeenteraad van 29 juni 2015.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Protocole BRULABO - AFSCA.pdf, Délibération afsca brulabo.pdf

29.06.2015/A/0007 **Affaires Générales - Mobilité - Convention relative à la signalétique piétonne dans le Quartier Européen.**

Le Conseil Communal,

Vu que le Parlement européen a développé, en collaboration avec la Région de Bruxelles-Capitale et la Ville de Bruxelles, un projet de signalétique piétonne dans le quartier européen;

Vu que cette collaboration a fait l'objet d'une convention entre les parties concernées;

Vu que ces dernières souhaitent, dans le cadre d'un avenant joint en annexe, associer la Commune d'Etterbeek;

Considérant que le quartier européen couvre une partie du territoire d'Etterbeek, et qu'il est donc logique que la Commune se joigne à ce projet;

Vu qu'un budget de 17.000,00€ a été réservé à cette fin au budget 2015, et que la participation financière de la Commune sera finalement réduite à 10.000,00€ ;

DECIDE

d'approuver l'avenant n°1 joint en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 28 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Le groupe FDF motive son abstention par manque de détails techniques et manque d'informations quant aux balises qui seront placées.

Algemene Zaken - Mobiliteit - Overeenkomst betreffende van een voetgangersbewegwijzering in de Europese wijk.

De Gemeenteraad,

overwegende dat het Europees Parlement in samenwerking met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Stad Brussel een voetgangerssignalisatie heeft ontwikkeld voor de Europese wijk;

overwegende dat er voor deze samenwerking een overeenkomst gesloten werd tussen de betrokken partijen;

overwegende dat de oorspronkelijke partijen de gemeente Etterbeek willen betrekken bij de overeenkomst, door middel van een aanhangsel dat bijgevoegd wordt in bijlage;

overwegende dat de Europese wijk een deel van het Etterbeekse grondgebied beslaat, en dat het dus logisch is dat de gemeente zich bij dit project aansluit;

overwegende dat er hiervoor een budget van € 17 000 werd uitgetrokken in de begroting 2015, en dat de financiële bijdrage van de gemeente uiteindelijk beperkt wordt tot € 10 000;

BESLUIT

het bijgevoegde aanhangsel nr. 1 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 28 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

De FDF-fractie motiveert haar onthouding met een gebrek aan technische details en informatie over de bakens die geplaatst zullen worden.

4 annexes / 4 bijlagen

avenant convention signalétique piétonne QE - FR.docx, convention signée signalétique piétonne 2015 NL.pdf, avenant NL - convention signalétique piétonne QE (2) nl.docx NL.docx, convention signée signalétique piétonne 2015 FR.pdf

29.06.2015/A/0008 **Affaires Générales - Mobilité - Règlement d'administration intérieure - Journée sans voiture du 20/09/15**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 25 mars 2015 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 20 septembre 2015 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter

à frauder ;

DECIDE

Article unique. L'accord conclu 25 mars 2015 entre le bourgmestre de la commune d'Etterbeek et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Algemene Zaken - Mobiliteit - Reglement van inwendig bestuur - Dag zonder auto van 20/09/15.

De Gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

gelet op het akkoord gesloten op 25 maart 2015 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

overwegende dat op 20 september 2015 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT

Enig artikel. Het akkoord dat op 25 maart 2015 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Etterbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

29.06.2015/A/0009 **Patrimoine Commune d'Etterbeek - Terrain sis chaussée Saint-Pierre - Vente.**

Le Conseil communal,

Considérant que la Commune d'Etterbeek est propriétaire d'un terrain en friche sis chaussée Saint-Pierre, cadastré ou l'ayant été section B numéro 225/2 pour 30 ca;

Considérant que M. Géry OLBRECHTS et Mme Sophie QUERTON, propriétaires du terrain situé rue des Francs contigu au terrain susvisé, ont manifesté leur intérêt pour acheter ledit terrain;

Vu la faible superficie du terrain et son état actuel;

Considérant que le terrain est actuellement clôturé par un mur de brique et fermé par une porte condamnée;

Vu l'importance des travaux à réaliser pour pouvoir jouir du terrain sachant qu'à ce jour, aucun permis n'a été accordé en vue d'une éventuelle affectation;

Considérant qu'il n'existe aucune information disponible quant à un éventuel raccord aux égouts pour l'évacuation des eaux de pluie ni à aucune fourniture d'énergie;

Considérant que le terrain ne présente pas beaucoup d'intérêt pour la Commune;

Considérant que les candidats acquéreurs envisagent l'aménagement du terrain et la construction d'un petit immeuble sur 2 niveaux comprenant un garage au rez et un niveau supérieur à usage résidentiel;

Vu l'offre d'achat émise par lesdits candidats pour un prix principal de 7.300 euros;

Considérant qu'il est néanmoins de bonne administration de prévoir un délai de deux ans pour l'obtention dudit permis;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

d'approuver le compromis de vente ci-annexé, du terrain sis chaussée Saint-Pierre, cadastré section B numéro 225/2 pour 35 ca.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Patrimonium gemeente Etterbeek - Terrein gelegen Sint Pieterssesteenweg - Verkoop.

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek eigenaar is van een braakliggend terrein in de Sint-Pieterssteenweg, ingedeeld of vroeger gekadastréerd sectie B, nummer 225/2, met een oppervlakte van 30 ca;

overwegende dat de heer Géry OLBRECHTS en mevrouw Sophie QUERTON, eigenaars van het terrein in de Frankenstraat, dat aan het bovenvermelde terrein grenst, te kennen gegeven hebben dat zij dit terrein wensen te kopen;

gelet op de kleine oppervlakte van het terrein en de huidige staat;

overwegende dat het terrein momenteel afgesloten is door een bakstenen muur en een deur die niet meer in gebruik is;

gelet op de grote werken die nodig zijn om gebruik te kunnen maken van het terrein, ermee rekening houdend dat er vandaag nog geen vergunning toegekend werd voor een eventuele bestemming;

overwegende dat er geen enkele informatie voorhanden is over een eventuele aansluiting aan de riolering voor de evacuatie van regenwater, noch over een aansluiting aan een energievoorziening;

overwegende dat het terrein van weinig belang is voor de gemeente;

overwegende dat de kandidaat-kopers van plan zijn om het terrein heraan te leggen en er een klein gebouw met twee verdiepingen op te trekken, bestaande uit een garage op het gelijkvloers en een bovenverdieping voor bewoning;

gelet op het aankoopvoorstel dat deze kandidaten ingediend hebben voor een hoofdprijs van 7300 euro;

overwegende dat het echter blijk geeft van goed bestuur om te rekenen op een termijn van twee jaar voor het behalen van deze vergunning;
gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de bijgevoegde voorlopige verkoopovereenkomst betreffende het terrein in de Sint-Pieterssteenweg, gekadastréerd sectie B nummer 225/2 met een oppervlakte van 35 ca goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

COMMUNE D'ETTERBEEK.Cvente à OLBRECHTS-QUERTON.doc, Offre d'achat - Chée St-Pierre signée.pdf, attestation du sol.pdf

*Eliane Paulissen quitte la séance / verlaat de zitting
Jean-Luc Robert quitte la séance / verlaat de zitting
Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting
Christian De Beco quitte la séance / verlaat de zitting*

Contrats de quartiers durables - Duurzaamwijkcontracten

29.06.2015/A/0010 **Convention « tripartite » pour le projet socioéconomique « Social-i-solation » porté par l'asbl Mission locale d'Etterbeek (projet 5.11 du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse – Gray »)**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/01/2010 de la revitalisation urbaine, modifiée le 06/12/2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/05/2010 portant exécution de l'ordonnance précitée ;

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable (CQD) « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant que les projets socioéconomiques du contrat de Quartier Durable « Chasse – Gray » qui ne sont pas portés directement par la commune doivent faire l'objet d'une convention « tripartite » entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Etterbeek et le porteur de projet ;

Considérant que la convention tripartite ci-jointe concernant le projet socioéconomique « Social-i-solation » a été élaborée par la Région de Bruxelles-Capitale, conformément au Programme du CQD, et signée par le porteur de projet ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale attend la signature de la commune d'Etterbeek avant de signer la convention à son tour et ainsi formaliser son entrée en vigueur ;

DECIDE

d'approuver la convention « tripartite » pour le projet socioéconomique « Social-i-solation » porté par l'asbl Mission locale d'Etterbeek (projet 5.11 du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse – Gray »), telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Driepartijenvereenkomst voor het socio-economisch project 'Social-i-solatie' gedragen door vzw Mission locale (project 5.11 van het programma van het duurzaam wijkcontract Jacht-Gray)

De Gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, gewijzigd op 6 december 2012;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de voormelde ordonnantie;

gelet op de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) Jacht-Gray op 18/12/2014;

overwegende dat de socio-economische projecten van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray die niet direct door de gemeente beheerd worden het voorwerp dienen uit te maken van een driepartijenvereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Etterbeek en de projectdrager;

overwegende dat de bijgevoegde driepartijenovereenkomst met betrekking tot het socio-economisch project 'Social-i-solatie' uitgewerkt werd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in overeenstemming met het DWC-programma, en ondertekend werd door de projectdrager;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wacht op de ondertekening van de gemeente Etterbeek alvorens de overeenkomst op zijn beurt te ondertekenen en zo de inwerkingtreding te formaliseren;

BESLIST

de driepartijenovereenkomst voor het socio-economisch project 'Social-i-solatie' gedragen door vzw Mission locale (project 5.11 van het programma van het duurzaam wijkcontract Jacht-Gray) zoals opgenomen in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

5 11 Social-i-solation CONVENTION.pdf, vademecumNL.pdf, vademecum Socioeco FR.doc, OK 5.11 Social-i-solation Fiche projet fev 2015.doc

29.06.2015/A/0011 **Convention « tripartite » pour le projet socioéconomique « Tags » porté par l'asbl Mission locale d'Etterbeek (projet 5.8 du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse – Gray »)**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/01/2010 de la revitalisation urbaine, modifiée le 06/12/2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/05/2010 portant exécution de l'ordonnance précitée ;

Vu l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable (CQD) « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant que les projets socioéconomiques du contrat de Quartier Durable « Chasse – Gray » qui ne sont pas portés directement par la commune doivent faire l'objet d'une convention « tripartite » entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Etterbeek et le porteur de projet ;

Considérant que la convention tripartite ci-jointe concernant le projet socioéconomique « Tags » a été élaborée par la Région de Bruxelles-Capitale, conformément au Programme du CQD, et signée par le porteur de projet ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale attend la signature de la commune d'Etterbeek avant de signer la convention à son tour et ainsi formaliser son entrée en vigueur ;

DECIDE

d'approuver la convention « tripartite » pour le projet socioéconomique « tags » porté par l'asbl Mission locale d'Etterbeek (projet 5.8 du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse – Gray »), telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Driepartijovereenkomst voor het socio-economisch project 'tags' gedragen door vzw Mission locale (project 5.8 van het programma van het duurzaam wijkcontract Jacht-Gray)

De Gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, gewijzigd op 6 december 2012;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de voormelde ordonnantie;

gelet op de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) Jacht-Gray op 18/12/2014;

overwegende dat de socio-economische projecten van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray die niet direct door de gemeente beheerd worden het voorwerp dienen uit te maken van een driepartijovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Etterbeek en de projectdrager;

overwegende dat de bijgevoegde driepartijovereenkomst met betrekking tot het socio-economisch project 'tags' uitgewerkt werd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in overeenstemming met het DWC-programma, en ondertekend werd door de projectdrager;

overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wacht op de ondertekening van de gemeente Etterbeek alvorens de overeenkomst op zijn beurt te ondertekenen en zo de inwerkingtreding te formaliseren;

BESLIST

de driepartijovereenkomst voor het socio-economisch project 'Tags' gedragen door vzw Mission locale (project 5.8 van het programma van het duurzaam wijkcontract Jacht-Gray) zoals opgenomen in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

vademecum Socioeco NL.doc, 5 8 TAGS CONVENTION.pdf, vademecum Socioeco FR.doc, OK 5.8 Tags Fiche projet Fev 2015.docx

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

Modification de l'article 7 du Statut nécuriaire (Evolution de carrière)

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la Charte sociale et ses modifications ultérieures ;

Revu sa délibération du 22 octobre 2001 adaptant le statut pécuniaire à l'euro et ses annexes ;

Considérant que l'exécution de l'article 7 du statut pécuniaire a pour conséquence qu'un agent promu au niveau supérieur doit attendre au minimum douze ans et parfois jusqu'à dix-huit ans avant d'atteindre l'échelle de code 3, s'il se trouvait à l'échelle code 1 ou code 2 lors de sa promotion et cela, même s'il était proche de l'échelle code 3 dans son niveau d'origine ;

Considérant que cette situation a pour conséquence que la promotion au niveau D, C ou B n'entraîne pas toujours une augmentation immédiate du traitement barémique ou retarde, pour une longue période, l'accès à l'échelle de code 3 ;

Considérant qu'un agent a parfois intérêt à refuser ou à retarder une promotion qui lui est proposée ;

Considérant le caractère démotivant de cette situation ;

Considérant dès lors que le Statut pécuniaire doit être adapté pour ne pas démotiver les agents qui ont obtenu une promotion ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives, dont protocole en annexe ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au comité d'accompagnement ;

Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

Article 1er

Dans l'annexe 1 de la délibération du 22 octobre 1991, l'article 7 est modifié comme suit :

Ancien texte :

"Article 7 :

En cas de changement de niveaux vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire. En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe barémique B ou C et l'échelle de son nouveau grade du groupe barémique A, l'agent obtient à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 1.044,13 e (Modification n° 14 – 28 juin 2004) à celui qu'il aurait reçu dans son ancien grade.

Le traitement résultant de l'application de l'alinéa précédent ne peut cependant jamais dépasser le maximum de l'échelle attachée au nouveau grade.

Sans préjudice des § 7 et 8 de l'article 6, le membre du personnel promu à un niveau supérieur bénéficiera :

- de l'échelle de base code 1 s'il ne bénéficiait pas de l'échelle de traitement code 2 ou code 3 dans son

ancien niveau. Il bénéficiera des échelles de traitement des codes 2 ou 3 à condition de satisfaire aux conditions décrites à l'article 6.

- de l'échelle de traitement code 2 s'il percevait l'échelle de traitement code 2 dans son ancien niveau. L'échelle de traitement code 3 lui sera attribué s'il satisfait aux conditions décrites à l'article 6.

- de l'échelle de traitement code 2 s'il percevait l'échelle de traitement code 3 dans son ancien niveau. Toutefois et par dérogation à l'article 6, il bénéficiera après six ans de l'échelle de traitement code 3 de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable).

- de l'échelle de traitement code 2 s'il percevait l'échelle de traitement code 4 dans son ancien niveau. Toutefois et par dérogation à l'article 6, il bénéficiera après trois ans de l'échelle de traitement code 3 de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable). Cette mesure entre en vigueur le 01 janvier 2006. La situation individuelle des agents sera revue à cette date.

L'article 7 est entré en vigueur aux 01 janvier 2001. La situation individuelle des agents a été revue à cette date.

(2ème et 3ème tirets : décision du C.C. du 25 juin 2001 ; 4ème tiret : décision du C.C. du 28/11/2005. Modification des suppléments en barèmes : modification n° 24 du 30 mai 2011 – A partir du 1er janvier 2011)."

Nouveau texte :

"Article 7 :

En cas de changement de niveaux vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire. En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe barémique B ou C et l'échelle de son nouveau grade du groupe barémique A, l'agent obtient à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 1.044,13 (Modification n° 14 – 28 juin 2004) à celui qu'il aurait reçu dans son ancien grade.

Le traitement résultant de l'application de l'alinéa précédent ne peut cependant jamais dépasser le maximum de l'échelle attachée au nouveau grade.

Sans préjudice des § 7 et 8 de l'article 6, le membre du personnel qui accède à un niveau supérieur continue à bénéficier de l'ancienneté de niveau qui lui donnait accès aux échelles de traitement code 2 ou code 3.

Le membre du personnel qui bénéficie de l'accélération de la carrière conformément au § 3, 5 et 6 de l'article 6 continue à bénéficier de cette accélération dans son nouveau niveau. Toutefois, si le nombre d'heures de formation professionnelle qu'il a suivies est inférieur au nombre d'heures requises par son nouveau niveau, le membre du personnel bénéficie du barème du code directement inférieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien niveau. Il bénéficiera à nouveau du barème du code équivalent à celui dont il bénéficiait dans son ancien niveau, dès le 1er du mois qui suit le moment où il satisfera aux conditions de formation professionnelle de son nouveau niveau.

Le membre du personnel qui bénéficiait d'une échelle de traitement code 4 reçoit, dans son nouveau niveau, l'échelle de traitement code 3. Toutefois, si son ancienneté est insuffisante et si le nombre d'heures de formation professionnelle qu'il a suivies est inférieur au nombre d'heures requises par son nouveau niveau, le membre du personnel bénéficie du barème de code 2 de son nouveau niveau. Il bénéficiera du barème du code 3, dès le 1er du mois qui suit le moment où il satisfera aux conditions de formation professionnelle de son nouveau niveau."

Article 2

Ces modifications entrent en vigueur le 1er juillet 2015.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Monsieur le Receveur communal, aux services des Finances et du Personnel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Wijziging van het artikel 7 van het Geldelijk Statuut (Evolutie van de loopbaan)

De gemeenteraad,

na herziening van zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut als gevolg van de toepassing van het Sociaal Handvest en zijn latere wijzigingen;

na herziening van zijn beraadslaging van 22 oktober 2001 tot aanpassing van het geldelijk statuut aan de euro en zijn bijlagen;

overwegende dat de uitvoering van artikel 7 van het geldelijk statuut als gevolg heeft dat een ambtenaar die bevorderd wordt tot een hoger niveau minstens twaalf jaar en soms tot achttien jaar moet wachten totdat hij weddeschaal code 3 bereikt indien hij zich bij zijn promotie op weddeschaal code 1 of code 2 bevond, zelfs al had hij bijna weddeschaal code 3 bereikt in zijn oorspronkelijk niveau.

overwegende dat deze situatie ertoe leidt dat de bevordering naar het niveau D, C of B niet altijd een onmiddellijke verhoging van de baremieke wedde met zich meebrengt of de toegang tot weddeschaal code 3 voor een lange tijd vertraagt;

overwegende dat een ambtenaar er soms belang bij heeft een bevordering die hem wordt aangeboden te weigeren of te vertragen;

gelet op het demotiverende karakter van deze situatie;

overwegende dat het geldelijk statuut bijgevolg aangepast moet worden om de ambtenaren die een bevordering verkregen hebben niet te demotiveren;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging ter onderhandeling voorgelegd werd aan de representatieve vakorganisaties, waarvan verslag in bijlage;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging voorgelegd werd aan het begeleidingscomité;

gelet op artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

In bijlage 1 van de beraadslaging van 22 oktober 1991 wordt artikel 7 als volgt gewijzigd:

Oude tekst:

Artikel 7:

Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit. Bij overgang naar niveau A verkrijgt het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit. Indien de weddenschaal verbonden aan de oude graad tot de baremagroep B of C behoort en de weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad van de baremagroep A, verkrijgt de agent, op ieder moment een wedde die € 1044,13 (wijziging nr. 14 – 28/06/2004) hoger ligt dan de wedde die hij zou ontvangen hebben in zijn oude graad.

De wedde die voortkomt uit de toepassing van de vorige alinea kan echter nooit het maximum van de weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad overstijgen.

Zonder afbreuk te doen aan §7 en 8 van het artikel 6 ontvangt het personeelslid dat tot een hoger niveau bevorderd wordt:

- basisschaal code 1, indien hij in zijn vorige niveau niet van de weddenschaal code 2 of code 3 genoot. Hij zal van de weddenschaal van code 2 of code 3 ontvangen op voorwaarde dat hij beantwoordt aan de voorwaarden beschreven in artikel 6.

- weddenschaal code 2, indien hij in zijn vorige niveau weddenschaal code 2 genoot. Weddenschaal code 3 zal hem toegekend worden als hij voldoet aan de voorwaarden beschreven in artikel 6.

- weddenschaal code 2, indien hij in zijn vorige niveau weddenschaal code 3 genoot. Toch zal hij, in afwijking van artikel 6, na 6 jaar weddenschaal code 3 van dit hoger niveau ontvangen als hij aan de andere voorwaarden voldoet (permanente vorming, gunstige evaluatie).

- weddenschaal code 2 als hij in zijn oude niveau weddenschaal code 4 genoot. Toch zal hij, in afwijking van artikel 6, na 3 jaar weddenschaal code 3 van dat hoger niveau ontvangen als hij aan de andere voorwaarden voldoet (doorlopende vorming, gunstige evaluatie). Deze maatregel treedt in werking op 1 januari 2006. De individuele situatie van de ambtenaren zal op die datum herzien worden.

Artikel 7 is in werking getreden op 1 januari 2001. De individuele situatie van de ambtenaren werd op die datum herzien.

(2de en 3de streepje: beslissing van de gemeenteraad op 25 juni 2001 ; 4de streepje: beslissing van de gemeenteraad 28/11/2005).

Nieuwe tekst:

Artikel 7:

Wanneer een personeelslid overgaat naar de niveaus D, C en B behoudt hij zijn volledige geldelijke anciënniteit. Bij overgang naar niveau A verkrijgt het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit. Wanneer de weddenschaal van zijn vorige graad behoort tot de baremagroep B of C en de weddenschaal van zijn nieuwe graad tot baremagroep A, ontvangt hij in zijn nieuwe graad altijd een wedde die € 1044,13 (wijziging nr. 14-28 juni 2004) hoger ligt dan de wedde die hij zou hebben ontvangen in zijn oude graad.

De wedde die voortkomt uit de toepassing van de vorige alinea kan echter nooit het maximum van de weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad overstijgen.

Zonder afbreuk te doen aan §7 en 8 van het artikel 6 blijft het personeelslid dat tot een hoger niveau bevorderd wordt de anciënniteit ontvangen van het niveau dat hem toegang gaf aan de weddenschaal code 2 of code 3.

Het personeelslid dat een versnelde loopbaan geniet volgens §3, 5 en 6 van artikel 6 behoudt deze versnelling in zijn nieuwe niveau. Indien het aantal uren professionele vorming dat hij gevolgd heeft lager ligt dan het aantal uren dat vereist is voor zijn nieuwe niveau, ontvangt het personeelslid de weddeschaal van dezelfde code als degene die hij genoot in zijn nieuwe niveau. Hij zal opnieuw de weddeschaal genieten van dezelfde code als degene die hij genoot in zijn oude niveau, vanaf de eerste maand die volgt op het moment waarop hij voldoet aan de vereisten inzake professionele vorming voor zijn nieuwe niveau.

Het personeelslid dat een weddeschaal code 4 ontving, geniet in zijn nieuwe niveau een weddeschaal code 3. Indien hij echter onvoldoende anciënniteit heeft en indien het aantal uren professionele vorming dat hij gevolgd heeft lager ligt dan het aantal uren dat vereist is voor zijn nieuwe niveau, geniet het personeelslid weddeschaal code 2 van zijn nieuwe niveau. Hij zal de weddeschaal code 3 ontvangen vanaf de eerste maand die volgt op het moment dat hij aan de vereisten inzake professionele vorming van zijn niveau voldoet.

Artikel 2

Deze wijzigingen treden in werking op 1 juli 2015.

Een kopie van deze beraadslaging wordt verstuurd naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, naar de ontvanger en naar de diensten Financiën en Personeel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
Protocole.pdf*

29.06.2015/A/0013 **Personnel – Arrêté Organique pour le personnel communal – Règlement de travail pour le personnel communal – Création d’une annexe XII - Règlement d’ordre intérieur pour la fonction de steward stationnement.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d’assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l’application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu sa délibération du 22/05/2006 adoptant le Règlement de travail pour le personnel communal, rendu exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (réf. : 005-2006/5324-iv) ;

Vu sa délibération du 19.02.2001 (réf. : 19.02.2001/A/005) décidant de créer, au du Chapitre II de l’arrêté organique pour le personnel administratif et technique, le département « Stationnement Payant » dépendant du Service Financier, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 30.05.2001 (réf. : 005-2001/2920-jro) ;

Considérant qu’il serait judicieux d’arrêter un règlement d’ordre intérieur reprenant les règles de déontologie auxquelles les stewards de stationnement doivent satisfaire et qui déterminera également les modalités des conditions d’exercice de leurs activités ;

Considérant qu'il convient donc de créer une annexe au règlement de travail pour le personnel communal y relative ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumise à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter la création de l'annexe XII du Règlement de travail pour le personnel communal (ci-jointe).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au service G.R.H.

Ainsi délibéré en séance publique au Conseil Communal, à Etterbeek le 29.06.2015.

<p>REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR STEWARD DE STATIONNEMENT</p>
--

Dispositions générales :

Le steward contrôle les véhicules en stationnement et vérifie le bon fonctionnement de l'équipement lié au stationnement payant (horodateurs). Il a également un rôle d'information de la population sur les questions relatives au plan de stationnement en vigueur sur le territoire de la commune d'Etterbeek. Il communique des problèmes d'environnement et de voirie vers les autres services compétents.

Le steward de stationnement payant de par sa présence et sa visibilité sur le territoire communal s'engage à :

- Etre poli, aimable et courtois en toute circonstance ;
- Montrer l'exemple, les bons gestes ainsi que les bons comportements en les respectant soi-même ;
- *S'interdire de toute forme de discrimination quelle que soit l'origine ethnique, la nationalité, le sexe ou l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la langue, le patrimoine, l'âge, les convictions religieuses ou politiques, la santé, le handicap, les caractéristiques physiques, etc de l'interlocuteur ;*
- *Dans l'exercice de sa fonction, ne pas manifester d'opinion politique, philosophique ou religieuse, ni se livrer publiquement à des activités contraires à la neutralité de sa fonction, notamment dans ses rapports avec les mandataires politiques ;*
- Etre disponible pour la population dans les limites de sa fonction ;
- Toujours agir avec prudence ;
- Etre loyal envers les institutions démocratiques, son employeur et sa hiérarchie ;
- Etre de bonne conduite, vie et mœurs durant toute la durée d'exercice de sa

fonction ;

- Etre intègre, impartial et respectueux des normes à faire appliquer.

Le steward de stationnement payant s'engage envers sa hiérarchie à :

- En cas de maladie se référer à l'annexe 4 - Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Chapitre VIII : Congé de maladie ;
- Introduire ses demandes de congé selon les directives reprises au chapitre V du Règlement de travail ;
- Respecter les horaires de travail (cfr. Annexe 3 du règlement de travail - grille 22 à 25)
- Respecter le temps de pause d'une heure, en pointant « Out » au début de la pause et « In » lors de la reprise du travail. Le pointage out-in est interdit.
- Respecter les consignes de sa hiérarchie quant aux secteurs de la commune qui leur sont attribués de même que la composition des équipes ;
- Ne pas fumer devant les écoles et faire preuve de discrétion en rue ;
- Ne pas manger en rue leur repas ;
- *Ne pas s'absenter pendant les heures de service sans l'accord préalable de son responsable (excepté entre 13h00 et 14h00, heure de table);*
- Ne pas avoir un solde négatif sur sa pointeuse de plus de 5 heures. Si cette limite est dépassée, la différence sera automatiquement imputée sur les crédits d'heures et les congés supplémentaires (à concurrence de 3h45 minimum). A défaut de jours disponibles, le steward sera amené à effectuer des prestations lors d'un congé compensatoire.

Si des abus sont constatés, des sanctions seront prises à l'encontre du steward (cfr. Annexe 2 article 10 du règlement de travail) ;

- Vérifier tous les horodateurs présent sur le secteur qui lui est attribué et à prévenir, au plus vite, sa hiérarchie en cas de panne de l'un de ceux-ci

Pour exécuter les missions, le steward de stationnement payant s'engage à :

1. être responsable de l'exécution des instructions transmises par sa hiérarchie.

- Il exécute ses instructions correctement et dans les délais en tenant compte de toutes les directives qui lui ont été données à cet effet. Si nécessaire, il demande à temps à son responsable de lui donner des directives complémentaires ;
- Le fait de refuser d'obéir aux instructions de ses supérieurs ou de s'abstenir sciemment de les exécuter, constitue un manquement aux obligations du travailleur ;
- Toutefois, nul n'est tenu d'exécuter une instruction manifestement illégale en particulier lorsque celle-ci porte atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux de la personne humaine ou qui met en danger la sécurité du travailleur.

2. respecter les règles de travail.

- Le steward de stationnement payant porte uniquement dans l'exercice de sa fonction, la tenue vestimentaire fournie et imposée par l'autorité communale ;

Conformément à l'arrêté royal du 6 juillet 2004 (article 5 et 6) l'employeur fournira les vêtements nécessaires à la fonction et en assurera le nettoyage, la réparation et en temps utile leur renouvellement ;

- Le steward de stationnement payant prend soin du matériel, des pièces d'équipement, des GSM, smartphone et des locaux mis à sa disposition. Il prévient donc les dégradations et évite les frais inutiles ainsi que le gaspillage. Celui-ci prend les dispositions nécessaires pour éviter le vol, l'usage abusif ou la dégradation du matériel.
- Le steward s'interdit toute consommation d'alcool et tout usage de produits soporifiques, stupéfiants, hallucinogènes ou psychotropes pendant le service. Si pour des raisons médicales, celui-ci doit prendre des substances qui peuvent altérer son comportement, il doit le signaler à sa hiérarchie afin de planifier une rendez-vous auprès du médecin du travail. Le steward qui présente des signes manifestes d'intoxication alcoolique ou psychotrope peut être écartée du service conformément à l'article 36 du règlement communal et aux obligations de la loi sur le bien-être au travail, indépendamment du manquement à ses obligations.

3. veiller à ce que les relations professionnelles reposent sur le respect mutuel, la solidarité, l'esprit d'équipe et la loyauté et ce, indépendamment de la fonction, de la tâche, du grade, du statut actuel ou d'origine, ou encore de la couleur, de l'ascendance, de l'origine nationale, du sexe ou de l'orientation sexuelle, de l'état civil, de la naissance, du patrimoine, de l'âge, de la langue, des convictions religieuses ou philosophiques, de la santé, du handicap ou des caractéristiques physiques.

Le steward de stationnement payant adopte en conséquence un comportement professionnel vis-à-vis de ses collègues et de son service. Il veillera notamment à :

- Prêter assistance à ses collègues ;
- Ne pas prendre de risques inconsidérés afin de ne pas exposer de tiers ou de collègues ou de s'exposer lui-même ;
- En cas de différend avec son coéquipier ou collègue, s'adresser dans un premier temps directement à celui-ci et dans un deuxième temps à son responsable ;
- Ne pas faire de remarques désobligeantes sur le travail, sur les attitudes ou comportements des autres stewards, avoir le respect d'en parler à la personne concernée.
- Mettre tout en œuvre, dans la mesure de ses possibilités, pour faire cesser le comportement d'un collègue qui serait délictueux, dangereux, violent, dégradant ou contraire au règlement de travail. Il portera les faits à la connaissance de sa hiérarchie ;

4. respecter les principes déontologiques et les dispositions légales et réglementaires relatives au devoir de discrétion et de secret professionnel.

- Il veillera également :
 1. à ne pas porter atteinte à l'intérêt du service et à la dignité de la fonction ;
 2. à ne pas causer préjudice à l'institution communale, aux institutions publiques et aux tiers ;

3. à diffuser des informations aussi complètes et correctes que possible ;
4. à ne pas tenir des propos injurieux, diffamatoires ou excessifs sur les réseaux sociaux à l'encontre des mandataires, de sa hiérarchie ou de ses collègues ;
5. Refuser toute interview aux médias sans l'accord préalable de l'autorité, sans préjudice du statut syndical ;
6. à ne pas divulguer d'informations confidentielles même après avoir cessé son activité.

Pour respecter ces engagements, le steward de stationnement payant ne peut en aucune manière :

- Etre agressif que ce soit en actes ou en paroles ;
- Obliger une personne à obéir à leurs consignes ;
- Accepter de rétributions, dons ou avantage quelconque ;
- Utiliser un moyen de contrainte ou recourir à la force exceptée dans les deux cas suivants :

- En cas de légitime défense
- En cas d'assistance à une personne en danger

La défense doit cependant rester proportionnelle à l'attaque. Au cas où le steward se trouve en position de danger, il avertira immédiatement la police, voire les secours. En outre, il avertira sa hiérarchie.

Tout manquement aux obligations et devoirs des stewards de stationnement, peut faire l'objet d'un rappel oral et/ou écrit ou d'un rapport qui sera communiqué à l'autorité compétente.

Pour accord (nom et prénom, avec mention « Lu et approuvé »)

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

Secrétaire Communal

Bourgmestre

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Personeel – Organiek Besluit voor het gemeentepersoneel – Arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel – Toevoeging van een bijlage XII – Intern reglement voor de functie van parkeersteward.

De Gemeenteraad,

gezien de beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het social handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv);

gezien de beraadslaging van 22/05/2006 houdende de aanneming van een arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (ref. : 005-2006/5324-iv) ;

gezien de beraadslaging van 19.02.2001 (ref. : 19.02.2001/A/005) houdende oprichting, in Hoofdstuk II van het organiek besluit voor het administratief en technisch personeel, van een afdeling “Betaland Parkeren” afhankelijk van de financiële dienst, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30.05.2001 (ref. : 005-2001/2920-jro) ;

overwegende dat het verstandig zou zijn om een intern reglement te verordenen die de deontologische regels herneemt waaraan de parkeerstewards moeten voldoen en die eveneens de voorwaarden zal bepalen betreffende de uitoefening van hun activiteiten.

overwegende dat het noodzakelijk is om een desbetreffende bijlage aan het arbeidsreglement te creëren;

overwegende dat er over het ontwerp van onderhavige beraadslaging onderhandeld werd met de vertegenwoordigde vakbondsorganisaties ;

gelet op artikel 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

om de toevoeging van bijlage XII aan het arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel (in bijlage) goed te keuren.

Afschrift van de onderhavige beraadslaging zal gericht worden aan de H. Minister-Président van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de dienst Personeelsbeleid.

Aldus beslist in openbare vergadering van de Gemeenteraad op 29.06.2015.

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

Parkeersteward

Algemene bepaling:

De parkeersteward controleert de geparkeerde voertuigen en kijkt de goede werking na van de apparaten gebonden aan het betalend parkeren (parkeerautomaten). Hij heeft eveneens een informatie-rol ten opzichte van de burgers over vragen betreffende het plan van betalend parkeren in voege op het grondgebied van Etterbeek. Hij deelt milieu- en wegenisproblemen mede naar de andere bevoegde diensten.

Bij de uitoefening van zijn functie verbindt de parkeersteward zich tot het volgende:

- beleefd, vriendelijk en hoffelijk zijn in alle omstandigheden;
- het goede voorbeeld geven door zich voorbeeldig te gedragen;
- afzien van elke vorm van discriminatie, ongeacht de etnische afkomst, nationaliteit, geslacht of geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, taal, erfgoed, leeftijd, religieuze of politieke overtuigingen, gezondheid, handicap, lichamelijke kenmerken van gesprekspartners;

- geen politieke, filosofische of godsdienstige overtuiging laten blijken of zich niet in het openbaar bezighouden met activiteiten die in strijd zijn met de neutraliteit van zijn functie, met name in de omgang met politieke mandatarissen;
- ter beschikking staan van de bevolking binnen de perken van zijn functie;
- altijd met voorzichtigheid handelen;
- loyaal zijn ten aanzien van de democratische instellingen, zijn werkgever en zijn hiërarchie;
- blijk geven van een goed gedrag en zeden gedurende de uitoefening van zijn functie;
- integer en onpartijdig zijn en de toe te passen normen naleven;

Richtlijnen met betrekking tot de coördinatie:

- in geval van ziekte wordt verwezen naar bijlage 4 - intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentepersoneel - Hoofdstuk VIII : ziekteverlof;
- de verlofaanvragen indienen volgens de voorschriften in hoofdstuk V van het arbeidsreglement;
- de arbeidsuren naleven (cfr. Bijlage 3 van het arbeidsreglement – rooster nr. 22 tot 25);
- de middagpauze van een uur naleven, door te prikken “Out” in het begin van de pauze en “In” bij het hernemen van zijn functie. Het prikken out-in is verboden;
- de instructies van de coördinatie naleven wat betreft de sectoren van de gemeente die hen toegewezen worden en wat betreft de samenstelling van de teams;
- niet roken voor scholen en zich discreet gedragen op straat;
- zijn maaltijd niet op straat opeten.
- zijn functie niet verlaten tijdens de diensturen zonder voorafgaande toestemming van zijn verantwoordelijke (behalve tussen 13 en 14 uur, middagpauze);
- het overtollig debiet van 5 uur op de prikklok niet te overschrijden. Wordt deze grens overschreden dan zal het overschot automatisch worden afgehouden van de kredieturen en het bijkomend verlof (per 3u45 minimum). Bij gebrek aan beschikbare verlofdagen, zal de steward genoodzaakt zijn om prestaties te verrichten tijdens een compensatieverlof. In geval van misbruik, zullen er sancties genomen worden ten opzichte van de steward (cfr. Bijlage 2 artikel 10 van het arbeidsreglement);
- de parkeerautomaten nakijken die zich bevinden op de toegekende sector en zijn hiërarchie, zo snel mogelijk, informeren in geval dat er een apparaat defect is;

Om de opdrachten uit te voeren verbindt de parkeersteward zich ertoe:

1. in te staan voor de uitvoering van de instructies die hem gegeven worden door zijn hiërarchie

- Hij voert zijn instructies correct uit en binnen de gestelde termijnen, rekening houdend met alle richtlijnen die hem in dit verband gegeven werden. Indien nodig

vraagt hij zijn verantwoordelijke tijdig om bijkomende richtlijnen te geven;

- Wanneer hij weigert de instructies van zijn oversten op te volgen of deze bewust niet uitvoert, komt dit neer op het niet-nakomen van de verplichtingen van de werknemer;
- Niemand is echter verplicht een kennelijk onwettige instructie uit te voeren, in het bijzonder wanneer deze afbreuk doet aan de fundamentele vrijheden en rechten van privépersonen of de veiligheid van de werknemer in gevaar brengt.

2. het arbeidsreglement na te leven

- De parkeersteward draagt enkel tijdens de uitoefening van zijn functie de kleding die hem verschaft en verplicht wordt door het ministerieel besluit van 7 december 2008;
- In overeenstemming met het koninklijk besluit van 6 juli 2004 (artikel 5 en 6) bezorgt de werkgever hem de kledij die nodig is voor de uitvoering van de functie en staat hij in voor de reiniging, reparatie en te gepaste tijde ook de vervanging ervan;
- De parkeersteward draagt zorg voor het materieel, de uitrusting, de gsm's, Smartphone en de lokalen die ter beschikking worden gesteld. Hij voorkomt schade en vermijdt onnodige kosten zoals verspilling. Hij neemt de nodige maatregelen om diefstal, misbruik of beschadiging van het materiaal te vermijden.
- De parkeersteward ziet af van alcoholgebruik en elk gebruik van slaapmiddelen, verdovende, hallucinogene of psychotrope middelen tijdens de dienst. Indien hij om medische redenen stoffen tot zich moet nemen die zijn gedrag kunnen beïnvloeden, dient hij dit te melden aan zijn hiërarchie om een afspraak in te plannen bij de arbeidsgeneesheer. De parkeersteward die duidelijke tekenen van dronkenschap of van gebruik van psychotrope middelen vertonen kunnen uit de dienst verwijderd worden in overeenstemming met artikel 36 van het gemeentereglement en de wettelijke verplichtingen inzake welzijn op het werk, los van het al dan niet afzien van zijn verplichtingen.

3. erop toe te zien dat zijn professionele relaties berusten op wederzijds respect, solidariteit, teamgeest en trouw en dit, los van de functie, de opdracht, de graad, het huidige statuut of de afkomst, of van de huidskleur, afstamming, nationaliteit van herkomst, geslacht of geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, het vermogen, de leeftijd, de taal, de religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, de gezondheid, de handicap of lichaamskenmerken

De parkeersteward gedraagt zich bijgevolg op professionele wijze tegenover zijn collega's en zijn dienst. Hij zorgt er onder meer voor:

- hulp te bieden aan zijn collega's;
- geen onverantwoorde risico's te nemen om derden, collega's of zichzelf er niet aan bloot te stellen;
- in geval van geschil met zijn teamgenoot of collega dient hij dit in eerste instantie met hem te bespreken en in tweede instantie met de coördinatie;
- geen onheuse opmerkingen te maken over het werk, over de houding of het gedrag van andere parkeerstewards. Het respect hebben om er met de betrokken persoon over te spreken;

- alles in het werk stellen, in de mate van het mogelijke, om eventueel crimineel gedrag, gevaarlijk gedrag, gewelddadig gedrag, ontierend gedrag of gedrag dat ingaat tegen het arbeidsreglement, begaan door collega's, te doen ophouden. De feiten meedelen aan zijn hiërarchie.

4. de deontologische principes en wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de discretieplicht en het beroepsgeheim na te leven

Hij ziet erop toe:

1. de belangen van de dienst en de waardigheid van de functie niet te schaden;
2. geen schade te berokkenen aan de gemeentelijke instellingen, de openbare instellingen en aan derden;
3. zo volledig en correct mogelijke informatie te verspreiden;
4. duidelijk te kennen geven wanneer hij spreekt in de hoedanigheid van gemandateerd persoon of in eigen naam;
5. objectieve feiten te onderscheiden van zijn persoonlijke mening;
6. elk interview aan de media te weigeren zonder voorafgaand akkoord van de autoriteit, zonder afbreuk te doen aan het syndicaal status.
7. geen vertrouwelijke informatie vrij te geven, zelfs niet na stopzetting van zijn activiteit.

Om zijn verbintenissen na te leven mag de parkeersteward niet:

- agressief zijn, noch met daden noch woorden;
- iemand verplichten zijn bevelen te gehoorzamen;
- betalingen, giften of voordelen aanvaarden;
- een drukkingsmiddel of geweld gebruiken, behalve in de volgende gevallen:
 - in geval van gewettigde zelfverdediging
 - bij hulp aan een persoon in gevaar

De verdediging moet echter in verhouding staan tot de aanval. Indien de parkeersteward zich in gevaar bevindt, dient hij onmiddellijk de politie of de hulpdiensten te waarschuwen. Daarbovenop zal hij zijn hiërarchie op de hoogte brengen.

Bij elk tekortschieten aan de verplichtingen en plichten van de parkeerstewards kan een mondelinge en/of schriftelijke herinnering gegeven worden of een verslag opgesteld worden ter attentie van de bevoegde overheid.

Voor akkoord (naam en voornaam, met vermelding “Gelezen en goedgekeurd”)

**Christian DEBATHY
WOLF**

Vincent DE

Gemeentesecretaris

Burgemeester

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
Protocole.pdf*

29.06.2015/A/0014 **Personnel – Annexe IV de l'Arrêté organique pour le personnel communal – Annexe IV du Règlement de travail communal – Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal – Chapitre II : Congés annuels de vacances et jours fériés – Modifications.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le nouveau règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel communal ;

Vu les Lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;

Considérant que ces lois octroient 20 jours de vacances annuelles par an aux travailleurs salariés, tant contractuels que statutaires ;

Vu l'Arrêté royal du 19 novembre 1998 relatifs aux congés et absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat ;

Considérant que, sur base de cet Arrêté royal, la commune attribue donc des jours de congés extralégaux à l'ensemble des travailleurs communaux (par ex : 6 jours pour les travailleurs de moins de 45 ans) ;

Considérant que ces jours de vacances annuelles et extralégaux sont octroyés sur base de 2 critères différents : sur base des prestations effectuées l'année précédant l'année des vacances pour le personnel contractuel, sur base des prestations à effectuer pendant l'année des vacances pour le personnel statutaire ;

Considérant que le fait de mélanger ces jours de vacances annuelles et ces jours extralégaux entraîne de nombreuses complications dans l'application quotidienne de gestion des salaires et des cotisations sociales ;

Considérant qu'il est donc nécessaire de scinder ces jours de congés de vacances annuelles légaux des jours de congés extralégaux dans l'article 10 du règlement interne sur les congés et absences du personnel communal ;

Considérant que, suite à cette scission, les congés légaux seront octroyés comme

précédemment mais que les congés extralégaux seront octroyés à tout le personnel sur base des prestations à effectuer pendant l'année des vacances ;

Vu l'Arrêté royal du 31 janvier 2009 modifiant l'Arrêté royal du 19 novembre 1998 relatifs aux congés et absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat ;

Considérant que cette nouvelle législation modifie, à partir du 1^{er} janvier 2009, la répartition des jours de congés supplémentaires accordés aux travailleurs âgés de plus de 45 ans ;

Considérant que cette modification ne change pas le total des jours octroyés mais répartit plus uniformément ces congés en fonction des catégories d'âge (+ de 45 ans, + de 50 ans, + de 55 ans et + de 60 ans) ;

Considérant qu'il serait judicieux donc d'adapter le règlement sur les congés et absences du personnel, et plus particulièrement le chapitre II relatif aux congés annuels, afin de le faire correspondre à la nouvelle législation ;

Vu la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés ;

Considérant que cette législation impose aux employeurs d'attribuer des compensations pour les jours fériés qui tombent un jour de non-activité ;

Considérant qu'il convient en outre d'adapter divers articles du règlement sur les congés et absences du personnel, et plus particulièrement le chapitre II relatif aux congés annuels, afin de faciliter la gestion des services communaux et d'éviter un cumul trop important des jours de congés du personnel communal ;

Considérant qu'il est judicieux de confier au Secrétaire communal la gestion des congés annuels de tous les agents chargés de la direction effective d'un service, quel que soit leur niveau et pas seulement les agents de niveau A ;

Considérant qu'il est aussi judicieux d'imposer autant que possible que le personnel travaillant dans le secteur de la petite enfance (crèche et préguardiennats) prenne ses congés pendant les jours de fermeture des établissements d'accueil, notamment pendant les congés scolaires d'été ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter les modification au Règlement Interne relatif aux congés et absences du personnel communal – Chapitre II relatif aux congés annuels de vacances et jours fériés – telles que reprises ci-dessous.

La présente modification sera d'application à partir du 1^{er} janvier 2016.

CHAPITRE II – CONGES ANNUELS DE VACANCES ET JOURS FERIES

Article 9

§ 1. Les agents nommés définitivement jouissent d'un congé annuel de vacances octroyé en fonction

des prestations à effectuer pendant l'année civile en cours. Le personnel contractuel et stagiaire

bénéficie de ce congé annuel en fonction des prestations accomplies durant l'année civile

antérieure.

La durée est fixée à 20 jours ouvrables. Ces jours devront être épuisés durant l'année de

vacances. Aucun report n'est permis vers l'année suivante.

§ 2. En outre, un congé de vacances supplémentaire est accordé à tout membre du personnel en

fonction des prestations à effectuer pendant l'année civile en cours :

- moins de 45 ans : 6 jours
- de 45 à 49 ans : 7 jours
- de 50 à 54 ans : 8 jours
- de 55 à 59 ans : 9 jours
- de 60 à 61 ans : 10 jours
- à 62 ans : 11 jours
- à 63 ans : 12 jours
- à partir de 64 ans : 13 jours

Ces jours doivent être pris après épuisement du congé annuel. Lors de la cessation de fonction, ces jours ne seront pas rémunérés. Ils doivent donc être accordés sauf en cas de suspension ou de cessation de fonction du fait de l'agent.

Si les jours de congé supplémentaires visés à l'article 9§ 2 n'ont pu être utilisés avant le 31

décembre, le reliquat, limité à maximum un tiers du quota octroyé, pourra être reporté jusqu'à la

fin du mois de mars moyennant autorisation expresse du Secrétaire communal.

§ 3 . La liste des congés officiels du personnel s'établit comme suit :

1^{er} et 2 janvier, lundi de Pâques, 1^{er} mai, Ascension, lundi de Pentecôte, 21 juillet, le 15 août, le

1^{er}, le 2, le 11 et le 15 novembre, le 25 et 26 décembre.

§4. Une compensation sera accordée pour les congés officiels qui tombent un samedi ou un

dimanche et pour les fêtes des Communautés. Chaque année, le Collège des Bourgmestre et

Echevins fixera le nombre de jours à récupérer, ainsi que les éventuelles dates fixes de

compensation (ponts).

§ 5. Le personnel astreint à assurer des prestations durant les journées mentionnées au § 3 et 4

pourra obtenir un congé compensatoire à octroyer dans les mêmes conditions qu'un congé

ordinaire de vacances.

§ 6. Aucune compensation ne sera accordée au personnel n'étant pas en fonction durant les journées mentionnées au § 3 et 4.

Article 10

Toute demande de congé doit être formulée par la voie hiérarchique au moins trois jours avant le départ en congé, sauf en cas d'urgence justifiée et contresignée par le Secrétaire communal.

Les membres du personnel chargés de la direction d'un service, soumettront leur demande de congé directement au Secrétaire communal.

Article 11

Le congé annuel de vacances est assimilé à une période d'activité de service. Il est pris au choix du membre du personnel, en concertation avec le responsable du service, dans le respect des nécessités du service.

Le personnel administratif, technique, de soins, d'assistance, parascolaire, ouvrier et de maîtrise attaché aux établissements d'enseignement ou d'accueil de la petite enfance doit tenter au maximum de prendre ses congés pendant les périodes de vacances des élèves ou de fermeture des établissements. Toute demande en dehors de ces périodes doit préalablement être acceptée et contresignée par la direction de l'établissement scolaire ou d'accueil concerné.

Au cas où le congé est fractionné, une période continue d'au moins 15 jours calendrier est garantie.

Article 12.

§1. Toute période d'activité de service donne droit au congé annuel de vacances.

Le congé annuel de vacances est toutefois réduit à due concurrence lorsqu'un membre du personnel entre en service dans le courant de l'année, s'il démissionne de ses fonctions, s'il travaille à temps partiel, ou lorsqu'il obtient les congés ou absences suivants :

1. le congé pour candidatures aux élections
2. le congé pour stage dans un autre emploi d'un service public ou dans l'enseignement subventionné
3. le congé pour mission (art.72 et suivants du présent règlement)
4. le congé pour interruption de la carrière professionnelle
5. la semaine volontaire de quatre jours
6. le départ anticipé à mi-temps
7. la mise à la pension d'un agent nommé
8. les absences pendant lesquelles l'agent est placé dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité
9. prestations réduites pour raisons médicales

Si le nombre de jours de congé ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiate supérieure.

Pour le calcul de la durée du congé annuel de vacances accordé au personnel féminin engagé par contrat, les périodes d'absences causées par le congé parental visé à l'article 34 de l'A.R. du 19.11.98 et par des congés accordés en vue de la protection de la maternité par les articles 39, 41, 41bis, 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail sont considérées comme des périodes d'activité de service au sens de l'alinéa 1^{er}.

§2. Si par suite des nécessités du service, l'agent contractuel ou stagiaire n'a pu prendre tout ou une partie de son congé annuel de vacances avant la cessation définitive de ses fonctions, il bénéficie d'une allocation compensatoire dont le montant est égal au dernier traitement d'activité de l'intéressée afférent aux jours de congé non pris.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes, en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence et l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

§3. Le congé annuel est suspendu dès que le membre du personnel obtient un congé de maladie (couvert par un certificat médical) ou est placé en disponibilité pour maladie. Dans ce cas les dispositions reprises au Chapitre VIII : Congé de maladie du présent règlement sont d'application.

Article 13.

L'article 12 § 1, n'est pas applicable au congé de vacances supplémentaires qui dépasse les 9 jours, octroyés à partir de l'âge de 60 ans, tel que prévu à l'article 9 § 2.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Personeel - Bijlage IV van het Organiek Besluit voor het gemeentpersoneel - Bijlage IV van het Arbeidsreglement - Intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Hoofdstuk II : Jaarlijkse vakantiedagen en fesstdagen - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref.: 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref.: 005-97/11749-iv);

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 houdende goedkeuring van een nieuw huishoudelijk reglement betreffende de verloven en

afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 22 mei 2006 houdende goedkeuring van het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel;

gelet op de gecoördineerde wetten van 28 juni 1971 betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers;

overwegende dat deze wetten per jaar 20 vakantiedagen toekennen aan elke werknemer, zowel contractueel als statutair;

gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

overwegende dat, op basis van dit koninklijk besluit, de gemeente extralegale vakantiedagen toekent aan alle personeelsleden (bijv.: 6 dagen voor werknemers van minder dan 45 jaar);

overwegende dat deze jaarlijkse en extralegale vakantiedagen toegekend zijn op basis van 2 verschillende criteria: op basis van prestaties verricht tijdens het vorige kalenderjaar voor het contractueel personeel, op basis van de te verrichten prestaties tijdens het lopende kalenderjaar voor het statutair personeel;

overwegende dat de vermenging van deze jaarlijkse verlofdagen met de extralegale vakantiedagen vele complicaties veroorzaakt bij het dagelijkse beheer van de lonen en de sociale bijdragen;

overwegende dat het dus noodzakelijk is om deze jaarlijkse wettelijke verlofdagen te scheiden van de extralegale vakantiedagen zoals vermeld in artikel 10 van het huishoudelijk reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentepersoneel;

overwegende dat naar aanleiding van deze splitsing de wettelijke vakantiedagen zullen worden toegekend zoals voordien, maar dat de extralegale dagen zullen worden toegekend voor al het personeel op basis van de te verrichten prestaties tijdens het jaar van de vakantie;

gelet op het koninklijk besluit van 31 januari 2009 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

overwegende dat deze nieuwe wetgeving vanaf 1 januari 2009 de verdeling van de bijkomende verlofdagen toegestaan aan de werknemers van meer dan 45 jaar wijzigt;

overwegende dat deze wijziging het totale aantal toegekende dagen niet wijzigt, maar deze verlofdagen gelijkmatiger verdeelt naargelang de leeftijdscategorieën (+45 jaar, + 50 jaar, + 55 jaar en + 60 jaar);

overwegende dat het noodzakelijk is om het intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel en vooral het hoofdstuk betreffende het jaarlijks verlof af te stemmen op de nieuwe wetgeving;

gelet op de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen;

overwegende dat deze wetgeving de werkgevers verplicht om een compensatie toe te kennen voor feestdagen die op een dag van non-activiteit vallen;

overwegende dat het noodzakelijk is om bepaalde artikels van het reglement aan te passen, en in het bijzonder hoofdstuk II betreffende de vakantiedagen, teneinde het beheer van de gemeentelijke diensten te vergemakkelijken en om de cumulatie van de verlofdagen van het gemeentepersoneel te verhinderen;

overwegende dat het verstandig zou zijn om het beheer van het jaarlijks verlof van alle ambtenaren die instaan voor het beheer van een dienst toe te vertrouwen aan de gemeentesecretaris, ongeacht hun niveau, en dus niet enkel de ambtenaren van niveau A;

overwegende dat het eveneens verstandig zou zijn dat het personeel dat tewerkgesteld is in de kinderopvang (kribben en peutertuinen) in de mate van het mogelijke hun verlof opnemen tijdens de sluitingsperiode van deze instellingen, vooral tijdens de zomervakantie;

overwegende dat de huidige beraadslaging voorgelegd werd aan de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

de wijziging van het intern reglement betreffende de verloven en de afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Hoofdstuk II betreffende de jaarlijkse vakantiedagen en feestdagen goed te keuren zoals volgt;

de huidige wijziging treedt in werking op 1 januari 2016.

HOOFDSTUK II – JAARLIJKSE VAKANTIEDAGEN EN FEESTDAGEN

Artikel 9

§ 1. Het in vast verband benoemde personeel geniet jaarlijkse verloven toegestaan in functie van de prestaties die verricht moeten worden tijdens het lopende kalenderjaar. Het contractuele en op proef gestelde personeel ontvangt deze jaarlijkse vakantiedagen naargelang de prestaties die geleverd werden tijdens het vorige kalenderjaar. De duur wordt vastgelegd op 20 werkdagen. Deze dagen moeten opgenomen worden tijdens het jaar van de vakantie. Geen enkele overdracht naar het volgende jaar is toegestaan.

§ 2. Daarnaast ontvangt het personeelslid bijkomende vakantiedagen naargelang de te verrichten prestaties tijdens het lopende kalenderjaar:

- | | |
|----------------------|------------|
| - minder dan 45 jaar | : 6 dagen |
| - van 45 tot 49 jaar | : 7 dagen |
| - van 50 tot 54 jaar | : 8 dagen |
| - van 55 tot 59 jaar | : 9 dagen |
| - van 60 tot 61 jaar | : 10 dagen |
| - op 62 jaar | : 11 dagen |
| - op 63 jaar | : 12 dagen |
| - vanaf 64 jaar | : 13 dagen |

Deze dagen moeten opgenomen worden na uitputting van het jaarlijks verlof. Bij de beëindiging van de functie worden deze dagen niet uitbetaald. Ze moeten dus toegekend worden behalve in geval van schorsing of beëindiging van de functie, indien de oorzaak hiervan bij de betrokkene ligt.

Als deze bijkomende verlofdagen opgenomen in artikel 9§2 niet opgenomen zijn voor 31 december, mag het overblijvende gedeelte, beperkt tot maximaal een derde van het toegekende quotum, mits uitdrukkelijke instemming van de gemeentesecretaris overgedragen worden tot einde maart.

§3. De lijst van de officiële verlofdagen voor het personeel wordt vastgesteld als volgt: 1 en 2 januari, Paasmaandag, 1 mei, Hemelvaartsdag, Pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december.

§4. Er wordt een compensatie toegekend voor de officiële verlofdagen die op een zaterdag of zondag vallen evenals voor het feest van de Gemeenschappen. Het college van burgemeester en schepenen bepaalt elk jaar het aantal te recuperen dagen, alsook de eventuele vaste compensatiedata (brug).

§5. De personeelsleden die ertoe verplicht worden prestaties te verrichten op de dagen vermeld in § 3 en 4 kunnen een compensatieverlof ontvangen, dat toegekend wordt onder dezelfde voorwaarden als een gewoon vakantieverlof.

§6. Er wordt geen enkele compensatie toegestaan aan personeelsleden die niet in functie zijn op de dagen vermeld onder § 3 en 4.

Artikel 10

Elke aanvraag om verlof moet minstens 3 dagen voor het vertrek op verlof ingediend worden langs hiërarchische weg, behalve in gemotiveerde spoedgevallen en mits medeondertekening van de secretaris.

De personeelsleden die instaan voor de leiding van een dienst dienen hun aanvraag rechtstreeks tot de secretaris te richten.

Artikel 11

Het jaarlijks verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het personeelslid kan kiezen wanneer hij dit opneemt, in overleg met zijn hiërarchische overste en rekening houdend met de behoeften van de dienst.

De leden van het administratief, technisch, verzorgend, bijstands-, buitenschools, werklieden- en meesterschapspersoneel tewerkgesteld bij onderwijs- of kinderopvanginstellingen moeten proberen om verlofdagen zoveel mogelijk op te nemen tijdens de schoolvakanties of tijdens de sluitingsperiodes van deze instellingen. Iedere aanvraag buiten deze periodes moet voorafgaandelijk goedgekeurd en ondertekend worden door de directie van de onderwijs- of opvanginstelling.

Bij splitsing van het verlof wordt een doorlopende periode van ten minste 15 kalenderdagen gewaarborgd.

Artikel 12

§ 1. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijkse verloven.

Het vakantieverlof wordt echter in evenredige mate verminderd wanneer een personeel: de loop van het jaar in dienst treedt, zijn ambt definitief neerlegt, indien hij deeltijds werkt, of tijdens het jaar één van de hierna genoemde verloven of afwezigheden heeft verkregen:

- a. het verlof om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen
- b. het verlof om een stage in een andere betrekking van een overheidsdienst of van het
- g. esubsidieerd onderwijs uit te voeren
- c. het verlof wegens opdracht (art 72 en volgende van het huidig reglement)
- d. het verlof voor loopbaanonderbreking
- e. de vrijwillige vierdagenweek
- f. de vervroegde halftijdse uittreding
- g. de pensionering van een in vast verband benoemde ambtenaar
- h. de afwezigheden waarbij de ambtenaar in de administratieve stand van non-activiteit of disponibiliteit is geplaatst.
- i. verminderde arbeidsprestaties voor medische redenen

Indien het aantal berekende verlofdagen geen heel getal vormt, zal het afgerond worden naar de eerstvolgende hogere eenheid.

Voor de berekening van de duur van de jaarlijkse verloven die worden toegekend aan het vrouwelijke personeel dat bij overeenkomst wordt aangeworven, worden de periodes van afwezigheid wegens ouderschapsverlof bedoeld in art. 34 van het KB dd 19.11.98 en wegens verloven die met het oog op de bescherming van het moederschap zijn toegekend bij de artikelen 39, 41, 41bis, 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971, beschouw periodes van dienstactiviteit in de zin van eerste alinea.

§ 2. Indien de contractuele of op proef benoemde ambtenaar wegens dienstnoodwendigheden zijn volledige jaarlijkse vakantieverloven of een deel ervan niet heeft opgenomen voordat hij zijn ambt definitief neerlegt, heeft hij recht op een compensatietoelage waarvan het bedrag gelijk is aan de laatste activiteitswedde die overeenstemt met het aantal niet-genomen verlofdagen.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de wedde in aanmerking genomen die verschuldigd is voor volledige prestaties, eventueel met inbegrip van de hard- en standplaats-toelage en de toelage voor hogere functies.

§ 3. De jaarlijkse vakantieperiode wordt opgeschort zodra het personeelslid een verlof wegens ziekte bekommt (met medisch attest) of in disponibiliteit wordt geplaatst wegens ziekte. In dit geval zijn de richtlijnen hernomen in Hoofdstuk VIII : Verlof wegens ziekte van het huidig reglement van toepassing.

Artikel 13.

Artikel 12 § 1, is niet van toepassing op het bijkomend vakantieverlof van meer dan 9 dagen, dat toegekend wordt vanaf 60 jaar, zoals vastgelegd in artikel 9 § 2.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Protocole.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

29.06.2015/A/0015 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000,00 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 2 avril 2015.

Objet : Fourniture de carrelages et de petit matériel – Exercice 2015 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 15.000,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2015 de la Régie Foncière.

Date : 2 avril 2015.

Objet : Fourniture de 700 détecteurs de fumée domestiques - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 23.100,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget 2015 de la Régie Foncière.

Date : 2 avril 2015.

Objet : Entretien 2015 Jardin Gray - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.000,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget 2015 de la Régie Foncière.

Date : 11 juin 2015.

Objet : Enlèvement du lierre – Mur et corniche Auderghem 191 - Approbation de l'attribution et des conditions – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 192,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2015 de la Régie Foncière.

Date : 11 juin 2015.

Objet : Travaux de maintenance ordinaire de serrurerie et de menuiserie à réaliser dans les immeubles gérés par le service de la Régie Foncière – Exercice 2015 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 48.000,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2015 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures

waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000,00 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 2 april 2015.

Onderwerp : Levering van tegelbekleding en kleine materiaal – Dienstjaar 2015 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 15.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 2 april 2015.

Onderwerp : Levering van 700 huiselijke rookverklidders - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 23.100,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 2 april 2015.

Onderwerp : Onderhoud 2015 van de tuin Gray - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 4.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 11 juni 2015.

Onderwerp : Verwijdering van een klimop – Muur en daklijst Oudergem 191 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 192,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 11 juni 2015.

Onderwerp : Gewone onderhoudswerken van het slotenmakerswerk en houtwerk uit te

voeren in de gebouwen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2015 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 48.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2015/A/0016 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000,00 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 21 mai 2015.

Objet : Patrimoine Régie Foncière – Immeuble sis 354 chaussée de Wavre – Consolidation de deux balustrades en métal au 3^{ème} étage - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.582,00 €, H.T.V.A. (6%).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2015 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000,00 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 21 mei 2015.

Onderwerp : Patrimonium Regie van Grondbeleid – Gebouw gelegen 354 Waverssesteenweg – Versterking van twee leuningen in metaal op de derde verdieping - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 1.582,00 €, zonder B.T.W. (6%).

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000,00 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 28 mai 2015.

Objet : Aménagement du Centre de Guidance d'Etterbeek dans un immeuble sis 32 rue de Theux - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 26.510,93 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2015 de la Régie Foncière.

DECIDE

de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000,00 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 28 mei 2015.

Onderwerp : Inrichting van de begeleidingscentrum van Etterbeek in een gebouw gelegen 32 de Theuxstraat Patrimonium Regie van Grondbeleid – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 26.510,93 €, zonder B.T.W. (6%).

Begrotingsartikel : 243.01 van de begroting 2015 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Académies - Academies

29.06.2015/A/0018 **Académie des arts et métiers "Constantin Meunier" et Académie de musique "Jean Absil" - Règlement de travail pour l'enseignement secondaire artistique.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ;

Attendu que la législation susmentionnée impose aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement officiel subventionné.

Vu l'approbation de la Commission Paritaire locale du 30 avril 2015 ;

DECIDE

d'adopter le règlement de travail pour l'enseignement secondaire artistique tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera adressée à la Fédération Wallonie Bruxelles, à la Direction de l'établissement et au Service de l'Enseignement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Akademie voor Ambachten en Schone Kunsten "Constantin Meunier" en Muziekakademie "Jean Absil" - Arbeidsreglement voor het secundair artistiek onderwijs.

De Gemeenteraad,

gezien de wet van 18 december 2002 die de wet van 8 april 1965 wijzigt die de arbeidsreglementen tot stand bracht ;

gezien dat de bovenvermelde wetgeving de gementes en provincies verplicht een arbeidsreglement goed te keuren ;

gezien het decreet van 06/06/1994 dat de statuten van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vastlegt;

gezien de goedkeuring van de Plaatselijke Paritaire Commissie van 30 april 2015 ;

gezien de artikels 117, 118 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de arbeidsreglement voor het secundair artistiek onderwijs aan te nemen zoals bijgevoegd aan deze beraadslaging.

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar de H. Minister-President van de Executieve van het Hoofdstedelijk Brussels Gewest, Mevr. de Minister van Opvoeding van de Federatie Wallonië Brussel, de Gemeenteontvanger, de onderwijsdienst en de muziekakademie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
ROI Art.pdf*

Personnel enseignant - Onderwijzend personeel

29.06.2015/A/0019 **Institut Supérieur de Formation Continue d'Etterbeek - Règlement d'ordre intérieur.**

Le Conseil communal,

Vu le Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale tel que modifié notamment par le Décret du 14 novembre 2008 le modifiant en vue de favoriser l'intégration de l'enseignement supérieur de promotion sociale à l'espace européen de l'enseignement supérieur ;

Considérant qu'il convient, pour le bon fonctionnement de l'école, de fixer les règles que tout étudiant doit respecter au cours de l'année scolaire ;

Considérant qu'il convient de formuler ces principes dans un règlement qui impose la discipline garante du bon déroulement des études ;

Vu la délibération du 17 janvier 2000 adoptant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut Supérieur de Formation Continue d'Etterbeek tel qu'il a été approuvé par la Commission Paritaire Locale en date du 9 novembre 1998 ;

Considérant qu'il convient de modifier et de compléter les principes énoncés dans ce texte à la lumière de l'évolution des mentalités, de la libéralisation des mœurs et des nouvelles réglementations en vigueur dans l'enseignement ;

Attendu qu'il convient conformément au décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale , de mentionner notamment dans le règlement d'ordre intérieur de l'établissement la procédure de recours interne auquel l'élève peut recourir contre les décisions de refus prises à son égard par le Conseil des études réuni dans le cadre d'une unité de formation "épreuve intégrée" ou d'une unité de formation déterminante organisée dans le cadre d'une section ;

Considérant que l'évolution des technologies implique l'informatisation des documents consultables sur le site internet de l'école ;

Vu l'approbation de la Commission Paritaire du 30 avril 2015 quant aux modifications introduites dans le règlement original ;

DECIDE

d'adopter le règlement d'ordre intérieur de l'Institut de Formation Continue d'Etterbeek tel qu'il a été modifié.

Ce document sera remis aux élèves lors des inscriptions ; il sera également consultable sur le site de l'école.

Copie de la présente délibération sera adressée à la Fédération Wallonie Bruxelles, à la Direction de l'établissement et au Service de l'Enseignement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Hoger Instituut voor Bestendige Vorming - Huishoudelijk reglement.

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie zoals gewijzigd door het decreet van 14 november 2008 ter

bevordering van de integratie van het hoger onderwijs voor sociale promotie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs;

overwegende dat, omwille van de goede werking van de school, de regels die elke student gedurende het schooljaar moet naleven, vastgelegd dienen te worden.

overwegende dat deze principes opgenomen moeten worden in een reglement dat de discipline oplegt voor een goed verloop van de studies;

gelet op de beraadslaging van 17 januari 2000 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Institut Supérieur de Formation Continue d'Etterbeek zoals goedgekeurd door de lokale paritaire commissie op 9 november 1998;

overwegende dat de principes in deze tekst gewijzigd en aangevuld moeten worden in het licht van de gewijzigde mentaliteit, het vrijer worden van de zeden en de nieuwe regels die van kracht zijn in het onderwijs;

overwegende dat volgens het decreet van 16 april houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie het huishoudelijk reglement van de instelling de interne beroepsprocedure moet vermelden die de leerling kan instellen tegen beslissingen om hem te weigeren die genomen zijn door de studieraad, bijeengeroepen in het kader van een opleidingseenheid 'geïntegreerde proef' of van een bepalende opleidingseenheid georganiseerd in het kader van een afdeling;

overwegende dat de evolutie van de technologie inhoudt dat de documenten die geraadpleegd kunnen worden op de website van de school gedigitaliseerd moeten worden;

gelet op de goedkeuring van de paritaire commissie van 30 april 2015 betreffende de wijzigingen die ingediend worden in het oorspronkelijke reglement;

BESLIST

het gewijzigde huishoudelijk reglement van het Institut de Formation Continue d'Etterbeek goed te keuren.

Dit document zal overhandigd worden aan de leerlingen op het moment dat zij zich inschrijven. Het kan eveneens geraadpleegd worden op de website van de school.

Er wordt een afschrift van deze beraadslaging verstuurd naar de Fédération Wallonie-Bruxelles, de schooldirectie en de dienst Onderwijs.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
ROI Promo sociale.pdf

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

29.06.2015/A/0020 **Enseignement fondamental communal - Règlement de travail.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ;

Attendu que la législation susmentionnée impose aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant ;

Vu le décret du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

Vu l'approbation de la Commission Paritaire locale du 11 décembre 2015 ;

DECIDE

d'adopter le règlement de travail pour l'enseignement fondamental communal tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera adressée à la Fédération Wallonie Bruxelles, à la Direction des établissements scolaires communaux et au Service de l'Enseignement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijk basis onderwijs - Arbeidsreglement.

De Gemeenteraad,

gezien de wet van 18 december 2002 die de wet van 8 april 1965 wijzigt die de arbeidsreglementen tot stand bracht ;

gezien dat de bovenvermelde wetgeving de gementes en provincies verplicht een arbeidsreglement goed te keuren ;

gezien het decreet van 06/06/1994 dat de statuten van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vastlegt;

gezien de goedkeuring van de Plaatselijke Paritaire Commissie van 11 december 2014 ;

gezien de artikels 117, 118 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de arbeidsreglement voor het gemeentelijk basisonderwijs aan te nemen zoals bijgevoegd aan deze beraadslaging.

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar Mevr. de Minister van Opvoeding van de Federatie Wallonië Brussel, de verschillende directies van de gemeentelijke scholen en de onderwijsdienst .

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

29.06.2015/A/0021 **Jardins de la Chasse - Marché public de travaux ayant pour objet la construction du nouveau Centre Administratif de la Commune d'Etterbeek et un immeuble de logements sur le site des Jardins de la Chasse situé avenue des Casernes à Etterbeek - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mai 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Site des Jardins de la Chasse - Construction du nouveau Centre Administratif de la Commune d'Etterbeek et un immeuble de logements avenue des Casernes à Etterbeek" à BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUPE GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 à 1080 Bruxelles ;

Considérant le cahier des charges N° TP-2015-DD-12/06/2015 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUPE GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 à 1080 Bruxelles ;

Considérant que ce marché concerne le gros-œuvre fermé, techniques spéciales et les

finitions du Centre Administratif et des logements ;

Considérant que les travaux suivants feront l'objet de marchés séparés qui seront attribués ultérieurement mais qui doivent être coordonnés par le soumissionnaire du présent marché et réalisés pendant le délai d'exécution du présent marché :

- Aménagement des abords ;
- Meubles et diverses finitions (stores intérieurs, etc.) ;
- Data, contrôle d'accès (partie électronique), petite force motrice, équipements audiovisuelles, système anti-intrusion ;
- Système de gestion parking.

Considérant que le montant estimé du marché « gros-œuvre fermé, techniques spéciales et les finitions » s'élève à 33.416.572,83 € hors TVA 21% ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 104/72212-60 ;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

de choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 2

d'approuver le cahier des charges N° TP-2015-DD-12/06/2015 et le montant estimé du marché "Site des Jardins de la Chasse - Construction du nouveau Centre Administratif de la Commune d'Etterbeek et un immeuble de logements avenue des Casernes à Etterbeek", établis par l'auteur de projet, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Rue de Koninck, 40 à 1080 Bruxelles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 33.416.572,83 € hors TVA 21%.

Article 3

de soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Article 5

de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 104/72212-60.

Article 6

de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Jachthof - Overheidsopdracht van werken betreffende het bouwen van het nieuwe Administratieve Centrum van de Gemeente Etterbeek en een woongebouw op de plaats van Jachthof gelegen Kazernenlaan te Etterbeek - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 25;

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 22 mei 2014 betreffende de gunning van de ontwerpoperdacht voor de opdracht "Site Jachthof – het bouwen van het nieuwe administratieve centrum van de Gemeente Etterbeek en een woongebouw in de Kazernenlaan te Etterbeek" aan BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Koninckstraat, 40 te 1080 Brussel;

overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. TP-2015-DD-12/06/2015 werd opgesteld door de ontwerper, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Koninckstraat, 40 te 1080 Brussel;

overwegende dat deze opdracht betreft gesloten ruwbouw, speciale technieken en afwerking van het Administratieve Centrum en woongebouw ;

overwegende dat de volgende werken het onderwerp van afzonderlijke opdrachten zullen zijn die later aanbesteed worden, maar gecoördineerd dienen te worden door de inschrijver van de huidige opdracht en gerealiseerd dienen te worden binnen de uitvoeringstermijn van de huidige opdracht :

- Omgevingswerken ;

- Meubilair en diverse afwerkingen (o.a. binnenscreens, etc.);
- Data, toegangscontrole (elektronisch deel), kleine stroomvoorzieningen, audiovisuele uitrustingen, anti inbraak beveiliging;
- Beheerssysteem parking.

overwegende dat de uitgave voor de opdracht “gesloten ruwbouw, speciale technieken en afwerking” wordt geraamd op 33.416.572,83 € zonder BTW 21%;

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open offerteaanvraag;

overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2015, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst;

op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open offerteaanvraag.

Artikel 2

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP-2015-DD-12/06/2015 en de raming voor de opdracht “Site Jachthof - Bouwen van het nieuwe administratieve centrum van de Gemeente Etterbeek en een woongebouw Kazernenlaan te Etterbeek”, opgesteld door de ontwerper, BAEB sprl - Jaspers-Eyers and Partners sa. - BGROUP GREISCH sa. - TPF Engineering sa - NEO-IDES sprl - DE CEUSTER & ASSOCIES sprl, Koninckstraat, 40 te 1080 Brussel. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 33.416.572,83 € zonder BTW 21%.

Artikel 3

de opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2015, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 6

deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

383 annexes / 383 bijlagen

532Ap5203.pdf, ADJ-CA-02 Detail inkomhal snede _ Detail halle d'acueil coupe.PDF, ADJ-CA-PL100 Plafond - Rez-de-chaussée _ Gelijkvloers.PDF, 532Ap6001.pdf, ETE532 - CDC LOT PLAFONDS - Jardins Chasse - vers A.pdf, ADJ-CA-107 Plan toiture _ Dakenplan.PDF, D2208N05_FR.pdf, 5007-P-PR150--.pdf, ADJ-L-50.pdf, 532

Ad5793--3.pdf, ADJ-L-23.pdf, ADJ-L-33.pdf, ADJ-CA-PL092 Plafond - Sous-sol -2 _
Ondergrond -2.PDF, ADJ-CA-105 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, ADJ-L-24.pdf,
ADJ-CA-DE105 Porte Material - 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, 532 Ad60s1.pdf,
5007-P-PR-200--.pdf, ADJ-L-53.pdf, ADJ-L-30.pdf, BIM bodem conformiteitsverklaring
16042014.pdf, ETE532 - BESTEK LOT ELEK - Jachthof - vers A.pdf, ADJ-L-60.pdf,
ADJ-CA-17 detail terras _ terrasse.PDF, ADJ-L-12.pdf, ADJ-CA-M-101 METRE
FACADE ETAGE +1_ METING GEVELS PLAN VERDIEPING +1.PDF, ADJ-CA-
WD103 Murs - 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, ADJ-CA-QU102 Type portes - 2ème
étage _ Verdieping +2.PDF, ADJ-CA-11.4 Detail technische zone _ Détail Etage
Technique.PDF, 5007-P-PR009--.pdf, 5007-P-PR010--.pdf, 5007-csc-fsa-20150624-
MR.pdf, 532ad5206.pdf, ADJ-CA-093 Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF,
532Ap5706.pdf, metre recapitulatif Etterbeek Logement.pdf, 532Ap6002.pdf, 532
Ad5706-6.pdf, ADJ-L-43.pdf, ADJ-CA-104 4ème étage _ Verdieping +4.PDF, 532
Ad5701-1.pdf, ADJ-CA-M-107 Métré - Toiture_ Meting - Daken.PDF, 150612-310
0621 01-PSS NL V01 MG.pdf, D2208N05_NL.pdf, 5007-P-PR013--.pdf, ADJ-L-17.pdf,
ADJ-L-41.pdf, ETE532 - MEETSTAAT HVAC - JACHTHOFSITE - ADM COMPLEX -
vers A.pdf, ADJ-L-56.pdf, ADJ-CA-01 Algemene geveldetails _ details facades
communale.PDF, ADJ-CA-M-100 METRE FACADE REZ-DE-CHAUSSEE_ METING
GEVELS PLAN GELIJKVLOERS.PDF, 532 Ad6092.pdf, 532 Ad5704-4.pdf, ADJ-CA-
302 SNEDE _ COUPE BB.PDF, ETE532 - BESTEK LOT GTB-Jachthof - vers A.pdf,
ADJ-L-55.pdf, A2031 CAHIER DE CHARGES GROS OUEVRE FERME.pdf, ADJ-CA-
BC105 Compartimentage - 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, ADJ-CA-11.3 Detail
kroonlijst _ Détail Acrotere.PDF, 532 Ad6000-2.pdf, ADJ-CA-WD091 Murs - Sous-sol
-1 _ Ondergrond -1.PDF, ADJ-L-19.pdf, ADJ-L-38.pdf, CA - Avis de marché européen
- FR.pdf, ADJ-L-08.pdf, ADJ-L-25.pdf, 5007-P-PR-202-.pdf, ADJ-L-13.pdf, ADJ-CA-
08.1 Detail lichte scheidingswand _ Détail cloisons dB42 - Plan.PDF, ADJ-L-65.pdf,
ADJ-CA-BC106 Compartimentage - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, ADJ-CA-11.1
Détail buitenaanleg _ Detail aménagement extérieur.PDF, ADJ-L-05.pdf,
532Ap5701.pdf, 5007-P-PR017--.pdf, ADJ-L-58.pdf, ADS1.pdf, ADJ-CA-M-103 Métré -
3ème étage _ Verdieping +3.PDF, 532Ap5700.pdf, ADJ-L-45.pdf, ADJ-CA-WD102
Murs - 2ème étage _ Verdieping +2.PDF, ADJ-CA-12 Detail gordijngewel _ Détail
facade rideaux.PDF, 532AD66sp.pdf, LB Etterbeek Woningen - NL - 02 juillet.pdf,
ETE532 - BESTEK LOT PLAFONDS - Jachthof - vers A.pdf, ADJ-CA-VL102 Sols -
2ème étage _ Verdieping +2.PDF, ADJ-CA-VL093 Sols - Sous-sol -3 _ Ondergrond -
3.PDF, ADJ-L-42.pdf, 5007-P-PR007--.pdf, ADJ-CA-DE091 Type porte_deur - Sous-
sol -1 _ Ondergrond -1.PDF, 532Ap5703.pdf, 5007-P-PR153--.pdf, ADJ-L-64.pdf,
ADJ-CA-WD093 Murs - Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF, ETE532 - METRE LOT
SANITAIRE ET PI - JARDINS CHASSE - APTS - vers A.pdf, ADJ-L-48.pdf, ADJ-L-
06.pdf, 532Ap5207.pdf, 532Ap64s4.pdf, ADJ-CA-VL104 Sols - 4ème étage _
Verdieping +4.PDF, ADJ-L-52.pdf, ETE532 - METRE GEOTHERMIE - JARDINS
CHASSE - BAT ADMIN - vers A.pdf, 5007-P-PR-201-.pdf, 5007-P-PR156--.pdf, ADJ-
CA-DE102 Porte Material - 2ème étage _ Verdieping +2.PDF, 5007-P-PR155--.pdf,
ADJ-CA-19.1 detail deuren _ portes.PDF, ETE532 - METRE GTC - JARDINS CHASSE
- BAT ADMINI - vers A.pdf, ADJ-L-26.pdf, ADJ-L-31.pdf, ADJ-CA-PL105 Plafond -
5ème étage _ Verdieping +5.PDF, 532Ap5799.pdf, ADJ-CA-19.2 detail deuren EI en
pivot _ detail portes EI et pivot.PDF, ADJ-CA-VL091 Sols - Sous-sol -1 _ Ondergrond -
1.PDF, ADJ-CA-100 Rez-De-Chaussée_ Gelijkvloers.PDF, ADJ-CA-13 detail oversteek
_ détail porte-à-faux.PDF, 532Ap5206.pdf, ADJ-CA-QU104 Type portes - 4ème étage
_ Verdieping +4.PDF, Gedetailleerde meetstaat Etterbeek Woningen.pdf, ADJ-CA-
QU093 Type portes - Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF, ETE532 - CDC LOT
SANITAIRES - Jardins chasse - vers A.pdf, D2208N06_NL.pdf, ETE532 - METRE ELEC
- JARDINS CHASSE - APTS - vers A.pdf, 5007-P-PR102--.pdf, ADJ-L-67.pdf, ADJ-CA-
VL100 Sols - Rez-de-chaussée _ Gelijkvloers.PDF, 532 Ad66_sp.pdf, ADJ-L-36.pdf,
532 Ad60s3.pdf, ADJ-CA-PL103 Plafond - 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, ADJ-CA-

WD092 Murs - Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, ETE532 - MEETSTAAT ACTIEVE MET PLAF - JACHTHOFSITE - ADM COMPLEX - vers A.pdf, Rapport_RES_122014.pdf, 532 Ad6004-1.pdf, 532 Ad6006.pdf, ADJ-L-62.pdf, ADJ-CA-11.5 Detail technishce zone _ Détail etage technique.PDF, 5007-P-PR011--.pdf, ADJ-CA-QUI103 Type portes - 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, 532Ap5205.pdf, 5007-P-PR106--.pdf, 201507061025.pdf, 5007-P-PR105--.pdf, ADJ-CA-OPP105 Surfaces - Niveau +5.PDF, 5007-P-PR-203-.pdf, ADJ-CA-DE101 Type porte_deur - 1er étage _ Verdieping +1.PDF, Samenvattende meetstaat Etterbeek Woningen.pdf, 532 Ad6002-1.pdf, ETE532 - METRE ELEC - JARDINS CHASSE - BAT ADMIN - vers A.pdf, ADJ-L-39.pdf, 532 Ad5700-0.pdf, 201507061024.pdf, 532 Ad6005-2.pdf, 532Ap5702.pdf, ADJ-CA-DE106 Porte Material - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, 532Ap6000.pdf, 532 Ad60s4.pdf, 5007-P-PR107--.pdf, ADJ-CA-M-000 METRE FACADES LEGENDE_ METING GEVELS LEGENDE.PDF, Jardins Chasse - CPAS - Conformité reconnaissance sol IBGE.PDF, ADJ-CA-OPP102 Surfaces - Niveau +2.PDF, 532 Ad6003-2.pdf, 5007-P-PR103--.pdf, ETE532 - MEETSTAAT GTB - JACHTHOFSITE - ADM COMPLEX - vers A.pdf, 532Ap5201.pdf, ADJ-CA-092 Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, 5007-P-PR100--.pdf, 532Ap56S1.pdf, ADJ-L-01.pdf, 532 Ad6001-2.pdf, 532Ap6005.pdf, ADJ-CA-WD106 Murs - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, 5007-P-PR008--.pdf, METRE RECAPITULATIF - SAMENVATTENDE MEETSTAAT.pdf, ADJ-L-40.pdf, ADJ-CA-07 Detail sanitair - plan en sneden _ Détail sanitaires - plan et coupe.PDF, ADJ-CA-M-104 Métré - 4ème étage _ Verdieping +4.PDF, ADJ-CA-VL101 Sols - 1er étage _ Verdieping +1.PDF, 532ad5204.pdf, ADJ-L-51.pdf, ADJ-CA-103 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, 5007-P-PR152--.pdf, ETE532 - MEETSTAAT HVAC - JACHTHOFSITE - WONINGEN - vers A.pdf, 5007-P-PR016--.pdf, ADJ-CA-14 Détail overhanging lamellen _ Detail porte a faux lamelles.PDF, ADJ-L-20.pdf, D2208N06_FR.pdf, ADJ-CA-BC101 Compartimentage - 1er Etage _ Verdieping +1.PDF, ADJ-CA-PL106 Plafond - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, ADJ-CA-PL091 Plafond - Sous-sol -1 _ Ondergrond -1.PDF, ADJ-CA-09.1 Detail lichte scheidingswand _ Détail cloisons dB42 - sneden _ coupes.PDF, ADJ-CA-OPP092 Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, 5007-P-PR151--.pdf, ADJ-CA-BC104 Compartimentage - 4ème étage _ Verdieping +4.PDF, 532Ap57S1.pdf, bordereau des chassis - raamkozijnen _ borderel.pdf, ADJ-L-27.pdf, 532 Ad60leg.pdf, Verkennend bodemonderzoek conformiteitsverklaring 27012015.pdf, 532 Ad6007.pdf, 5007-P-PR-250--.pdf, Mémoire critères énergie et environnement.pdf, ADJ-CA-10 Detail vloeren _ Détail sols.PDF, ADJ-CA-18 Détail vloerovergangen - detail finitions sol.PDF, ADJ-CA-201 FACADES NORD ET EST _ NOORD- EN OOSTGEVEL.PDF, ADJ-L-32.pdf, METRE DETAILLE - GEDETAILLEERDE MEETSTAAT.pdf, ADJ-L-66.pdf, IBGE - Fondation Jourdan - Déclaration conformité.pdf, ADJ-CA-VL092 Sols - Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, ADJ-L-02.pdf, ADJ-L-47.pdf, ETE532- CDC LOT PROTEC INCENDIE - Jardins chasse - vers A.pdf, ADJ-CA-QUI101 Type portes - 1er étage _ Verdieping +1.PDF, ETE532 - CDC LOT HVAC - Jardins Chasse - vers A.pdf, 532 Ad6002-2.pdf, 532ad5298.pdf, 532ad5205.pdf, ADJ-L-54.pdf, ADJ-CA-DE100 Type porte_deur- Rez-de-chaussée _ Gelijkvloers.PDF, ADJ-L-28.pdf, ADJ-CA-WD101 Murs - 1er étage _ Verdieping +1.PDF, ADJ-L-07.pdf, 5007-P-PR015--.pdf, 532 Ad6004-2.pdf, ADJ-CA-102 2ème étage _ Verdieping +2.PDF, ADJ-CA-DE104 Porte Material - 4ème étage _ Verdieping +4.PDF, CA - Clauses administratives NL Etterbeek.pdf, 532Ap60s2.pdf, 532 Ad6001-1.pdf, ADJ-L-59.pdf, ADJ-CA-OPP091 Sous-sol -1 _ Ondergrond -1.PDF, A1-CA-MA003 Plan d'implantation - Situation existante _ Inplantingsplan bestaande toestand.PDF, ADJ-CA-DE092 Type porte_deur - Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, ADJ-L-49.pdf, A2031 CAHIER DE CHARGES PARACHEVEMENT.pdf, ETE532 - MEETSTAAT ELEK - JACHTHOFSITE - WONINGEN - vers A.pdf, ETE532 - BESTEK LOT LIFTEN- Jachthofsite - vers A.pdf, ADJ-CA-M-091 METRE FACADE SOUS-SOL -1_ METING GEVELS PLAN ONDERGROND -1.PDF, ADJ-CA-101 1er Etage _ Verdieping +1.PDF, ADJ-L-61.pdf,

CA - Avis SIAMU 02062015.pdf, ADJ-CA-OPP104 Surfaces - Niveau +4.PDF, ADJ-CA-09.2 Detail lichte scheidingswand _ Détail cloisons dB47 - sneden _ coupes.PDF, ETE532 - METRE LOT HVAC - JARDINS CHASSE - BAT ADMIN - vers A.pdf, ADJ-L-35.pdf, 5007-CTD-ST-nl-20150626.pdf, 5007-P-PR101--.pdf, LISTING.pdf, SIAMU AVIS 08042015.pdf, 532 Ad5791--1.pdf, 532 Ad56S1 sch hyd-sch hyd.pdf, 532ad5200.pdf, ADJ-CA-QU-000 FR.pdf, 532Ap6003.pdf, ADJ-L-34.pdf, ADJ-CA-M-106 Mètré - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, ADJ-CA-WD105 Murs - 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, ADJ-CA-DE103 Porte Material - 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, ADJ-L-29.pdf, ETE532 - MEETSTAAT HEFTOESTELLEN - JACHTHOFSITE - WON EN ADM COMPLEX- vers A.pdf, ETE532 - BESTEK LOT SANITAIR -Jachthof - vers A.pdf, ETE532 - BESTEK LOT HVAC - Jachthofsite - vers A.pdf, ADJ-CA-M-102 Mètré - 2ème étage _ Verdieping +2.PDF, ETE532 - MEETSTAAT SAN EN BV - JACHTHOFSITE - WONINGEN - vers A.pdf, ADJ-L-18.pdf, A2031 BESTEK AFWERKING.pdf, ADJ-L-14.pdf, 5007-P-PR012--.pdf, ADJ-CA-QU092 Type portes - Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, ETE532 - BESTEK LOT BRANDBEVEILIGING - Jachthof - vers A.pdf, 532ad5299.pdf, ADJ-CA-QU106 Type portes - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, ADJ-CA-PL101 Plafond - 1erétage _ Verdieping +1.PDF, ADJ-CA-21 Trap Inkomhal _ Escalier hall d'entree_2.PDF, ETE532 - MEETSTAAT ELEK - JACHTHOFSITE - ADM COMPLEX - vers A.pdf, Technisch memorandum voor de energie en milieu prestaties.pdf, ADJ-L-21.pdf, ADJ-CA-VL105 Sols - 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, Verkennend bodemonderzoek Februari 2014.pdf, ADJ-L-09.pdf, 5007-CTD-ST-fr-20150626.pdf, 5007-P-PR160--.pdf, ADJ-CA-11.2 Detail kroonlijst _ étail Acrotere.PDF, BRANDWEER ADVIES 08042015.pdf, 150604-310.0621.01-PSS FR V01 OL.pdf, ADJ-CA-OPP107 Surfaces - Toiture.PDF, 532 Ad5703-3.pdf, ADJ-CA-BC092 Sous-sol -2 _ Ondergrond -2.PDF, BIM bodem conformiteitsverklaring 08082013.pdf, ADJ-L-15.pdf, ADJ-L-44.pdf, ADJ-CA-M-105 Mètré - 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, CA - Avis de marché européen - NL.pdf, ADJ-CA-VL103 Sols - 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, 5007-P-PR050--.pdf, ETE532 - CDC LOT GTC- Jardins Chasse - vers A.pdf, 532 Ad60S2.pdf, ADJ-L-46.pdf, ADJ-CA-QU091 Type portes - Sous-sol -1 _ Ondergrond -1.PDF, Brandweer advies milieuvergunning juni 2015 .pdf, 532 Ad6000-1.pdf, ADJ-L-04.pdf, ADJ-CA-091 Sous-sol -1 _ Ondergrond -1.PDF, ADJ-CA-PL093 Plafond - Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF, 5007-P-PR014--.pdf, ADJ-CA-PL102 Plafond - 2ème étage _ Verdieping +2.PDF, 532Ap5200.pdf, ADJ-CA-BC103 Compartimentage - 3ème étage _ Verdieping +3.PDF, ADJ-CA-PL104 Plafond - 4ème étage _ Verdieping +4.PDF, ADJ-CA-BC091 Sous-sol -1 _ Ondergrond -1.PDF, 5007-P-PR104--.pdf, ADJ-CA-OPP106 Surfaces - Niveau +6.PDF, ADJ-L-10.pdf, 532 Ad5705-5.pdf, ADJ-L-16.pdf, ETE532 - CDC LOT GEOTHERMIE - Jardins Chasse - vers A.pdf, ADJ-L-37.pdf, ADJ-CA-QU-000 NL.pdf, 532 Ad6091.pdf, ADJ-L-63.pdf, ADJ-CA-BC102 Compartimentage - 2ème étage _ Verdieping +2.PDF, 532Ap5704.pdf, ADJ-CA-OPP103 Surfaces - Niveau +3.PDF, ETE532 - BESTEK LOT GEOTHERMIE - Jachthof - vers A.pdf, 532 Ad5792--2.pdf, 5007-P-PR165--.pdf, 5007-P-PR161--.pdf, ETE532 - MEETSTAAT SAN EN BV - JACHTHOFSITE - ADM COMPLEX - vers A.pdf, 532ad5203.pdf, ETE532 - CDC LOT ELEC - Jardins Chasse - vers A.pdf, ADJ-CA-BC093 Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF, CdC Etterbeek Logement - FR - 02 juillet.pdf, ADJ-CA-QU100 Type portes- Rez-de-chaussée _ Gelijkvloers.PDF, 532Ap5202.pdf, ADJ-CA-DE093 Type porte_deur - Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF, ADJ-CA-WD100 Murs - Rez-de-chaussée _ Gelijkvloers.PDF, ADJ-CA-OPP093 Sous-sol -3 _ Ondergrond -3.PDF, ADJ-CA-202 FACADES SUD ET OUEST _ ZUID- EN WESTGEVEL.PDF, 532 Ad57S1 sch Aero-sch Aero.pdf, ADJ-CA-106 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, ETE532 - CDC LOT ASCENSEURS - Jardins Chasse - vers A.pdf, 532 Ad6003-1.pdf, 532ad5201.pdf, 5007-P-PR162--.pdf, 532Ap64s5.pdf, ETE532 - METRE ENGINES DE LEVAGE - JARDINS CHASSE - BAT ADMI ET APTS - vers A .pdf, 532ad5297.pdf, ADJ-CA-QU105 Type portes - 5ème étage _ Verdieping +5.PDF, ADJ-CA-15 detail escalier funerarium_2.PDF,

532Ap5705.pdf, 532Ap5204.pdf, 532Ap6004.pdf, 532Ap60s1.pdf, 532ad5202.pdf, ADJ-CA-BC100 Compartimentage - Rez-De-Chaussée_ Gelijkvloers.PDF, 532ad52S1.pdf, ADJ-ST-PC-01.pdf, ADJ-CA-VL106 Sols - 6ème étage _ Verdieping +6.PDF, 532Ap5707.pdf, ADJ-CA-16 Détail buitenaanleg gevelvoet _ detail aménagement exterieur pied de façade.PDF, 532Ap64s3.pdf, ADJ-CA-08.2 Detail lichte scheidingswand _ Détail cloisons dB47 - Plan.PDF, ETE532 - METRE PLAFONDS ACTIFS - JARDINS CHASSE - BAT ADMIN - vers A.pdf, ADJ-CA-WD104 Murs - 4ème étage _ Verdieping +4.PDF, ADJ-CA-301 SNEDE _ COUPE AA.PDF, ETE532 - METRE LOT SANITAIRE ET PI - JARDINS CHASSE - BAT ADMIN - vers A.pdf, Metre detaillee Etterbeek Logement.pdf, ADJ-CA-20 Détail draaideur _ detail tourniquet.PDF, A2031 BESTEK GESLOTEN RUWBOUW.pdf, 532Ap6006.pdf, 532 Ad6005-1.pdf, 532 Ad6093.pdf, IBGE 20140416 - Anciens Pavillons - Reconnaissance sol conforme.pdf, 532 Ad5702-2.pdf, CA - Clauses administratives FR Etterbeek.pdf, ADJ-L-22.pdf, ADJ-L-03.pdf, ETE532 - METRE HVAC - JARDINS CHASSE - APTS - vers A .pdf, 532Ap5299.pdf, ETE532 - MEETSTAAT GEOTHERMIE - JACHTHOF SITE - ADM COMPLEX - vers A.pdf

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

29.06.2015/A/0022 Renouvellement et révision de la convention de mise à disposition d'emplacements pour l'installation de trois ruches dans le parc Jean Félix Hap et l'entreposage du matériel d'apiculture

Le Conseil communal,

Considérant que le Conseil Communal a approuvé, en séance du 04 juin 2012, la convention établie entre les apiculteurs et la Commune pour la mise à disposition d'un emplacement pour l'installation de trois ruches dans le parc Jean Félix Hap (dans la parcelle dite « Lorfor » non accessible au public);

Considérant que ce projet a pour objectifs :

- d'offrir à minimum 2 et maximum 3 apiculteurs bruxellois, de préférence etterbeekois, la possibilité de pratiquer localement l'apiculture;
- de sensibiliser le public etterbeekois à la nature en ville via la dégustation de miel, la visite du rucher,...

Considérant les demandes de renouvellement de Messieurs Nuttinck et Garbusinski, fournies en annexes ;

Considérant que Mr Godart, 3^{ème} apiculteur participant, a déplacé ses ruches en province et a donc quitté le projet ;

Considérant la candidature de Mme Jacquemin, apicultrice active depuis 2012 au rucher participatif de l'Avenue Nouvelle et en cours de certification en apiculture à la SRABE (Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et Environs), dont le courrier de candidature figure également en annexe ;

Considérant qu'à l'occasion du renouvellement de la présente convention, il convient de

la réviser en intégrant les modifications suivantes :

- instaurer un système de gestion conjointe entre deux ou trois apiculteurs avec chacun sa ruche (une seule ruche par apiculteur) avec obligation pour les apiculteurs de se rencontrer régulièrement pour assurer la coordination du rucher, sa gestion régulière et continue ;
- prévoir la mise à disposition, en plus de l'emplacement dédié à l'installation des ruches, d'un local où entreposer le matériel d'apiculture. Ce local serait situé à l'arrière du bâtiment de l'Orangerie ;
- prévoir le contexte du contrat de Quartier Durable «Chasse-Gray», susceptible de modifier les emplacements mis à disposition et d'en limiter l'accès ;

DECIDE

d'adopter la convention révisée ci-après, ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'occupation d'emplacements pour l'installation de trois ruches dans le parc Hap et l'entreposage du matériel d'apiculture :

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE.

Convention de mise à disposition d'emplacements pour l'installation de trois ruches dans le parc Hap et l'entreposage du matériel d'apiculture

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF** Bourgmestre, et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal, dénommée « propriétaire » au sens de la présente convention (gérance : Service de l'Environnement – 115 avenue d'Auderghem – 1^{er} étage),

soussignée de première part,

Et

**Mr Yannick Garbusinski
Jacquemin**

Rue des Coquelicots, 17
Hap Lemaître, 24
1040 Etterbeek
1040 Etterbeek

Mr Jean-Yves Nuttinck

Rue de la Vignette, 128
1160 Auderghem

Mme Nathalie

Rue Pierre

dénommés « occupants » au sens de la présente convention,

soussignés de deuxième part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Le propriétaire met à disposition, à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité aucune, selon les conditions de l'article 3 :

- une parcelle dédiée à l'installation des ruches (zone G sur le plan ci-annexé)
- et un local où entreposer le matériel d'apiculture (zone B sur le plan ci-annexé)

situés dans la parcelle « Lorfor » du parc Jean Félix Hap.

Les emplacements (zones G et B) sont donnés en occupation dans l'état où ils se trouvent. Un procès-verbal d'état des lieux est dressé par le propriétaire et les occupants dès signature de la présente convention.

La parcelle dédiée à l'installation des ruches (zone G) est accessible via une grille fermée à clé située entre les zones D et E sur le plan ci-annexé. Le propriétaire est libre, après en avoir avisé les occupants, de fournir les clés de cette grille à d'autres usagers dans le cadre d'autres projets développés sur la parcelle « Lorfor ».

ARTICLE 2 : DESTINATION

La parcelle dédiée à l'installation des ruches (zone G) peut uniquement être utilisée à usage privé pour l'installation de minimum 2 et maximum 3 colonies d'abeilles et de ruchettes d'élevage éventuelles. Le local (zone B) peut uniquement être utilisé à usage privé et pour l'entreposage du matériel relatif à la bonne gestion du rucher (cadres, vareuses et gants, etc.).

Les emplacements sont mis à disposition dans les objectifs suivants :

- offrir à minimum 2 et maximum 3 apiculteurs bruxellois, de préférence etterbeekois, la possibilité de pratiquer localement l'apiculture;
- sensibiliser le public etterbeekois à la nature en ville : dégustation de miel, visite du rucher, ...

Les occupants ne sont pas autorisés à affecter tout ou partie des emplacements à l'exercice d'une activité professionnelle.

ARTICLE 3 : DUREE ET RESILIATION

Cette autorisation d'occupation est accordée pour une période de 3 ans.

Elle prend cours le 04/06/2015 pour se terminer de plein droit le 03/06/2018 sans notification ou signification préalable. La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

La convention est renouvelable sur demande écrite par les occupants, soit conjointement soit individuellement, et par lettre recommandée introduite 4 mois avant le terme de la présente convention. Chaque demande sera analysée avant tout renouvellement et la décision sera transmise par le propriétaire au plus tard 2 mois avant le terme de la présente convention.

Les deux parties peuvent résilier la présente convention, moyennant un préavis de 2 mois.

Le non respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résolution immédiate et sans indemnité.

En cas de non renouvellement du contrat, de retrait, de résiliation ou pour quelque cause que ce soit, les occupants concernés auront 2 mois à dater de la décision du propriétaire

pour remettre le bien dans son état initial, conformément à l'état des lieux visé à l'article 1. A défaut, cette remise en état pourra être effectuée d'office par le propriétaire, aux frais, risques et périls des occupants concernés. Pour éviter toute mortalité, les abeilles hivernant ne peuvent être déplacées. Une trêve sera appliquée durant cette période (décembre à mars).

ARTICLE 4 : CONTEXTE DU CONTRAT DE QUARTIER DURABLE «CHASSE-GRAY»

Les emplacements décrits dans l'article 1 ainsi que les conditions de l'article 3, sont valables en l'état jusqu'à notification des travaux prévus dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Chasse-Gray».

Suite à la notification de ces travaux, le propriétaire se réserve le droit de modifier les emplacements dédiés à l'installation des ruches et à l'entreposage du matériel d'apiculture (zones G et B) et de limiter l'accès des occupants aux emplacements. Le propriétaire veillera à prendre ces décisions en concertation avec les occupants pour garantir la meilleure gestion possible du rucher et afin d'éviter toute mortalité des abeilles.

ARTICLE 5 : INDEMNITE D'OCCUPATION

Les emplacements sont mis gratuitement à disposition.

En contrepartie, les occupants s'engagent :

- à participer au développement des activités de sensibilisation sur le rôle de l'abeille en ville du service de l'Environnement, à raison de 3 activités par an au maximum;
- à réserver 10% de la production de miel pour les activités de sensibilisation ;
- à compléter le tableau de bord de suivi du rucher à chacune de leurs interventions (visites, interventions, traitements, divisions, quantités de miel récoltées, difficultés éventuellement rencontrées,...). Ce tableau de bord est mis à disposition par le propriétaire. Il peut être à tout moment consulté par le propriétaire ou les occupants.

ARTICLE 6: GARANTIE

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE L'OCCUPATION - PRESCRIPTIONS

- Les occupants doivent communiquer immédiatement au propriétaire tout changement d'adresse.
- Chacun des occupants possède et gère individuellement sa ruche et sa ruchette d'élevage éventuelle (1 apiculteur, 1 ruche, 1 ruchette).
- Les occupants se rencontrent régulièrement pour assurer la coordination du rucher, sa gestion régulière et continue ainsi que le partage du matériel d'apiculture.
- Les occupants doivent s'occuper de leurs ruches de manière régulière et continue, « en bon père de famille » selon la notion consacrée reprise au code

civil et dans la jurisprudence.

- Les occupants sont joignables à tout moment et interviennent (ou s'assurent d'une intervention) dans les plus brefs délais en cas de problème lié au rucher.
- Les occupants doivent avertir (ou faire avertir) le propriétaire des difficultés (raison de santé par exemple) qu'ils rencontreraient pour gérer les ruches.
- Les occupants doivent s'adapter aux instructions données par la Commune ou son délégué ou par ses représentants en charge de la gestion du site. Le rucher ne peut en aucun cas gêner ni les riverains, ni les usagers, ni les opérations d'entretien ou de gestion du site.
- Les occupants doivent tenir en état de propreté permanente les emplacements qu'ils occupent.
- Les occupants sont responsables de tous les déchets produits dans le cadre des activités du rucher. Ils doivent dès lors les évacuer en « bon père de famille » selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence.
- Les occupants veilleront à travailler avec des abeilles et des reines sélectionnées pour leur douceur (Buckfast) et à préserver la pureté de la race.
- Les occupants doivent effectuer le travail selon les prescriptions du « Guide de bonne pratique apicole » de l'AFSCA.
- Les occupants doivent enregistrer leurs ruches auprès de l'AFSCA.
- L'accès aux emplacements se fera pendant les heures d'ouvertures du parc Jean Félix Hap.
- Le propriétaire met à disposition des occupants un trousseau de clés d'accès aux emplacements. Ces clés devront être restituées au propriétaire en cas de non renouvellement du contrat, de retrait, de résiliation ou pour quelque cause que ce soit qui entraînerait la décision en ce sens du propriétaire.
- Le propriétaire s'engage par la présente, à:
 - Organiser une rencontre annuelle de coordination et de suivi du projet en présence des occupants.
 - Développer des activités de sensibilisation sur le rôle de l'abeille en ville, en collaboration avec les occupants, à raison de 3 activités par an au maximum; ces activités de sensibilisation seront programmées au calendrier en concertation entre les occupants et le Service Environnement afin d'assurer une dégustation de miel et une visite optimale du rucher.
 - Prévenir les occupants si, dans le cadre d'autres projets développés sur la parcelle « Lorfor », d'autres usagers venaient à détenir les clés de la grille d'accès.
 - Notifier aux occupants le début des travaux prévus dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Chasse-Gray» et relatifs à la parcelle « Lorfor ».

ARTICLE 8 : INTERDICTIONS

Il est interdit aux occupants de :

- faire du bruit ou de la musique à un niveau sonore pouvant déranger les voisins ;
- installer des constructions autres que les ruches;

- laisser des déchets sur les emplacements ;
- rassembler des matériaux sur les emplacements qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion du rucher.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

Les occupants déchargent expressément le propriétaire de toute responsabilité du chef d'accidents qui se produiraient sur l'espace concédé, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont ils pourraient être victimes.

L'accès aux emplacements visés à l'article 1 de tout visiteur, autre que les visiteurs conviés lors d'activités organisées par la commune, se fera sous la responsabilité des occupants.

ARTICLE 10 : PUBLICITE

Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique du « propriétaire ».

ARTICLE 11 : ASSURANCE

Les occupants sont tenus de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés à l'activité exercée.

Les occupants renoncent à tout recours contre le propriétaire pour tout dommage qu'ils pourraient subir.

ARTICLE 12 : ENVIRONNEMENT-URBANISME

Les occupants déclarent respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques et environnementales en vigueur.

En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, ces dernières auront la priorité.

ARTICLE 13 : OCCUPATION ET SOUS-OCCUPATION

Sauf autorisation écrite préalable du « propriétaire », il est expressément interdit aux occupants de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

ARTICLE 14 : CAS NON PREVUS PAR LA PRESENTE CONVENTION

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés sans appel par le Collège des Bourgmestre et Echevins, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

Fait en 4 exemplaires dont un visé par l'enregistrement sera remis aux occupants.

Etterbeek, le 2015.

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

LES SOUSSIGNES DE SECONDE PART :

Mr Jean-Yves NUTTINCK **Mme Nathalie JACQU**

Mr Yannick GARBUSINSKI

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Vernieuwing en herziening van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van standplaatsen voor de installatie van drie bijenkasten in het Jean Félix Happark en de opslag van imkermateriaal

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 4 juni 2012 zijn goedkeuring gegeven heeft voor de overeenkomst die gesloten werd tussen de imkers en de gemeente voor de terbeschikkingstelling van een standplaats voor de installatie van drie bijenkasten in het Jean Félix Happark en (op de zogeheten Lorforsite, die niet toegankelijk is voor het publiek);

overwegende dat dit project de volgende doelstellingen heeft:

- minstens aan twee en maximaal drie Brusselse imkers, bij voorkeur uit Etterbeek, de mogelijkheid bieden om lokaal aan bijenteelt te doen;
- het Etterbeekse publiek te sensibiliseren rond de natuur in de stad via honingdegustaties, bezoeken aan de bijenkast ...

gelet op de verlengingsaanvragen van de heren Nuttinck en Garbusinski, bijgevoegd in bijlage;

overwegende dat de heer Godart, de derde deelnemende imker, zijn bijenkasten buiten Brussel verhuisd heeft en dus uit het project gestapt is;

gelet op de kandidatuur van mevr. Jacquemin, die sinds 2012 actief is als imker in de participatieve bijenstal van de Nieuwelaan en een imkercursus volgt bij de SRABE (Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et Environs) en van wie ook de brief als bijlage bijgevoegd is;

overwegende dat deze overeenkomst bij haar verlenging herzien moet worden door er de volgende wijzigingen in op te nemen:

- een systeem van gezamenlijk beheer invoeren met twee of drie imkers die elk hun bijenkast hebben (een enkele bijenkast per imker), waarbij de imkers elkaar verplicht moeten ontmoeten om de coördinatie van de bijenstal te verzorgen en een regelmatig en continu beheer te garanderen;
- bovenop de terbeschikkingstelling van een standplaats voor de plaatsing van bijenkasten voorzien in een lokaal om het imkermateriaal in op te slaan. Dit lokaal zou ondergebracht worden achteraan het gebouw van de Orangerie;

- anticiperen op de context van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray, waardoor de ter beschikking bestelde plaatsen mogelijk van plaats kunnen veranderen en de toegang ertoe beperkt worden;

BESLIST

zijn goedkeuring te geven aan de onderstaande herziene overeenkomst ter verduidelijking van de bepalingen betreffende het gebruik van de standplaatsen voor drie bijenkasten in het Happark en de opslag van imkermateriaal:

TIJDELIJKE GEBRUIKSOVEREENKOMST

Overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van standplaatsen voor de installatie van drie bijenkasten in het Happark en de opslag van imkermateriaal

tussen de ondergetekenden:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, hier vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en de heer Christian Debaty, gemeentesecretaris, hierna, "de eigenaar" genoemd in deze overeenkomst (beheer: Dienst Lee fmilieu – Oudergemlaan 115 – 1^{ste} verdieping),

ondergetekende enerzijds,

en

**dhr. Yannick Garbusinski
Jacquemin**
Kollebloemstraat 17
Lemaîtrestraat 24
1040 Etterbeek

dhr. Jean-Yves Nuttinck
Kleine Wijngaardstraat 128
1160 Auderghem

mevr. Nathalie
Pierre Hap
1040 Etterbeek

hierna de "gebruikers" genoemd in deze overeenkomst,

ondergetekenden anderzijds,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: BESCHRIJVING VAN HET TER BESCHIKKING GESTELDE GOED

De eigenaar stelt ter beschikking, onder de voorwaarden van artikel 3, zonder enige vergoeding, tijdelijk en steeds herroepbaar:

- een perceel voor de installatie van de bijenkasten (zone G op het bijgevoegde plan)
- en een lokaal voor de opslag van imkermateriaal (zone B op het bijgevoegde plan)

gelegen op de Lorfor-site van het Happark.

De plaatsen (zones G en B) worden in gebruik gegeven in de staat waarin ze zich bevinden. Er wordt een plaatsbeschrijving opgesteld door de eigenaar en de gebruikers

na ondertekening van deze overeenkomst.

Het perceel bestemd voor de plaatsing van de bijenkasten (zone G) is bereikbaar via een poort die vergrendeld wordt en die zich bevindt tussen de zones D en E op het bijgevoegde plan. Het staat de eigenaar vrij om de sleutels van deze poort aan andere gebruikers te geven voor andere projecten die opgezet worden op de Lorfor-site.

ARTIKEL 2: BESTEMMING

Het perceel dat bestemd is voor de plaatsing van de bijenkasten (zone G) kan enkel privé gebruikt worden voor de installatie van minstens 2 en hoogstens 3 bijenvolken en eventuele afleggerkasten. Het lokaal (zone B) mag enkel gebruikt worden voor privédoeleinden en voor de opslag van het inkermateriaal (ramen, pakken en handschoenen).

De plaatsen worden ter beschikking gesteld voor de volgende doeleinden:

- minstens 2 en maximaal 3 Brusselse imkers die bij voorkeur Etterbekenaar zijn, de mogelijkheid bieden om lokaal aan bijenteelt te doen;
- het Etterbeeks publiek sensibiliseren voor natuur in de stad: honingdegustaties, bezoek aan de bijenstal ...

De gebruikers hebben geen toelating om het hele of een gedeelte van de standplaatsen te gebruiken voor de beoefening van een beroepsactiviteit.

ARTIKEL 3: DUUR EN VERBREKING

Deze gebruikstoelating wordt verleend voor een periode van 3 jaar.

Ze gaat in op 04/06/2015 en loopt van rechtswege af op 03/06/2018 zonder voorafgaande kennisgeving of betekening. De gebruiksovereenkomst kan in geen geval stilzwijgend verlengd worden.

De overeenkomst kan verlengd worden mits schriftelijke aanvraag door de gebruikers, hetzij gezamenlijk, hetzij individueel, verstuurd per aangetekende brief 4 maanden voor het einde van deze overeenkomst. Elke aanvraag zal geanalyseerd worden voordat een verlenging wordt toegekend en de eigenaar zal de beslissing ten laatste 2 maanden voor het einde van deze overeenkomst meedelen.

De twee partijen kunnen deze overeenkomst opzeggen mits vooropzeg van 2 maanden.

Wanneer de verplichtingen vastgelegd in deze overeenkomst niet nageleefd worden, leidt dit van rechtswege tot de ontbinding van de overeenkomst zonder schadevergoeding.

Indien de overeenkomst niet verlengd wordt, ingetrokken wordt, verbroken wordt, voor welke reden ook, beschikken de gebruikers over twee maanden vanaf de beslissing van de eigenaar om het goed in de oorspronkelijke staat te herstellen, in overeenstemming met de plaatsbeschrijving vermeld in artikel 1. Indien de gebruikers dit nalaten, kan de eigenaar dit zelf uitvoeren op de kosten, risico's en gevaren van de betrokken gebruikers. Om sterfte te vermijden mogen overwinterende bijen niet verplaatst worden. Gedurende deze periode (december tot maart) zal dan een bestand ingelast worden.

ARTIKEL 4: CONTEXT VAN HET DUURZAAM WIJKCONTRACT JACHT-

GRAY

De plaatsen die beschreven staan in artikel 1 en de voorwaarden van artikel 3 zijn als dusdanig geldig tot aan de kennisgeving van de werkzaamheden die gepland staan in het kader van het Duurzaam Wijkcontract 'Jacht-Gray'

Na de kennisgeving van deze werken behoudt de eigenaar zich het recht voor om de standplaatsen voor de bijenkasten en de opslag van het imkermateriaal te wijzigen en de toegang van de gebruikers tot de plaatsen te beperken. De eigenaar zal deze beslissingen nemen in samenspraak met de gebruikers om optimaal beheer van de bijenstal te garanderen en bijensterfte te vermijden.

ARTIKEL 5: GEBRUIKSVERGOEDING

De standplaatsen worden gratis ter beschikking gesteld.

Als tegenprestatie verbinden de gebruikers zich ertoe om:

- deel te nemen aan het opzetten van sensibilisatieactiviteiten over de rol van de bij in de stad, georganiseerd door de dienst Leefmilieu, a rato van maximaal 3 activiteiten per jaar.
- 10% van de honingogst te reserveren voor sensibilisatieactiviteiten;
- de opvolgingstabel van de bijenstal bij te houden bij elke interventie (bezoeken, interventies, behandelingen, opdelingen, hoeveelheden geogoste honing, eventuele moeilijkheden ...). Deze opvolgingstabel wordt ter beschikking gesteld door de eigenaar. Deze kan op elk moment geraadpleegd worden door de eigenaar of de gebruikers.

ARTIKEL 6: WAARBORG

Er wordt geen enkele waarborg gevraagd.

ARTIKEL 7: VOORWAARDEN - VOORSCHRIFTEN

- De gebruikers moeten onmiddellijk elke adreswijziging meedelen aan de eigenaar.
- Elke gebruiker bezit en beheert individueel zijn bijenkast (1 imker per kast) en zijn eventuele afleggerkast (1 imker, 1 bijenkast, 1 afleggerkast).
- De gebruikers komen geregeld bijeen om de coördinatie, het regelmatig beheer en de verdeling van het imkermateriaal van de bijenstal te verzorgen,
- De gebruikers moeten hun bijenkasten regelmatig en continu verzorgen als 'goede huisvaders' zoals dit begrip vermeld staat in het Burgerlijk Wetboek en in de rechtspraak.
- De gebruikers zijn op elk moment bereikbaar en kunnen op elk moment tussenbeide komen (of zorgen ervoor dat er iemand langskomt) binnen de kortst mogelijke termijnen indien er zich problemen voordoen met de bijenkast.
- De gebruikers moeten de eigenaar op de hoogte brengen (of laten verwittigen) wanneer ze moeilijkheden (bijvoorbeeld gezondheidsproblemen) hebben bij het beheer van de bijenkasten.
- De gebruikers moeten zich schikken naar de instructies van de gemeente of

haar afgevaardigde of haar vertegenwoordigers die instaan voor het beheer van de site. De bijenstal mag de omwonenden, de gebruikers, noch het onderhoud of het beheer van de site hinderen.

- De gebruikers moeten de plaatsen die ze bezetten permanent schoonhouden.
- De gebruikers moeten zelf alle afval verwijderen dat ze op de site voortbrengen. Ze moeten dit verwijderen als 'goede huisvader' volgens de invulling van dit begrip door het Burgerlijk Wetboek en de rechtspraak.
- De gebruikers zorgen ervoor dat ze werken met bijen en koninginnen die geselecteerd werden voor hun zachtaardig karakter (Buckfast) en de zuiverheid van het ras vrijwaren.
- De gebruikers moeten hun werk uitvoeren volgens de voorschriften van de 'Gids voor goede imkerpraktijken' van het FVVA.
- De gebruikers moeten hun bijenkasten registreren bij het FVVA.
- De imkers krijgen toegang tot de plaatsen tijdens de openingsuren van het Happark.
- De eigenaar stelt een sleutelbos die toegang biedt tot de standplaatsen ter beschikking van de gebruikers. Deze sleutels moeten teruggegeven worden aan de eigenaar indien de overeenkomst niet verlengd wordt, indien ze ingetrokken, verbroken wordt of om welke oorzaak dan ook waardoor de eigenaar hiertoe zou beslissen.
- De eigenaar verbindt zich er hierbij tot om:

- een jaarlijkse bijeenkomst te organiseren voor de coördinatie en follow-up van het project in het bijzijn van de gebruikers;
- bewustmakingsactiviteiten op te zetten over de rol van de bij in de stad in samenwerking met de gebruikers, a rato van maximum 3 activiteiten per jaar; deze bewustmakingsdagen worden gepland in samenspraak met de gebruikers en - de dienst Leefmilieu om een honingdegustatie en een optimaal bezoek van de bijenstal mogelijk te maken;
- de gebruikers op de hoogte te brengen indien andere gebruikers, in het kader van andere projecten die opgezet worden op het terrein, in het bezit zouden komen van de sleutels van de toegangspoort.
- de gebruikers op de hoogte brengen van de start van de werkzaamheden in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray die betrekking hebben op de Lorfor-site.

ARTIKEL 8: VERBODEN

Het is de gebruikers verboden om:

- lawaai of muziek te maken op een geluidsniveau dat de burens zou kunnen storen;
- andere constructies te plaatsen dan de bijenstallen;
- afval achter te laten op de standplaatsen;
- materiaal te verzamelen op de standplaatsen dat niets te maken heeft met het goede beheer van de bijenstal

ARTIKEL 9: ALGEMENE BEPALINGEN

De gebruikers ontslaan de eigenaar uitdrukkelijk van elke verantwoordelijkheid bij

ongelukken die zich voordoen op de in gebruik gegeven ruimte evenals bij diefstal of vandalisme waar ze het slachtoffer van zouden zijn.

Wanneer andere bezoekers dan bezoekers uitgenodigd in het kader van gemeentelijke activiteiten de plaatsen vermeld onder artikel 1 betreden, gebeurt dit onder verantwoordelijkheid van de gebruikers.

ARTIKEL 10: PUBLICITEIT

Alle reclame is verboden, behalve mits specifieke toestemming van de eigenaar.

ARTIKEL 11: VERZEKERING

De gebruikers dienen zich behoorlijk te verzekeren, voor de hele duur van de toelating, tegen risico's met betrekking tot de uitgevoerde activiteit.

De gebruikers zien af van elk beroep tegen de eigenaar voor alle schade die ze zouden ondergaan.

ARTIKEL 12: LEEFMILIEU-STEDENBOUW

De gebruikers verklaren dat ze de geldende stedenbouwkundige en milieuvoorschriften te allen tijde zullen naleven.

Bij tegenstrijdigheden tussen bepalingen van deze overeenkomst en deze stedenbouwkundige voorschriften zullen deze laatste voorrang krijgen.

ARTIKEL 13: GEBRUIK EN ONDERGEBRUIKGEVING

Behalve mits voorafgaande schriftelijke toestemming van de eigenaar is het uitdrukkelijk verboden voor de gebruikers om alle of een deel van de rechten die voortvloeien uit deze toelating over te dragen.

ARTIKEL 14: GEVALLEN WAARIN NIET VOORZIEN WERD DOOR DEZE OVEREENKOMST

Het college van burgemeester en schepenen zal beslissen over alle gevallen die niet behandeld worden in deze overeenkomst, nadat het de partij(en) in kwestie gehoord heeft.

Opgemaakt in 4 exemplaren waarvan er een ter registratie overhandigd wordt aan de gebruikers.

Etterbeek, 2015.

DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJD:

In opdracht:

De
gemeentesecretaris,

Christian Debaty

DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD:

**Dhr. Jean-
Yves
NUTTINCK**

**Dhr. Yannick
GARBUSINSKI**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
ANNEXE Plan rucher Parc Hap-FR-NL-2015.docx*

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

29.06.2015/A/0023 **Administration communale – Fixation des conditions de divers marchés publics
Article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour
information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1 1^o a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 85.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 23 avril 2015

*Objet : Jardins de la Chasse – Rénovation de la toiture du bloc B du CPAS (ancienne
Fondation Jourdan)*

Estimation de la dépense : € 19.448,33 TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 23 avril 2015

Objet : Ateliers TOBY – Mise en conformité de l’installation électrique (atelier de menuiserie)

Estimation de la dépense : € 24.886,07 TVA comprise
Article budgétaire : 137/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 23 avril 2015

Objet : Administration générale – Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 30.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/74115-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 7 mai 2015

Objet : Jardins de la Chasse – CPAS (ancienne Fondation Jourdan) – Aménagement de la nouvelle entrée avec passerelle

Estimation de la dépense : € 40.943,98 TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 7 mai 2015

Objet : Cimetière communal – Monuments pour la pelouse d’honneur

Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 878/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 7 mai 2015

Objet : Etudes – Diverses études de stabilité selon besoins

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/74715-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 21 mai 2015

Objet : Aménagement du bâtiment des « Finances » en crèche – Remise en état de l’automatisme du volet d’accès parking

Estimation de la dépense : € 3.536,83 TVA comprise
Article budgétaire : 844/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 21 mai 2015

Objet : Jardins de la Chasse – CPAS (ancienne Fondation Jourdan – bloc B) – Rénovation du revêtement de sol

Estimation de la dépense : € 16.322,90 TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 21 mai 2015

Objet : Aménagement du bâtiment des « Finances » en crèche – Travaux pour la remise en service d’un ascenseur

Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 844/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 21 mai 2015

Objet : Ecole « Claire Joie » - Rénovation des corniches arrières

Estimation de la dépense : € 13.012,34 TVA comprise
Article budgétaire : 722/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 21 mai 2015

Objet : Voirie – Acquisition d'une épandeuse à saumure
Estimation de la dépense : € 40.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 421/74415-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 21 mai 2015

Objet : Voirie – Acquisition d'un véhicule multifonctionnel
Estimation de la dépense : € 16.194,40 TVA comprise
Article budgétaire : 421/74515-53 du budget extraordinaire de 2015

Date : 28 mai 2015

Objet : Jardins de la Chasse – Travaux d'extension du contrôle d'accès, de l'alarme et de la vidéoparphonie de la nouvelle entrée du CPAS
Estimation de la dépense : € 4.222,90 TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 28 mai 2015

Objet : Enseignement primaire – Acquisition de mobiliers scolaires
Estimation de la dépense : € 56.500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/74115-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 28 mai 2015

Objet : Ecole « Les Carrefours » - Acquisition de matériels de gymnastique
Estimation de la dépense : € 1.261,30 TVA comprise
Article budgétaire : 722/74415-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 28 mai 2015

Objet : Jardins de la Chasse – CPAS (ancienne Fondation Jourdan – bloc B) – Finalisation adaptation de l'installation de détection incendie
Estimation de la dépense : € 18.630,44TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 28 mai 2015

Objet : Ecole « Claire Joie » - Mise en conformité du réfectoire (imposition AFSCA) et création de vestiaires pour techniciennes de surfaces
Estimation de la dépense : € 29.905,15 TVA comprise
Article budgétaire : 722/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 4 juin 2015

Objet : Economat – Acquisition de matériels ménagers
Estimation de la dépense : € 669,00 TVA comprise
Article budgétaire : 135/74415-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 4 juin 2015

Objet : Economat – Acquisition de matériels de nettoyage
Estimation de la dépense : € 10.157,78 TVA comprise
Article budgétaire : 135/74415-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 4 juin 2015

Objet : Institut E. Richard II – Acquisition d'une déboulonneuse sur accu
Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/74415-51 du budget extraordinaire de 2015

Date : 11 juin 2015

Objet : Jardins de la Chasse – CPAS – Travaux de chauffage

Estimation de la dépense : € 3.811,20 TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2015

Date : 18 juin 2015

Objet : Propriétés communales – Mise en conformité des installations électriques
Estimation de la dépense : € 29.693,40 TVA comprise
Article budgétaire : 124/72415-60 du budget extraordinaire de 2015

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3^{de} lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van het artikel 26 § 1 1^o a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 85.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 23 april 2015

Voorwerp : Jachthof – Renovatie van het dak van blok B van het OCMW (oud Rusthuis Jourdan)
Raming van de uitgave : € 19.448,33 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 23 april 2015

Voorwerp : Werkplaatsen TOBY – In conformiteit stellen van de elektrische installatie (schrijnwerkers)
Raming van de uitgave : € 24.886,07 BTW incl.

Begrotingsartikel : 137/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 23 april 2015

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 30.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/74115-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 7 mei 2015

Voorwerp : Jachthof – OCMW (oud Rusthuis Jourdan) – Inrichting van de nieuwe ingang met brugje

Raming van de uitgave : € 40.943,98 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 7 mei 2015

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Monumenten voor ereperk

Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 878/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 7 mei 2015

Voorwerp : Studies – Verschillende stabiliteitstudies volgens behoeften

Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 124/74715-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 21 mei 2015

Voorwerp : Inrichting van het gebouw « Financiën » in creche – Herstellen van het automatisme van de toegangsluik van de parking

Raming van de uitgave : € 3.536,83 BTW incl.

Begrotingsartikel : 844/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 21 mei 2015

Voorwerp : Jachthof – OCMW (oud Rusthuis Jourdan – Blok B) – Vervanging van de vloerbekleding

Raming van de uitgave : € 16.322,90 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 21 mei 2015

Voorwerp : Inrichting van het gebouw « Financiën » in creche – Werken voor het weer in dienst treden van een lift

Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 844/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 21 mei 2015

Voorwerp : School « Claire Joie » - Renovatie van de dakgoten achteraan

Raming van de uitgave : € 13.012,34 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 21 mei 2015

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een pekelstrooier

Raming van de uitgave : € 40.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/74415-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 21 mei 2015

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een multifunctioneel voertuig

Raming van de uitgave : € 16.194,40 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/74515-53 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 28 mei 2015

Voorwerp : Jachthof – Uitbreidingswerken van de toegangscontrole, alarm en videoparlofonie van de nieuwe ingang van het OCMW

Raming van de uitgave : € 4.222,90 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 28 mei 2015

Voorwerp : Lager onderwijs – Aankoop van schoolmeubilair

Raming van de uitgave : € 56.500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/74115-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 28 mei 2015

Voorwerp : School « Les Carrefours » - Aankoop van turnmateriaal

Raming van de uitgave : € 1.261,30 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/74415-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 28 mei 2015

Voorwerp : Jachthof – OCMW (oud Rusthuis Jourdan – blok B) – Finalisatie aanpassing branddetectieinstallatie

Raming van de uitgave : € 18.630,44 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 28 mei 2015

Voorwerp : School « Claire Joie » - In conformiteitstallen refter (verplichting FAVV) en scheppen van kleedkamers voor vloerschoonmaaktechnici

Raming van de uitgave : € 29.905,15 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 4 juni 2015

Voorwerp : Ekonomaat – Aankoop van huishoudmateriaal

Raming van de uitgave : € 669,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 135/74415-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 4 juni 2015

Voorwerp : Ekonomaat – Aankoop van reinigingsmateriaal

Raming van de uitgave : € 10.157,78 BTW incl.

Begrotingsartikel : 135/74415-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 4 juni 2015

Voorwerp : Instituut E. Richard II – Aankoop van een slagmoersleutel op accu

Raming van de uitgave : € 500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 735/74415-51 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 11 juni 2015

Voorwerp : Jachthof – OCMW – Verwarmingswerken

Raming van de uitgave : € 3.811,20 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2015

Datum : 18 juni 2015

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – In conformiteit stellen elektrische installaties

Raming van de uitgave : € 29.693,40 BTW incl.

Begrotingsartikel : 124/72415-60 van de buitengewone begroting van 2015

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

29.06.2015/A/0024 **Voirie - Travaux d'asphaltage - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier des charges N° TP/VDV/2015/06 relatif au marché "Voirie - Travaux d'asphaltage" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 320.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire

de l'exercice 2015, article 421/73115-60 ;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

de choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 2

d'approuver le cahier des charges N° TP/VDV/2015/06 et le montant estimé du marché "Voirie - Travaux d'asphaltage", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 320.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 3

de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4

de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73115-60.

Article 5

de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Wegenis - Asfalteringswerken - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1° d (limiet van 600.000,00 € excl. btw niet overschreden);

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing

overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat in het kader van de opdracht “Wegenis - Asfalteringswerken” een bestek met nr. TP/VDV/2015/06 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 320.000,00 € (incl. 21% btw);

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2015, op artikel 421/73115-60 van de buitengewone dienst;

op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 2

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VDV/2015/06 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Asfalteringswerken”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 320.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 3

het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2015, op artikel 421/73115-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 5

deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

PSS asph 2015 ETT CREA NL 062015 cor.pdf, 2015_06_10_Bestek - Model 3P.doc, plan, Asphaltage - avis de marché FR.pdf, PSS asph 2015 ETT CREA FR 062015

29.06.2015/A/0025 **Voirie - Renouvellement de divers trottoirs - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier des charges N° TP/VV/2015/08 relatif au marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 603.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 301.500,00 €;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73115-60 ;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

de choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 2

d'approuver le cahier des charges N° TP/VV/2015/08 et le montant estimé du marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 603.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 3

de solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Article 4

de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5

de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73115-60.

Article 6

de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1° d (limiet van 600.000,00 € excl. btw niet overschreden);

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1

3°;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat in het kader van de opdracht “Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden” een bestek met nr. TP/VV/2015/08 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 603.000,00 € (incl. 21% btw);

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Plaatselijke besturen – Gesubsidieerde werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 301.500,00 €;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2015, op artikel 421/73115-60 van de buitengewone dienst;

op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 2

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VV/2015/08 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 603.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 3

een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Plaatselijke besturen – Gesubsidieerde werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel.

Artikel 4

het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2015, op artikel 421/73115-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 6

deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

Voirie prescriptions avaloirs.pdf, Trottoirs 2015 - avis de marché FR.pdf, 2015_06_12_Bestek+-+Model+3P.pdf, PSS trot 2015 ETT CREA NL 062015.pdf, 2015_06_12_CSCH+-+Modele+3P.pdf, Métré+trottoirs+2015.pdf, Trottoirs 2015 - avis de marché NL.pdf, PSS trot 2015 ETT CREA FR 062015.pdf, renovation+trottoir+2015.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

29.06.2015/A/0026 Enseignement primaire - Ecole "Paradis des enfants" – Construction d'un pavillon passif maternelle - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 16 mai 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Enseignement primaire - Ecole "Paradis des Enfants" - Construction d'un pavillon passif maternelle" à Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2015/07 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 665.500,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 532.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/72415-60;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1er

de choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 2

d'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2015/07 et le montant estimé du marché "Enseignement primaire - Ecole "Paradis Des Enfants" - Construction d'un pavillon passif maternelle", établis par l'auteur de projet, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 à 1325 Chaumont-Gistoux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 665.500,00 € (incl. 21% TVA).

Article 3

de solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Article 4

de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5

de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/72415-60.

Article 6

de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Lager onderwijs - School "Paradis des Enfants" - Bouwen van een passief paviljoen

kleuterafdeling - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1^o d (limiet van 600.000,00 € excl. btw niet overschreden);

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 § 1 3^o;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 16 mei 2013 betreffende de gunning van de ontwerpopdracht voor de opdracht "Lager onderwijs - School "Paradis des Enfants" - Bouwen van een passief paviljoen kleuterafdeling" aan Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 te 1325 Chaumont-Gistoux;

overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. TP/LG/2015/07 werd opgesteld door de ontwerper, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 te 1325 Chaumont-Gistoux;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 665.500,00 € (incl. 21% btw);

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke besturen – Gesubsidieerde werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 532.000,00 €;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2015, op artikel 722/724 15-60 van de buitengewone dienst;

op voorstel van het college;

BESLUIT

Artikel 1

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 2

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2015/07 en de raming voor de opdracht "Lager onderwijs - School "Paradis des Enfants" - Bouwen van een passief paviljoen kleuterafdeling", opgesteld door de ontwerper, Atelier Architectes et Développement durable, rue Florémond 34 te 1325 Chaumont-Gistoux. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 665.500,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 3

een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke besturen – Gesubsieerde werken, Kruidtuinlaan, 20 te 1035 Brussel.

Artikel 4

het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2015, op artikel 722/72415-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 6

deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

57 annexes / 57 bijlagen

IS Etterbeek_Estimatif_AO.pdf, Paradis+T3-Metres-Recapitulatifs.xlsx, Paradis+T2_Descriptif Technique.doc, P129_Etterbeek_CCTP HVAC_NL_20150525.pdf, Etterbeek_MC,trC, des quantitC,s.pdf, 2015_06_12_CSCH - Modele 3P.doc, P129_CCTP_Electricite_FR_150611.pdf, Paradis+T1-Descriptif-Technique.docx, Etterbeek - MC,trC, rC,capitulatif.pdf, Paradis+T3-Descriptif techniques.doc, Paradis+T5 Descriptif Technique.doc, Etterbeek_AO_fr.pdf, Etterbeek_de;ütail_AO_fr.pdf, Etterbeek_perspectives_nl.pdf, Etterbeek_CDC_fr.pdf, Paradis+T4-Metres-Recapitulatifs.xlsx, Paradis+T9-Metres-Recapitulatifs.xlsx, Paradis+T3-Metres-Detailles.xlsx, Paradis+T0-Metres-Recapitulatifs.xlsx, TS HVAC_SAN_ESTIM_FRNL_20150611.pdf, Etterbeek_AO_nl.pdf, Paradis+T0-Metres-Detailles.xlsx, AR+ estimatif Paradis-Metres-Recapitulatifs 150612.pdf, Paradis+T1-Metres-Detailles.xlsx, Etterbeek_Borbereau des prix unitaires.pdf, Paradis+T4-Metres-Detailles.xlsx, avis de marché FR + NL.pdf, Etterbeek_CDC_nl.pdf, Paradis+T5-Metres-Recapitulatifs.xlsx, PSS Paradis enfants Pavillons 2015 ETT CREA FR 062015 cor.pdf, Paradis+T2-Metres-Detailles.xlsx, Paradis+T8-Descriptif-Technique.docx, Etterbeek_métre stab FRNL.xlsx, Paradis+T1-Metres-Recapitulatifs.xlsx,

P129_CCTP_Electricite_NL_150611.pdf,
P129_HVAC_SAN_Metre_FRNL_20150611_NC.xls, Etterbeek_de\ütail_AO_nl.pdf,
Etterbeek_METRE_Re\ücapitulatif_AO.pdf,
P129_Electricite_Metre_FR_150611_NC.pdf, Paradis+T9-Metres-Detailles.xlsx,
Paradis+T9-Descriptif-Technique.docx, Paradis+T2-Metres-Recapitulatifs.xlsx,
Paradis+T8-Metres-Detailles.xlsx, Etterbeek_perspectives_fr.pdf, Paradis+T0-
Descriptif-Technique.docx, Paradis+T5-Metres-Detailles.xlsx, PSS Paradis enfants
Pavillons 2015 ETT CREA NL 062015 cor.pdf, P129_Etterbeek_CCTP
HVAC_FR_20150525.pdf, 2015_06_15_Bestek - Model 3P.doc, TS
Electricite_ESTIM_FR_150611.pdf, Paradis+T4-Descriptif Technique.doc,
Paradis+T8-Metres-Recapitulatifs.xlsx

Finances - Financiën

29.06.2015/A/0027 Budget 2014 - Modification n° 99

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Viviane Scholliers.

Begroting 2014 - Wijziging nr 99

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Viviane Scholliers.

2 annexes / 2 bijlagen

MB 99 NL.docx, MB 99.docx

29.06.2015/A/0028 Comptes communaux 2014

Le conseil communal,

Vu le compte budgétaire 2014 dressé par le Receveur Communal ;

Attendu que ce compte se clôture avec un boni de € 15.195.050,13 au service ordinaire et avec un mali de € 20.226.741,92 au service extraordinaire;

Vu le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2014 ;

Attendu que le compte de résultat se clôture avec un boni de € 8.264.213,64 résultat que l'on retrouve au bilan ;

Attendu que ces documents ont et présentés au collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 4 juin 2015;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

APPROUVE

- 1) les comptes budgétaires 2014 ;
- 2) le compte de résultat 2014 et le bilan au 31 décembre 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 27 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Viviane Scholliers.

Gemeenterekeningen 2014

De Gemeenteraad,

gezien de begrotingsrekening over 2014 opgesteld door de Gemeenteontvanger;

overwegende dat deze rekening afgesloten wordt met een tegoed van € 15.195.050,13 op de gewone dienst en een tekort van € 20.226.741,92 op de buitengewone dienst;

gezien de balans en de resultatenrekening op 31 december 2014;

overwegende dat de resultatenrekening afgesloten wordt met een tegoed van € 8.264.213,64 resultaat dat men terugvindt op de balans;

overwegende dat deze documenten aan het college van Burgemeester en Schepenen werd voorgelegd in hun zitting van 4 juni 2015;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

KEURT GOED

- 1) de begrotingsrekeningen over 2014;
- 2) de resultatenrekening over 2014 en de balans op 31 december 2014.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 27 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Kathy Mottet, Damien Gérard, Viviane Scholliers.

2 annexes / 2 bijlagen

Compte+2014+Nl.pdf, Compte+2014+Fr.pdf

29.06.2015/A/0029 Intervention de la Région de Bruxelles-Capitale dans les charges 2015 des missions d'intérêt communal des hôpitaux publics bruxellois

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Tussenkost van Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de lasten over 2015 van de missies van gemeentelijk belang van de brusselse openbare ziekenhuizen

Het punt wordt van de agenda gehaald.

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2015/A/0030 **Interpellation de Monsieur Arnaud Van Praet relative à l'installation d'une société de location de véhicules, avenue de Tervueren, et l'impact de celle-ci sur la vie du quartier.**

Monsieur le Président,
Chers collègues,

L'installation récente d'une société de location de véhicules, au coin de la rue des Bataves et de l'avenue de Tervueren, n'est pas sans susciter un émoi certain auprès des habitants du quartier. Une pétition, initiée par le Comité Tervueren, a été adressée au Collège des bourgmestre et échevins afin de relayer les plaintes des riverains. Je souhaite, moi-même, m'inquiéter des effets de l'installation de cette nouvelle activité dans un cadre qui, de prime abord, n'apparaît pas adapté à une telle exploitation.

La problématique première découle, sans doute, du besoin important en places de parking que nécessite une activité de location de véhicules. Dans un quartier très résidentiel, avec une demande d'ores et déjà forte sur l'offre de stationnement en voirie publique, je m'interroge sur l'intégration possible de cette activité. Il est à noter, en outre, que celle-ci ne manque déjà pas de stationner des véhicules hors des espaces réglementés.

La seconde problématique touche au caractère cavalier et, semble-t-il, irrégulier de l'installation de cette société qui serait en défaut d'avoir demandé et obtenu le permis d'urbanisme propre à ce type d'activités.

Enfin, comme le relève les plaignants auxquels je m'associe, la devanture et les accroches commerciales qui l'accompagnent dénotent particulièrement avec le charme et la qualité du patrimoine environnant.

Sur base de ces éléments, puis-je vous demander, Monsieur le Président, quels ont été les actes posés par le Collège dans ce cadre et quelles sont les évolutions dans ce dossier que j'espère positives pour les riverains.

Je vous remercie pour vos réponses.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Ce dossier a fait beaucoup de bruit dans le quartier. Voici les éléments d'informations que nous pouvons vous donner.

C'est l'ancien centre culturel de Tunisie qui a été transformé en bureau. Il s'agit des trois niveaux inférieurs d'un immeuble formant l'angle entre l'avenue de Tervueren et la rue des Bataves, qui est actuellement occupé par un commerce de location de véhicules et en particulier de camionnettes. C'est un franchisé de la marque ADA, qui dispose selon nos informations, de 14 véhicules dont 9 camionnettes. Le permis de bâtir initial date de 1904. Le rez-de-chaussée est un commerce. A partir de 1923 au moins, il est occupé par Delhaize. En 1966, il est transformé en agence bancaire, un coffre est aménagé au sous-sol. La demande de permis d'urbanisme comporte une demande de modification de la façade. Cette modification est la situation de droit de la façade. Un permis d'urbanisme tendant à changer l'affectation d'une agence bancaire en centre culturel au rez-de-chaussée, entresol et sous-sol, a été notifié le 14 janvier 1997 par le Consulat Général de Tunisie, par le Fonctionnaire délégué. Ce permis est la dernière situation juridique légale du bien.

Le sous-sol comporte des locaux techniques, d'archives, des sanitaires, un local photo et une salle de répétition. Le rez-de-chaussée comporte une salle d'exposition, deux

bureaux et des ateliers de céramique et de dessin. L'entresol comporte une salle de réunion, un bureau, un local informatique et une cuisine. Les quatre logements situés aux étages, disposent d'un accès distinct situé dans la rue des Bataves à l'extrémité droite du bâtiment. Le permis de l'époque ne mentionne aucune modification de façade. Le permis limité « enseigne » est délivré au Consul Général de Tunisie le 9 avril 1997.

Les services n'ont pas manqué d'adresser un 1er courrier au propriétaire de la société, dès mars 2012, car le local était mis en location sous l'intitulé « bureau », donc ça date d'avant le moment où les franchisés actuels sont installés. Les services n'ont pas manqué d'être vigilants et de mentionner au propriétaire, qu'il ne pouvait pas mettre en location de bureau, sans faire un changement d'affectation. Le bâtiment est resté vide pendant 3 ans. Début février 2015, plusieurs plaintes faisant état des nuisances occasionnées par un commerce de location de véhicules ont été réceptionnées par le cabinet du Bourgmestre. Un second courrier est adressé au propriétaire lui enjoignant de tenter de régulariser la situation dans les deux mois de la réception du recommandé.

Le 8 avril nous avons été contactés par les avocats du propriétaire, nous confirmant que le nécessaire serait fait, afin d'introduire une demande de permis de régularisation. Entre temps, les plaintes relatives au stationnement des camionnettes et véhicules, ainsi qu'aux enseignes se sont multipliées. La société qui exploite une franchise ne dispose pas d'un lieu privé pour entreposer les véhicules de location. Ceux-ci sont donc « stockés » en voirie. Le délai de deux mois est à présent écoulé et aucune demande de permis d'urbanisme n'a été introduite. Le service du Stationnement de la Commune d'Etterbeek n'ayant pas eu connaissance de la situation infractionnelle de la société, a délivré des abonnements « entreprise » et « individuel », conformément au Règlement du stationnement. Il apparaît que 93 taxes de stationnement ont été dressées pour non-respect du règlement communal en la matière. Ces taxes demeurent impayées et 72 d'entre elles font déjà l'objet d'une procédure de recouvrement par l'étude l'huissier mandaté par la commune. Il va donc de soi, que les abonnements arrivant à expiration ne seront pas renouvelés.

Le 18 juin 2015, le service de l'aménagement du territoire a constaté l'infraction en matière d'urbanisme. Il y a 3 infractions :

- changement d'affectation : il apparaît clairement, que, contrairement à ce qui est repris dans le bail, l'affectation des locaux sis au rez-de-chaussée a été modifiée d'équipement d'intérêt collectif en commerce ;
- modification de l'aspect d'un bien : l'habillage de la façade, anciennement en aluminium naturel, a fait l'objet de modifications importantes : changement de couleur, réfection de l'imposte, rénovation de l'accès aux logements ;
- pose d'enseignes non conformes

Un procès-verbal a été dressé à l'encontre des propriétaires et des locataires et envoyé au Procureur du Roi en date du 25 juin 2015. Depuis le 18 juin, l'occupant, que nous avons rencontré, veille à limiter au maximum les nuisances en déplaçant une partie des véhicules vers les casernes. Les plaintes reçues ont depuis lors fortement diminué. Des contacts informels ont été pris entre la commune et l'exploitant, aboutissant à la conclusion que l'exploitant ne pourra se maintenir dans les lieux. Nous sommes en train de négocier une solution pratique pour un départ anticipé. Je n'ose pas vous dire à quelle date, car nous n'avons pas encore d'accord, mais nous essayons d'éviter une procédure judiciaire et d'arriver à un départ pur, simple et rapide de cette société de manière à ramener le calme dans le quartier. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer Arnaud Van Praet betreffende de vestiging van een autoverhuurbedrijf in de Tervurenlaan, en de impact ervan op het buurtleven

Mijnheer de voorzitter,
Beste collega's,

De recente komst van een autoverhuurbedrijf op de hoek van de Batavenstraat en de Tervurenlaan heeft tot enige opschudding geleid bij de buurtbewoners. Wijkcomité Tervuren heeft een petitie opgestart aan het adres van het college van burgemeester en schepenen om de klachten van de omwonenden door te spelen. Zelf maak ik me ook zorgen over de impact die de komst van deze nieuwe bedrijfsactiviteit zal hebben op een omgeving die, op het eerste gezicht, niet geschikt is voor een dergelijke bedrijfsactiviteit.

Het voornaamste probleem zit hem ongetwijfeld in de grote behoefte aan parkeerplaatsen van een autoverhuurbedrijf. In een zeer residentiële wijk, waar al een grote vraag heerst naar parkeerplaatsen op de openbare weg, vraag ik me af hoe deze activiteit kan ingepast worden. Bovendien zou het bedrijf meteen al voertuigen parkeren buiten de toegelaten zones.

Het tweede probleem betreft de brutale en ongewettigde manier waarop dit bedrijf zich heeft gevestigd. Zo zou het geen specifieke stedenbouwkundige vergunning aangevraagd en verkregen hebben voor dit type van activiteit.

Tot slot, zoals de klagers waarbij ik mij aansluit, aanhalen, vallen het uithangbord en de commerciële slogans van het bedrijf bijzonder fel uit de toon ten aanzien van de charme en kwaliteit van het omliggende erfgoed.

Mag ik u op basis van deze elementen vragen, mijnheer de voorzitter, welke beslissingen het college in dit kader genomen heeft en hoe dit dossier verder zal evolueren. Ik hoop alvast dat deze evolutie positief zal zijn voor de omwonenden.

Ik dank u voor uw antwoorden.

De burgemeester neemt het woord:

“Dit dossier heeft voor heel wat ophef gezorgd in de wijk. Hierbij de informatie die wij u kunnen geven.

Het is het voormalige cultureel centrum van Tunesië dat werd omgevormd tot kantoor. Het gaat om de drie onderste verdiepingen van een gebouw dat de hoek vormt tussen de Tervurenlaan en de Batavenstraat en dat op dit moment bezet wordt door een autoverhuurbedrijf en in het bijzonder bestelwagens. Het gaat om een franchisenemer van het merk ADA, die volgens onze informatie over 14 voertuigen beschikt waaronder 9 bestelwagens. De oorspronkelijke bouwvergunning dateert van 1904. De benedenverdieping is een handelszaak. Ten minste sinds 1923 was Delhaize er gevestigd. In 1966 werd ze omgevormd tot een bankkantoor en werd er een brandkast geplaatst in de kelderverdieping. De aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning houdt een aanvraag tot wijziging van de gevel in. Deze wijziging is met recht de situatie van de gevel. Een stedenbouwkundige vergunning om de bestemming te wijzigen van een bankkantoor naar een cultureel centrum op de benedenverdieping, de tussenverdieping en de kelderverdieping werd op 14 januari 1997 betekend door het Consulaat-Generaal van Tunesië, door de gemachtigde ambtenaar. Deze vergunning is de laatste wettelijke juridische situatie van het goed.

De kelderverdieping omvat technische lokalen, archieven, sanitaire installaties, een fotolokaal en een repetitielokaal. De benedenverdieping omvat een tentoonstellingszaal, twee kantoren en een tekenatelier en een keramiekatelier. De tussenverdieping omvat een vergaderzaal, een kantoor, een informaticalokaal en een

keuken. De vier woningen die zich op de verdiepingen bevinden beschikken over een aparte ingang in de Batavenstraat uiterst rechts van het gebouw. De vergunning van toen vermeldt geen enkele wijziging aan de gevel. De beperkte vergunning "uithangbord" werd aan het Consulaat-Generaal van Tunesië afgeleverd op 9 april 1997.

De diensten hebben niet nagelaten een eerste brief te sturen naar de eigenaar van de onderneming, al in maart 2012, omdat het lokaal verhuurd werd onder het opschrift "kantoor", dus dat dateert al van voor het moment waarop de huidige franchisenemers zich vestigden. De diensten hebben niet nagelaten waakzaam te zijn en de eigenaar te melden dat hij niet als kantoor mocht verhuren zonder een bestemmingswijziging. Het gebouw bleef gedurende drie jaar leeg. Begin februari 2015 ontving het kabinet van de burgemeester verschillende klachten over overlast die veroorzaakt werd door een autoverhuurbedrijf. Een tweede brief werd naar de eigenaar gestuurd waarin hij gelast wordt de situatie binnen de twee maanden na ontvangst van het aangetekend schrijven te regulariseren.

Op 8 april werden wij door de advocaten van de eigenaar gecontacteerd die ons bevestigden dat het nodige zou gedaan worden om een aanvraag tot regularisatie in te dienen. Ondertussen stapelden de klachten in verband met het parkeren van de bestelwagens en auto's en in verband met de uithangborden zich op. De onderneming die een franchise uitbaat, beschikt niet over een privaatdomein om haar huurauto's op te slaan. Deze worden dus op de openbare weg "gestockeerd". De termijn van twee maanden is nu verstreken en er werd geen enkele stedenbouwkundige aanvraag ingediend. De Parkeerdienst van de gemeente Etterbeek die geen weet had van de strafbare situatie van de onderneming reikte individuele abonnementen en bedrijfsabonnement uit, in overeenstemming met het Parkeerreglement. Het blijkt dat er 93 belastingen op parkeren opgesteld werden omdat het gemeentelijk reglement niet nageleefd werd. Deze zijn tot op heden niet betaald en 72 ervan maken al het onderwerp uit van een invorderingsprocedure door de deurwaarder die volmacht heeft voor de gemeente. Het spreekt dus voor zich dat de abonnementen die ten einde lopen niet verlengd zullen worden.

Op 18 juni 2015 heeft de dienst ruimtelijke ordening de inbreuk op stedenbouwkundig vlak vastgesteld. Er zijn drie inbreuken:

- bestemmingswijziging: het is duidelijk dat, in tegenstelling tot wat er in het huurcontract is opgenomen, de bestemming van de lokalen gelegen op de benedenverdieping gewijzigd werd van uitrusting van collectief belang naar handelszaak
- wijziging van het uiterlijk van een goed: de bekleding van de gevel, voorheen in natuurlijk aluminium, onderging belangrijke wijzigingen: kleurverandering, herstelling van het bovenraam, renovatie van de toegang tot de woningen;
- het plaatsen van niet-conforme uithangborden

Er werd een proces-verbaal opgemaakt tegen de eigenaars en de huurders en opgestuurd naar de procureur des Konings op 25 juni 2015. Sinds 18 juni waakt de bezetter, die wij ontmoet hebben, erover de overlast zoveel mogelijk te beperken door een deel van de auto's naar de kazernen te verplaatsen. Sindsdien zijn er heel wat minder klachten toegekomen. Tussen de gemeente en de uitbater waren er informele contacten die geleid hebben tot de beslissing dat de uitbater niet op de plaats kan blijven. Wij zijn aan het onderhandelen over een praktische oplossing voor een vervroegd vertrek. Ik durf u niet te zetten op welke datum, want wij hebben nog geen akkoord, maar wij proberen een gerechtelijke procedure te vermijden en tot een eenvoudig en snel vertrek van de onderneming te komen zodat de rust in de wijk kan terugkeren."

De raad hoort de interpellatie.

29.06.2015/A/0031 **Interpellation de Madame Françoise Carton de Wiart au sujet des archives découvertes à la Maison Hap**

L'évacuation et le nettoyage de l'immeuble sis 508 Chassée de Wavre – dite Maison Hap ou Maison des Notaires - dans le cadre des missions d'études pour la restauration de l'immeuble (et du parc) a été décidée par le Collège le 12 mars dernier.

A cette occasion, un véritable trésor a été découvert : les archives de la maison Hap et de son parc, de différents chantiers y afférents mais surtout les projets et factures d'artisans - dont la plupart résidaient et exerçaient leur profession à Etterbeek.

Ces documents sont extrêmement rares car l'intérêt pour ce type de document est récent et - ailleurs - tout a été souvent jeté. Ils sont également précieux car ils apportent des informations et une documentation inédite sur l'histoire d'Etterbeek et de Bruxelles.

La Commune a donc un devoir historique face à ce trésor.

Les études historiques commandées dans le cadre du Contrat de quartier durable, doivent, dans des délais très brefs - trop brefs pour un historien - exploiter une partie de ces documents.

Il importe aussi, et de manière urgente, de faire un inventaire de tous les documents découverts et de les sauvegarder avant de les exploiter plus systématiquement et de les rendre accessibles aux chercheurs.

Outre les démarches urgentes, cette découverte rappelle la nécessité de mener une véritable politique des archives de notre Commune, dans toutes ses composantes, c'est-à-dire y compris la Régie Foncière, le CPAS, les Fabriques d'église... à titre d'exemple et sans que la liste soit exhaustive.

A cet égard la déclaration de politique générale 2015 prévoit : « L'administration se penche, par ailleurs, sur la gestion de ses archives, afin d'en envisager l'informatisation. »

Le Collège a commandé une étude à une firme privée. Si mes informations sont exactes, la conclusion est que le passage par une société privée se révèle couteux. Par ailleurs, le projet de nouvel hôtel communal aux Jardins de la Chasse prévoit des m2 supplémentaires en vue d'héberger des archives.

Aujourd'hui, mes questions portent sur ce qui doit être fait d'urgence :

- quelles mesures ont été prises pour sauvegarder tous les documents découverts dans la Maison Hap ? Où et comment sont-ils entreposés ?
- un véritable inventaire à un coût. Le budget du Contrat de quartier durable peut-il le supporter ? Faudra-t-il un ajustement budgétaire ?
- des conseils ou une aide matérielle ont-ils été demandés à des professionnels (Archives de l'Etat, Archives d'Architecture Moderne, La Fonderie... ou autres)

- une réflexion structurée est-elle en cours, au-delà des aspects urgents de la politique des archives et de l'histoire de notre commune ?

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Jellema :

« Avant les travaux de restauration, de rénovation, de réaffectation de l'ensemble du site Hap, essentiellement la Maison Hap, l'Orangerie et le Parc, qui sont prévus dans le Programme du Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », une série de démarches et d'études préliminaires sont nécessaires, dont notamment :

- une étude des décors et finitions de la Maison Hap, en cours, confiée par la commune à l'Institut Royal du Patrimoine Artistique;*
- une étude historique de la Maison Hap, présentée en Commission la semaine dernière, a été confiée par la commune à Madame Dusausoy, historienne de l'art et une étude historique du parc a été confiée à Monsieur Bailly. Ce travail est terminé, a été adopté par le Collège le 4 juin et présenté aux Conseillers communaux en commission « Contrat de Quartier Durable » le 23 juin dernier.*

L'ensemble étant classé, toutes ces démarches se font depuis le départ en étroite concertation avec la Direction régionale des Monuments et Sites. Les experts chargés des études mentionnées ci-dessus ont rapidement mesuré la rareté et la valeur exceptionnelle des archives de la famille Hap, qui se trouvaient, en bon état de conservation, dans les greniers de la Maison Hap. Il s'agit non seulement de livres, de brochures, de facture, de correspondance, de photos ou encore d'autres documents en grand nombre, mais aussi des échantillons de papiers-peints anciens qui vont servir de base à la restauration, ainsi que quelques objets dont des meubles. L'ensemble de ces pièces a largement contribué à renforcer la qualité des études mentionnées ci-dessus, mais leur intérêt va effectivement bien au-delà. En effet, ces documents n'ont pas encore livré tous leurs secrets, loin de là, et pourront alimenter d'autres études ultérieures ou être valorisés de diverses manières.

Ainsi, la visite de la Maison Hap, organisée par la commune dans le cadre de la journée participative le 19 mai 2015, a suscité un vif intérêt auprès des riverains et au-delà. Il y avait eu une centaine de personnes. Nombre d'entre eux ont fait part de leur curiosité et de leur intérêt pour le site Hap et son histoire. Pour les historiens, les experts, les passionnés, les riverains et tout simplement les générations à venir, ce fonds se doit d'être conservé et valorisé au mieux. La première étape consistera à déménager l'ensemble en lieu sûr et dans des conditions optimales de conservation. Les archives de la Régie Foncière d'Etterbeek, actuellement gestionnaire de la maison, sont pressenties comme point de chute, vu les prochains travaux qui vont se dérouler dans la Maison. Les services concernés préparent actuellement ce transfert, afin qu'il se fasse dans les meilleurs délais et conditions ».

Monsieur Jellema cède la parole à Monsieur Laurent :

« (...) Pour vous répondre - merci pour cette interpellation - je pense qu'il faut essayer d'extrapoler au-delà même de la qualité des documents qui ont été découverts et on parle, en général, en matière d'archivages, en mètres courants d'archives. Et ici on parle en termes de caisses. Donc ça montre comment ça a été gardé dans la maison : ça a été gardé dans des caisses. Le gros avantage c'est que ces documents sont utilisables et ont été utilisés dans le cadre de l'étude historique et on parle de 10m³ de documents et de 6m³ d'objets divers liés à la maison, etc. Alors, vous savez qu'en matière d'architecture, il y a plus compétent que nous, vous l'avez cité, mais on est en contact régulier avec le « CIVA » et ce qui importe, c'est de déterminer l'intérêt et le niveau d'intérêt des archives, pour l'aspect communal, pour l'aspect bruxellois dans son ensemble et pour l'époque que les documents concernent. Il faut aussi déterminer leur fréquence de consultation potentielle, leur degré d'accessibilité nécessaire et les

moyens dont on dispose pour pouvoir assurer cette accessibilité. Dans le cadre du Fonds Hap, vous l'avez noté vous-même, c'est l'histoire d'une famille, l'histoire d'un site mais aussi l'histoire d'une économie tout autour de ce site. Bien des maisons aux alentours des quartiers de l'avenue de la Couronne ou du quartier Léopold comportaient, et je le sais, des ateliers qui étaient des ateliers à utiliser par des artisans, qui se trouvaient juste en bordure de ces quartiers bourgeois d'importance ou nobles d'ailleurs. Donc, on a un réel intérêt avec ce fonds Hap.

Mais au-delà du fonds Hap, je pense qu'il faut adopter une réflexion plus générale par rapport aux fonds d'archives qui pourraient nous être connus et on parle notamment des archives communales, mais aussi de tout autres archives économiques ou liées à l'histoire même de sites comme les Casernes de gendarmerie ou autres sur lesquelles on pourrait tomber. Et pour cela nous avons pris divers contacts avec les archives générales du Royaume qui sont à même de nous donner une politique de traitement des archives qui nous seraient soumises. Certaines des archives communales ont d'ailleurs été transmises aux bureaux des Archives générales du Royaume à deux endroits différents d'ailleurs, qui ont marqué un intérêt sur certains documents. On a les archives d'architectures modernes qui ont contacté la Fonderie dont les compétences, vous l'avez cité, ne sont plus à démontrer ou d'autres associations spécialisées et universités. Dans la situation actuelle, nous n'avons pas la possibilité de stocker les grandes masses d'archives. Dans le cadre du projet du nouvel hôtel communal, le but est d'avoir un espace plus important, mais aussi d'avoir une politique réfléchie d'ici là, par rapport à toutes archives qui viendraient à nous. Et nous avons dans ce cadre là, pris des premiers contacts préparatoires avec un service spécialisé qui vient de la Communauté française : « le PEP'S ». On attend des informations un peu plus avant, mais je pense que ça pourrait être une solution.

En ce qui concerne la politique des archives communales, c'est une compétence qui incombe au Collège en vertu de l'article 132 de la Nouvelle Loi communale. Nous avons l'obligation de maintenir les archives communales. Vu que nous n'avons aucune instruction en région bruxelloise, nous nous sommes référés aux tableaux d'analyse qui existent en Flandre et en Wallonie, en demandant à un fonctionnaire confirmé de la commune d'appliquer les mêmes tableaux aux archives communales, de manière à trier archives après archives, en lisant celles-ci en détails, celles qui méritent d'être gardées et celles qui ne doivent pas être gardées en privilégiant alors, une digitalisation des documents et l'inclusion de ces documents dans un nouveau logiciel qui s'appelle « e-courrier », et qui devrait être mis en place et accessible tout prochainement.

Nous comptons utiliser l'opportunité qui nous est offerte avec le nouvel hôtel communal, pour mettre en place un véritable service des archives et je dirais peut-être rêver à avoir une politique intégrée de toutes archives, qu'elles soient communales ou extra communales, liées à l'histoire d'Etterbeek ou à l'histoire de Bruxelles dans son ensemble, de manière à pouvoir les mettre à disposition, sous forme digitalisée ou sous forme papier, de tous les chercheurs intéressés.

Je voulais également vous dire, que par rapport aux études historiques qui ont été commandées dans le cadre du contrat de quartier durable, - on en a discuté avec l'échevin en charge et avec le Bourgmestre -, le but serait de pouvoir les porter à la connaissance d'un plus large public (...) mais il faut peut-être les retravailler dans ce cadre de manière à les rendre plus digestes pour un lecteur non averti, mais le travail qui a été fourni à cet égard, est un travail de qualité par les deux historiens. Une troisième étude doit encore venir et nous espérons bien, pouvoir, je dirai, livrer ces résultats à l'ensemble de la population et en particulier à la population qui habite dans le périmètre du contrat de quartier. Voilà ».

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Carton de Wiart :

« Je vous remercie de votre réponse et je voudrais rêver avec vous, mais vous n'avez

pas répondu aux questions qui portent vraiment sur les choses à faire d'urgence. Vous dites que le point de chute des archives vont (...) au service de la Régie, donc sous la responsabilité de la Régie ».

Monsieur Laurent répond :

« Vous avez totalement raison. (...) Effectivement on m'a demandé de ne pas dénoncer le lieu où les archives se trouvent actuellement, mais elles ont été retirées de l'endroit où elles ont été découvertes dans la maison Hap et elles sont dans un lieu sécurisé non accessible au public, dans l'attente d'un transfert vers la Régie foncière. On a à cet égard là des garanties à vous donner en tout cas ».

Madame Carton de Wiart reprend la parole :

« Donc elles sont quasiment sous la responsabilité de la Régie, c'est toujours bon à savoir (...) ».

Monsieur Laurent répond :

« Elles vont être transférées à la Régie, mais elles ont été sécurisées pour l'instant dans un lieu non accessible au public ».

Madame Carton de Wiart reprend la parole :

« Donc, il faudra que quelqu'un d'autre me donne une nouvelle réponse, parce que ce qu'il faut faire d'urgence, c'est un inventaire de ce qu'il y a, avant de prendre ces contacts. Donc, je dirais même au moment où la Régie recevra ces caisses, ces 10m3, dont on ne sait pas encore combien en mètres courants ça peut représenter, il est essentiel de faire un premier inventaire qui précède le tri, comme tout bon archiviste pourra vous l'expliquer, que ce soit aux archives de l'Etat ou ailleurs ».

Monsieur Laurent répond :

« Mais (...) par rapport à ça, on n'a pas encore de solution. Donc (...) on a fait un premier tri, mais un tri qui n'a pas encore été fait par un archiviste. Et le boulot d'archiviste est un boulot différent de celui d'historien (...) ».

Madame Carton de Wiart reprend la parole :

« Tout à fait ! Mais moi je vous parle du premier travail, avant même que cela aille chez un archiviste professionnel, il faut faire un inventaire et il y a des méthodes qui sont très bien expliquées aux archives de l'Etat pour faire simplement un (...) premier inventaire, qui après permettra de dire : ça on garde, ça on ne garde pas, ça on met là, ça on met à un autre endroit. Mais c'est le moment clé maintenant que ces archives sont dans des caisses, qu'elles vont entrer sous la responsabilité de la Régie, et (...) c'est elle qui va être responsable que cet inventaire soit fait. La régie doit faire un inventaire de réception. Mais maintenant, cet inventaire surtout sur 10m3, (...) ça représente un coût, je ne peux pas l'évaluer mais vous n'avez aucune réponse à ce sujet là pour le moment ».

Monsieur Laurent répond :

« Ce qu'on a fait, on a pris des contacts préalables avec les organismes dont je vous ai parlé, mais on n'est pas encore à cette étape d'un inventaire potentiel. Pour l'instant on a sécurisé les archives. Elles sont dans un lieu sûr, elles seront (...) sous la responsabilité d'une autorité para-communale de manière à garantir celles-ci. Maintenant, quant à leur contenu (...), on doit encore travailler là-dessus, mais on n'a pas en interne quelqu'un qui est capable de faire ce travail d'inventaire ; on n'a pas d'historien en interne. Voilà ».

Madame Carton de Wiart reprend la parole :

« Ce n'est pas une question d'historien. (...) Quelqu'un peut être formé à ça assez rapidement mais c'est évident que cela a un coût, mais je vois que vous ne l'avez pas prévu. Donc ce n'est pas possible dans le cadre du contrat de quartier durable, Mr Jellema sinon me l'aurait assuré. Il transmet à la Régie et à partir de là, on verra. Donc, je me permettrai d'intervenir prochainement, d'interpeller une autre fois, mais alors la compétence de la Régie foncière sur cette question pour le suivi du dossier. Bien ».

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mevrouw Françoise Carton de Wiart betreffende de archieven die ontdekt werden in het Haphuis.

De ontruiming en de schoonmaak van het gebouw gelegen Waverssesteenweg 508 – genaamd Haphuis of Notarishuis – in het kader van de studieopdrachten voor de restauratie van het gebouw (en het park) werd door het College beslist op 12 maart laatstleden.

Daarbij werd een echte schat ontdekt: de archieven van het Haphuis en haar park, van verschillende terreinen die daarbij horen maar vooral de plannen en facturen van ambachtslieden – waarvan de meerderheid in Etterbeek werkte en woonde.

Deze documenten zijn uiterst zeldzaam want de interesse voor dit soort documenten is nieuw en bijgevolg werd alles vaak weggegooid. Ze zijn ook waardevol omdat ze informatie en onuitgegeven documentatie geven over de geschiedenis van Etterbeek en Brussel.

De gemeente heeft dus een historische verplichting ten opzichte van deze schat.

Het historisch onderzoek dat in het kader van het Duurzaam Wijkcontract gevraagd werd, moet op zeer korte termijn, te kort voor een historicus, een deel van deze documenten onderzoeken.

Het is ook belangrijk, en dringend, om een inventaris op te stellen van de gevonden documenten en ze te bewaren alvorens ze systematischer onderzocht zullen worden en toegankelijk zullen zijn voor onderzoekers.

Bovenop de dringende stappen die ondernomen moeten worden, brengt deze vondst de noodzaak in herinnering om een echt beleid te gaan voeren rond de archieven van onze gemeenten en al haar onderdelen, dat wil zeggen met inbegrip van de Regie van Grondbeleid, het OCMW, de kerkfabrieken... bij wijze van voorbeeld en zonder exhaustief te zijn.

In dit opzicht voorziet de algemene beleidsverklaring 2015 het volgende: "Het bestuur zal zich over het beheer van de archieven buigen om de digitalisering ervan in overweging te nemen."

Het college heeft een onderzoek besteld bij een privéfirma. Als mijn informatie klopt, dan is de conclusie dat een beroep doen op een privéfirma erg duur blijkt. Overigens voorziet het project van het nieuwe gemeentehuis bij het Jachthof extra vierkante meters om de archieven onder te brengen.

Vandaag gaan mijn vragen over wat er dringend moet gebeuren:

- Welke maatregelen werden genomen om de documenten die gevonden werden in het Haphuis te bewaren? Waar en hoe zullen ze op opgeborgen worden?
- Een echte inventaris heeft een prijs. Kan het budget van het Duurzaam Wijkcontract dit aan? Zal het budget aangepast moeten worden?
- Wordt er raad of materiële hulp gevraagd aan vakmensen (Rijksarchief, Archives d'Architecture Moderne, La Fonderie... of andere)?
- Wordt er structureel nagedacht, bovenop de dringende aspecten van het beleid rond de archieven en de geschiedenis van onze gemeente?

De burgemeester geeft het woord aan de heer Jellema:

“Voor de restauratie-, renovatie- en herbestemmingwerkzaamheden van de Hapsite, voornamelijk het Haphuis, de Oranjerie en het Park, die voorzien zijn in het Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”, zijn er een aantal voorbereidende stappen en onderzoeken nodig, waaronder:

- een onderzoek naar de decors en de afwerking van het Haphuis. Dit onderzoek is momenteel aan de gang en werd door de gemeente toevertrouwd aan het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium;*
- een historisch onderzoek van het Haphuis, dat vorige week in Commissie werd voorgesteld. Dit onderzoek werd door de gemeente toevertrouwd aan mevrouw Dusausoy, kunsthistorica. Een historisch onderzoek naar het park werd toevertrouwd aan de heer Bailly. Dit werk is afgelopen, werd op 4 juni goedgekeurd door het College en werd voorgesteld aan de gemeenteraadsleden in de commissie “Duurzaam Wijkcontract” op 23 juni laatstleden.*

Gezien het geheel geklasseerd is, gebeurden al deze stappen van bij het begin in nauwe samenwerking met de Directie Monumenten en Landschappen. De deskundigen die met bovengenoemde onderzoeken belast zijn, hebben al snel de zeldzaamheid en de uitzonderlijke waarde vastgesteld van de archieven van de familie Hap, die zich, in goede staat, op de zolders van het Haphuis bevonden. Het gaat niet alleen om boeken, brochures, facturen, briefwisseling, foto's of nog heel wat andere documenten, maar ook om stalen van oud vliesbehang die als basis zullen dienen voor de restauratie en om enkele andere voorwerpen, waaronder de meubels. Het geheel van deze stukken heeft er in grote mate toe bijgedragen de kwaliteit van de onderzoeken hierboven vermeld, te versterken. Hun belang gaat echter verder dan dat. Deze documenten hebben namelijk nog niet al hun geheimen prijs gegeven, verre van dat, en zullen toekomstige onderzoeken van informatie voorzien of op verschillende manieren nuttig gebruikt worden.

Zo heeft het bezoek aan het Haphuis, dat door de gemeente georganiseerd werd in het kader van de inspraakdag op 19 mei 2015, de interesse gewekt van heel wat buurtbewoners en ver daarbuiten. Er waren een honderdtal mensen. Velen van hen hebben hun nieuwsgierigheid en hun interesse voor de Hapsite en haar geschiedenis laten blijken. Voor de historici, deskundigen, liefhebbers, buurtbewoners en simpelweg voor de komende generaties, moet dit fonds zo goed mogelijk behouden worden en zo nuttig mogelijk gebruikt worden. De eerste stap zal erin bestaan het geheel naar een veilige plaats te verhuizen waar het in optimale omstandigheden bewaard kan worden. De archieven van de Regie van Grondbeleid, die momenteel het huis beheert, zouden een eerste bewaarplaats zijn, gezien de werkzaamheden die in het Haphuis uitgevoerd zullen worden. De betrokken diensten bereiden deze verhuis momenteel voor zodat die zo vlug mogelijk en in de beste omstandigheden kan gebeuren.”

De heer Jellema geeft het woord aan de heer Laurent:

“(...) Dank u voor deze interpellatie. Om u een antwoord te geven, denk ik dat men moet proberen om zelfs voorbij de kwaliteit van de gevonden documenten te kijken en men spreekt, over het algemeen, op vlak van archiefverwerking, in termen van

strekende meters archieven. En hier spreekt men in termen van kisten. Dat toont hoe deze archieven bewaard werden in het huis: in kisten. Het grote voordeel is dat deze documenten bruikbaar zijn en gebruikt werden in het kader van historisch onderzoek en men spreekt van 10 m³ documenten en 6 m³ objecten die aan het huis verbonden zijn, enz. Nu, u weet dat er op vlak van architectuur bekwaamere mensen zijn dan wij, u haalde het al aan, maar we hebben regelmatig contact met het "CIVA". Wat van belang is, is het belang en het niveaubelang van de archieven bepalen voor de gemeente, voor Brussel in haar geheel en voor de periode waarop de documenten betrekking hebben. Men moet ook bepalen hoe vaak ze mogelijks geraadpleegd kunnen worden, wat de noodzakelijke toegankelijkheidsgraad zal zijn en over welke middelen men beschikt om deze toegankelijkheid te waarborgen. Het Hapfonds, u hebt het zelf al opgemerkt, is de geschiedenis van een familie, de geschiedenis van een site, maar ook de geschiedenis van een economie rondom deze site. Ik weet dat heel wat andere huizen in de omgeving van de wijken rond de Kroonlaan of de Leopoldwijk beschikten over ateliers die gebruikt werden door ambachtslieden en zich bevonden aan de rand van de wijken van de belangrijke burgers en de edellieden. Men heeft dus een werkelijk belang met dat Hapfonds.

Maar voorbij het Hapfonds denk ik dat we ruimer moeten gaan kijken naar de archieffonds en die ons bekend zouden kunnen zijn. Men heeft het voornamelijk over de gemeentearchieven, maar ook over elk ander economisch archief of archief dat betrekking heeft op de geschiedenis, zelfs van sites zoals de Rijkswachtenkazernen of andere waarop we nog zouden kunnen stuiten. Daarom hebben we contact opgenomen met het Rijksarchief dat bereid is om ons een beleid rond archiefverwerking te geven. Bepaalde gemeentearchieven werden overigens aan twee verschillende kantoren van het Rijksarchief, dat belangstelling had voor bepaalde documenten, gegeven. Er zijn de Archives d'Architecture Moderne die de Fonderie gecontacteerd hebben, waarvan, u haalde het al aan, de capaciteiten niet meer aangetoond hoeven te worden of er zijn nog andere gespecialiseerde organisaties en universiteiten. Op dit moment hebben wij niet de mogelijkheid om grote hoeveelheden archief op te slaan. In het kader van het project van het nieuwe gemeentehuis is het de bedoeling om hiervoor meer plaats te hebben, maar ook om een doordacht beleid te voeren rond alle archieven die bij ons terecht zouden komen. En in dat kader hebben wij al de eerste voorbereidende contacten gelegd met een gespecialiseerde dienst van de Franse Gemeenschap: de "PEP's". Wij verwachten een beetje vroeger informatie, maar ik denk dat dit een oplossing zou kunnen zijn.

Wat betreft het beleid rond de gemeentearchieven, dat is een bevoegdheid van het College op grond van artikel 132 van de Nieuwe Gemeentewet. Wij hebben de plicht de gemeentearchieven te bewaren. Aangezien wij geen enkel richtlijn hebben binnen het Brussels gewest, hebben wij ons tot de analysetabellen van Vlaanderen en Wallonië gericht. Een ervaren ambtenaar van de gemeente zal opgedragen worden dezelfde tabellen toe te passen op de gemeentearchieven en de archieven te sorteren door ze in detail te lezen. Hij zal een onderscheid moeten maken tussen degene die het waard zijn om bewaard te worden en degene die niet bewaard moeten worden. De te bewaren archieven zouden gedigitaliseerd worden en die documenten zouden opgenomen worden in een nieuwe software: "e-courrier". Weldra zou deze software geïnstalleerd moeten worden en toegankelijk moeten zijn.

Wij zijn van plan om de kans die wij met het nieuwe gemeentehuis krijgen aan te grijpen om een echte archiefdienst op te richten en ik zou misschien zeggen om te dromen van een geïntegreerd beleid rond alle archieven, of het nu om gemeentearchieven gaat of niet, om archieven die te maken hebben met de geschiedenis van Etterbeek of de geschiedenis van Brussel in het algemeen, om zo al deze archieven, digitaal of op papier, ter beschikking te stellen van alle geïnteresseerde onderzoekers.

Over het historische onderzoek dat aangevraagd werd in het kader van het Duurzaam

Wijkcontract zou ik nog willen zeggen dat wij het er met de burgemeester en de bevoegde schepen over gehad hebben en dat het de bedoeling is dat het grote publiek er kennis kan van nemen (...) Maar in dat opzicht moeten ze misschien herzien worden om ze toegankelijker te maken voor een lezer die minder goed op de hoogte is. Toch is het werk dat al verricht werd door de twee historici kwaliteitsvol. Een derde onderzoek komt er nog aan en wij hopen de resultaten aan het publiek te kunnen bezorgen en in het bijzonder aan de bewoners die wonen binnen de perimeter van het Duurzaam Wijkcontract. Ziezo.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Carton de Wiart:

“Dank u voor uw antwoord. Ik zou graag samen met u dromen, maar u hebt geen antwoord gegeven op de vragen die echt betrekking hebben op wat er dringend moet gebeuren. U zegt dat de eerste bewaarplaats van de archieven (...) de Regie van Grondbeleid is, dus de verantwoordelijkheid van de Regie.”

De heer Laurent antwoordt:

“U hebt helemaal gelijk. (...) Men heeft mij inderdaad gevraagd om niet bekend te maken waar de archieven zich op dit moment bevinden, maar ze werden weggehaald van de plaats waar ze in het Haphuis gevonden werden en ze worden bewaard op een veilige plaats die niet toegankelijk is voor het publiek in afwachting van een verhuis naar de Regie van Grondbeleid. Wij kunnen u hierover in elk geval garanties geven.”

Mevrouw Carton de Wiart neemt opnieuw het woord:

“Dus ze vallen bijna onder de verantwoordelijkheid van de Regie, dat is altijd goed om te weten (...).”

De heer Laurent antwoordt:

“Ze zullen naar de Regie worden overgebracht, maar worden op dit moment veilig bewaard op een plaats die niet toegankelijk is voor het publiek.”

Mevrouw Carton de Wiart neemt opnieuw het woord:

“Dan zal iemand anders me dus een nieuw antwoord moeten geven, want wat men dringend moet doen, is een inventaris opmaken van wat er is alvorens contacten te leggen. Dus, ik zou zelfs zeggen op het moment dat de Regie de kisten zal ontvangen, die 10 m³, waarvan we nog niet weten hoeveel strekkende meters dat zijn, is het essentieel om een eerste inventaris op te maken voor men gaat sorteren, zoals elke goede archivaris u zal kunnen zeggen, of dat nu in het Rijksarchief of elders is.”

De heer Laurent antwoordt:

“Maar (...) daarvoor heeft men nog geen oplossing. Dus (...) hebben we een eerste keer gesorteerd maar dat gebeurde nog niet door een archivaris. En het werk van archivaris is een ander werk dan dat van historicus (...).”

Mevrouw Carton de Wiart neemt opnieuw het woord:

“Inderdaad! Maar ik heb het over het eerste werk. Zelfs nog voor het naar een professionele archivaris gaat, moet men een inventaris opmaken. Er zijn systemen die duidelijk uitgelegd worden door het Rijksarchief om eenvoudigweg een (...) eerste inventaris op te maken waardoor het achteraf mogelijk zal zijn om te zeggen: dat houden we, dat houden we niet, dat zetten we daar, dat zetten we ergens anders. Maar het is nu het sleutelmoment, nu de archieven nog in kisten zitten en onder de verantwoordelijkheid van de Regie zullen vallen en (...) het is de Regie die ervoor verantwoordelijk zal zijn dat deze inventaris opgemaakt wordt. De Regie moet een ontvangstinventaris opmaken. Maar nu, een inventaris, vooral voor 10 m³, (...) dat kost geld, ik kan de kost niet schatten, maar hierover hebt u op dit moment geen enkel

antwoord.”

De heer Laurent antwoordt:

“Wat we gedaan hebben is het volgende: we hebben op voorhand contact opgenomen met de instellingen waarover ik u verteld heb, maar we zijn nog niet in de fase van een mogelijke inventaris. Op dit moment hebben we de archieven beveiligd. Ze bevinden zich op een veilige plaats en ze zullen (...) onder de verantwoordelijkheid komen van een parageemeentelijke overheid om ze te bewaren. Wat hun inhoud betreft (...) daar moeten we nog aan werken, maar we hebben intern niemand die bekwaam is om een inventaris op te maken; wij hebben intern geen historicus. Ziezo.”

Mevrouw Carton de Wiart neemt opnieuw het woord:

“Het is geen kwestie van historicus. (...) Iemand kan hiervoor vrij snel opgeleid worden, maar het is vanzelfsprekend dat dit een prijs heeft. Ik zie echter dat u dat niet voorzien heeft. In het kader van het Duurzaam Wijkcontract is het dus niet mogelijk, anders had de heer Jellema mij dat wel verzekerd. Hij draagt over aan de Regie en vanaf daar zien we wel. Ik zal dus zo vrij zijn om volgende keer nog een keer te interpelleren maar dan over de bevoegdheid van de Regie van Grondbeleid over deze kwestie voor het verdere verloop van het dossier. Goed.”

De raad hoort de interpellatie.

Imad Benarafa entre en séance / treedt in zitting

29.06.2015/A/0032 **Motion de Monsieur Christophe Gasia concernant les mesures structurelles apportées au problème des nuisances liées au survol aérien en région de Bruxelles-Capitale et de sa périphérie**

Considérant le Règlement (UE) n° 598/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, dans le cadre d'une approche équilibrée, et abrogeant la directive 2002/30/CE, qui entrera en vigueur le 13 juin 2016 ;

Considérant qu'à partir de cette date, les restrictions d'exploitation ne seront pas appliquées en première intention, mais uniquement après examen des autres mesures de l'approche équilibrée ;

Considérant les difficultés, résumées dans le Rapport de l'UL, rendant épineuse la mise en œuvre des mesures préalablement recommandées par l'approche équilibrée telle que définie dans le Règlement n°598/2014 ;

Considérant que les restrictions d'exploitation liées au bruit mises en place avant le 13 juin 2016 resteront en vigueur jusqu'à ce que les autorités compétentes décident de les réviser conformément au Règlement n° 598/2014 ;

Considérant que le droit à la santé et à l'environnement sain pour les riverains constitue un droit inaliénable, prescrit par l'article 23 de la Constitution, qui ne porte nullement préjudice au développement économique de l'aéroport de Bruxelles-National ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27/05/1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

Considérant que la Cour d'appel de Bruxelles dans son arrêt du 9 juin 2005, rendu suite à un recours introduit par la Région bruxelloise à l'encontre de l'Etat belge, avait effectivement précisé que l'arrêté du 27 mai 1999 du Gouvernement bruxellois était parfaitement légal et que le respect de la législation environnementale n'avait pas pour effet d'entraîner la cessation de l'activité de l'aéroport ;

Considérant que l'exécution de cette décision de justice, qui permet depuis le 15 octobre 2005 à la Région bruxelloise d'exiger de l'Etat belge le paiement d'astreintes pour chaque infraction constatée à l'arrêté anti-bruit, n'a jamais pu être appliquée ;

Considérant que la correcte exécution des décisions de justice relève simplement d'un objectif légaliste de respect des décisions du pouvoir judiciaire, qui s'inspire du principe de loyauté fédérale, dans le souci d'assurer la sécurité juridique ;

Considérant la déclaration gouvernementale fédérale du 9 octobre 2014 qui annonce l'élaboration d' « une solution structurelle (...), en particulier dans les zones à forte densité de population » et l'ancrage des accords aéroportuaires « dans une loi sur les procédures de vols » ;

Considérant les plans successifs visant à enrayer la pollution sonore à court et moyen terme, dont le premier datait de septembre 1988, soit 3 ans après les premières activités aéroportuaires nocturnes de DHL ;

Considérant l'ordonnance rendue par le Tribunal de première instance de Bruxelles le 31 juillet 2014 ayant statué sur l'illégalité des modifications élaborées dans le cadre du Plan Wathélet ;

Considérant l'application de cette décision de justice, à propos de laquelle le Gouvernement fédéral a induit un moratoire des modifications apportées aux routes aériennes le 6 février 2014, ayant pour conséquence depuis plusieurs semaines des nuisances sonores pour plusieurs milliers de riverains et un survol aérien abusif sur Bruxelles et sa proche périphérie ;

Considérant le projet de la société DHL d'investir 114 millions € à l'aéroport de Zaventem dans un HUB ultra moderne composé d'un centre de tri de 31.500 m² et d'un complexe de bureaux de 5.000m², et l'annonce par voie de presse d'une augmentation de 57% des vols de nuit d'ici à 2020 ;

Le Conseil communal d'Etterbeek

Réitère sa solidarité par rapport à tous les habitants souffrant des nuisances causées par le survol aérien, et demande au Gouvernement fédéral que :

1. Toute route aérienne fasse l'objet d'une étude d'incidence et d'une consultation publique préalable ;
2. Tout survol nocturne au départ et à l'arrivée de l'aéroport de Bruxelles National soit interdit entre 22h et 7h.
3. Les opérations soient interdites à l'aéroport de Zaventem, pour tous les avions les plus bruyants, selon les normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).
4. Le survol des zones densément peuplées soit interdit ;
5. La route du canal soit supprimée ;
6. Une stratégie aéroportuaire soit mise en place au niveau du pays, exploitant les spécificités de chaque aéroport, Liège étant reconnu et adapté pour le fret

- (8ème position sur le marché européen en matière de transport de marchandises) ;
7. Les procédures aéronautiques soient contrôlées par une autorité indépendante, incluant des représentants régionaux ;
 8. Belgocontrol applique de manière transparente les normes de vent et les procédures;
 9. Belgocontrol fasse appliquer l'instruction d'éviter la Région bruxelloise (Avoid EBP-01), en détournant les flux d'atterrissage ;
 10. La noise abatement procedure (NA) soit réintroduite avec montée rapide pour tous les décollages et descente continue pour tous les atterrissages ;
 11. La vitesse limite de la noise abatement procedure soit déterminée sur base d'une étude des conséquences et soit valable pour tout appareil opérant à l'aéroport national;
 12. En cas d'infraction aux procédures aéronautiques publiées dans les A.I.P., des sanctions administratives soient dressées par la DGTA ^[51] ;
 13. La planification et la gestion foncière soient optimisées pour réduire les incidences sur les habitants ;
 14. La gestion du bruit passe par des moyens efficaces d'insonorisation ayant fait leurs preuves dans d'autres aéroports (à Liège, par exemple);
 15. Conformément à la demande conjointe de l'association des pilotes et de Belgoncontrol, un « ILS » soit installé sur la piste 07 L afin d'améliorer la sécurité des opérations à l'aéroport de Bruxelles-National et de diminuer les nuisances sonores lorsque cette piste doit être utilisée ;

Outre l'appel à agir formulé à l'égard du gouvernement fédéral, le conseil communal demande au gouvernement bruxellois que :

1. L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles qui confère à la Région bruxelloise, depuis le 15 octobre 2005, le pouvoir d'exiger des astreintes à l'encontre du fédéral pour chaque infraction constatée à l'arrêté Gosuin soit signifié, et ce conformément à l'engagement pris par la Ministre bruxelloise de l'Environnement ;
2. Les sonomètres WSL-Idea et WSP-Corn situés en zone 2, soient déplacés en zone 1, où les seuils sont moins tolérants ;
3. Des sonomètres soient placés dans l'axe de la piste 01 pour constater les nuisances des atterrissages sur cette piste ;
4. Un groupe de travail réunissant les Communes, l'IBGE et la Région, composé d'experts et de techniciens, soit mis en place en vue du suivi de l'implantation des sonomètres et de l'accompagnement quant à l'analyse des données collectées par le réseau de sonomètres.
5. Une étude épidémiologique aux contours définis par un comité scientifique soit menée sur l'impact du trafic aérien pour les populations vivant en Région bruxelloise.

Le point est reporté.

Motie van de heer Christophe Gasia betreffende de structurele maatregelen voor de overlastproblemen als gevolg van de vluchten boven het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn rand

gelet op verordening (EU) nr. 598/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 inzake de vaststelling van regels en procedures voor de invoering van

geluidsgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Unie binnen het kader van een evenwichtige aanpak, en tot intrekking van Richtlijn 2002/30/EG, die in werking treedt op 13 juni 2016;

overwegende dat vanaf deze datum de exploitatiebeperkingen niet in eerste instantie toegepast worden, maar slechts nadat de overige maatregelen van de evenwichtige aanpak in overweging zijn genomen;

gelet op de moeilijkheden, samengevat in het verslag van de ULB, die de uitvoering van de vooraf aanbevolen maatregelen van de evenwichtige aanpak, zoals bepaald in verordening nr. 598/2014 bemoeilijken;

overwegende dat de exploitatiebeperkingen met betrekking tot lawaai, die ingevoerd werden voor 13 juni 2016, van kracht blijven totdat de bevoegde overheid beslist om ze te herzien in overeenstemming met verordening nr. 598/2014;

overwegende dat het recht op gezondheid en een gezonde leefomgeving een onvervreemdbaar recht vormt, zoals vastgelegd door artikel 23 van de Grondwet, dat geen afbreuk doet aan de economische ontwikkeling van de Luchthaven Brussel-Nationaal;

gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 1999 betreffende de geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

overwegende dat het hof van beroep van Brussel op 9 juni 2005 een arrest gevelde heeft naar aanleiding van een beroep dat het Brussels Gewest had ingesteld tegen de Belgische staat; dat dit arrest verduidelijkt dat het besluit van de Brusselse regering van 27 mei 1999 volstrekt wettelijk was en dat het naleven van de milieuwetgeving niet zou leiden tot de stopzetting van de activiteit van de luchthaven;

overwegende dat deze rechterlijke beslissing, die het Brussels Gewest sinds 15 oktober 2005 toelaat om van de Belgische staat te eisen dat zij dwangsommen betaalt voor elke vastgestelde inbreuk op het Antigeluidsbesluit, nooit uitgevoerd kon worden;

overwegende dat de correcte uitvoering van de rechterlijke beslissingen uit het oogpunt van een legalist gewoonweg neerkomt op het naleven van de beslissingen van de rechterlijke macht, die zich baseert op het principe van federale loyaliteit, teneinde de rechtszekerheid te waarborgen;

overwegende dat de federale regering in haar verklaring van 9 oktober 2014 aankondigt dat ze een “structurele oplossing (...)” zal uitwerken, “in het bijzonder in de dichtbevolkte gebieden” en dat de luchthavenakkoorden verankerd worden “in een wet op de vliegprocedures”;

gelet op de opeenvolgende plannen om geluidsvervuiling te bannen op korte en middellange termijn, waarvan het eerste dateert van september 1988, drie jaar na de eerste nachtvluchten op de luchthaven door DHL;

gelet op het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 31 juli 2014 over de onwettigheid van de wijzigingen die ingevoerd werden in het kader van het Plan Wathelet;

gelet op de toepassing van deze rechterlijke beslissing, waarvoor de federale regering op 6 februari 2014 een moratorium heeft ingesteld op de wijzigingen aan vliegroutes,

die sinds verschillende weken leiden tot geluidsoverlast voor vele duizenden omwonenden en tot een buitensporig aantal vluchten boven Brussel en zijn nabijgelegen rand ;

gelet op het plan van de firma DHL om € 114 miljoen te investeren in de luchthaven van Zaventem voor een ultramoderne hub, bestaande uit een sorteercentrum van 31 500 m² en een kantoorcomplex van 5000 m² , en de aankondiging in de pers dat het aantal nachtvluchten tegen 2020 met 57% zou toenemen;

herbenadrukt de gemeenteraad van Etterbeek

zijn solidariteit met alle inwoners die lijden onder de overlast veroorzaakt door de vluchten boven Brussel, en vraagt de federale regering om:

1. alle vliegroutes te onderwerpen aan een impactstudie en een voorafgaande volksraadpleging;
2. alle nachtvluchten vertrekkende en aankomende op Brussel Nationaal tussen 22 u. en 7 u. te verbieden.
3. activiteiten met de vliegtuigen die volgens de normen van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie het meest lawaaierig zijn te verbieden op de luchthaven van Zaventem.
4. vluchten over dichtbevolkte gebieden te verbieden;
5. de kanaalroute af te schaffen;
6. een luchtvaartstrategie uit te werken voor het hele land, die rekening houdt met de eigenheden van elke luchthaven. Zo is Luik erkend en aangepast aan vrachtvervoer (8^{ste} plaats op de Europese markt inzake goederenvervoer);
7. luchtvaartprocedures te laten controleren door een onafhankelijke instantie, waarin vertegenwoordigers van de gewesten zetelen;
8. ervoor te zorgen dat Belgocontrol de windnormen en procedures op een transparante manier toepast;
9. ervoor te zorgen dat Belgocontrol de instructie om het Brussels Gewest te vermijden (Avoid EBP-01) toepast door de landende vluchten om te leiden;
10. de noise abatment procedure (NA), die voorziet in een snelle stijging voor alle vertrekkende vluchten en een doorlopende daling voor alle binnenkomende vluchten, opnieuw in te voeren;
11. de snelheidslimiet van de noise abatment procedure te bepalen op basis van een effectenstudie en deze op te leggen aan elk toestel dat ingezet wordt op de nationale luchthaven;
12. bij overtreding van de luchtvaartprocedures die gepubliceerd worden in de A.I.P., administratieve sancties te laten opleggen door het DGLV;
13. de planning en het grondbeheer te optimaliseren om de impact op de omwonenden te beperken;
14. het geluid te beheersen met behulp van doeltreffende geluidsbeperkingsmiddelen die zich al bewezen hebben in andere luchthavens (in Luik bijvoorbeeld);
15. in overeenstemming met de gezamenlijke vraag van de pilotenvereniging en Belgocontrol een ILS te installeren op piste 07 L om de veiligheid van de activiteiten in de luchthaven van Zaventem te verbeteren en geluidsoverlast bij gebruik van deze piste te verminderen;

Wat de oproep aan de federale regering betreft, vraagt de gemeenteraad aan de Brusselse gewestregering om:

1. het arrest van het hof van beroep van Brussel, dat het Brussels Gewest sinds 15 oktober 2005 de bevoegdheid verleent om dwangsommen te eisen van de federale regering voor elke vastgestelde overtreding van het besluit Gosuin, te betekenen, en dit in overeenstemming met het engagement dat aangegaan werd door de Brusselse minister van Leefmilieu;
2. de geluidsmeters WSL-Idea en WSP-Corn, gelegen in zone 2, te verplaatsen naar zone 1, waar de maximumwaarden lager liggen;
3. geluidsmeters te plaatsen in de as van piste 01 om de overlast door landingen op deze piste vast te stellen;
4. een werkgroep op te richten bestaande uit de gemeenten, het BIM en het Gewest, en die samengesteld is uit deskundigen en technici, om de inplanting van de geluidsmeters op te volgen en om de analyse van de gegevens die verzameld worden door het netwerk van geluidsmeters te begeleiden.
5. een epidemiologische studie te ondernemen waarvan de omvang afgebakend wordt door een wetenschappelijk comité, om de impact van het vliegverkeer op de bewoners in het Brussels Gewest na te gaan.

Het punt wordt verdaagd.

29.06.2015/A/0033 **Motion de Monsieur Christophe Gasia relative au refus de fusionner commune et CPAS**

Attendu que la question de la fusion des communes avec les CPAS figure à l'agenda politique;

Attendu que le gouvernement fédéral prévoit de modifier le cadre légal afin de permettre une intégration organique des administrations communales et des CPAS;

Attendu que la déclaration de politique générale du gouvernement wallon envisage de fusionner sur base volontaire des communes et des CPAS;

Attendu qu'en Flandre, l'intégration des CPAS aux administrations communales a été définitivement approuvée par le gouvernement flamand;

Attendu que la déclaration de politique générale bruxelloise affirme vouloir faire des CPAS « les fers de lance de la politique sociale locale » et les renforcer notamment en les refinançant et les incitant à être le coordinateur au niveau local du plan de lutte contre la pauvreté;

Attendu que cette volonté risque d'être à terme mise à mal si les CPAS n'existent plus en Flandre et que leur nombre diminue en Wallonie;

Considérant que le CPAS comme toute autre institution doit pouvoir évoluer tant au niveau de son fonctionnement que de ses missions;

Considérant qu'il existe d'autres manières de rencontrer les nécessités de l'évolution de l'institution notamment par le renforcement de synergies et de coopérations entre CPAS ou avec la commune, la création d'associations de CPAS ou le regroupement au niveau du CPAS de tous les services d'aide aux personnes;

Considérant que les CPAS sont devenus en 40 ans d'existence des instruments de solidarité publique dont le rôle n'a cessé de grandir;

Considérant que la suppression ou l'absorption du CPAS signifierait la remise en cause et le détricotage du système de protection sociale belge;

Considérant que sans être considéré comme un des piliers de la sécurité sociale, les CPAS sont cependant reconnus comme étant un de ses instruments par la Charte de l'assuré social;

Considérant que le secret professionnel qui lie tant les mandataires que les membres du personnel des CPAS constitue une pierre angulaire de ce système de solidarité;

Le Conseil communal d'Etterbeek

1° Se prononce contre la fusion commune/CPAS;

2° S'engage à défendre l'autonomie du CPAS;

3° Affirme sa volonté d'améliorer, dans le cadre légal existant, grâce notamment au comité de concertation Commune/CPAS, les synergies et les coopérations indispensables entre la Commune et le CPAS au seul profit des usagers.

Proposition d'amendement unique déposée par Monsieur Arnaud Van Praet au nom de la LB

Motion en faveur de synergies entre commune et CPAS.

Le Conseil communal d'Etterbeek,

Considérant que le CPAS dispose d'une personnalité juridique propre et d'un fonctionnement organique distinct de la commune ;

Considérant que le CPAS, de par ses missions spécifiques, reconnues par la loi, est soumis à des contraintes particulières, notamment quant au respect de la vie privée de ses usagers ; qu'en outre, le respect du secret professionnel de ses agents est une nécessité sociale impérieuse ;

Considérant que les mesures déjà existantes, telle la présence du président du CPAS au sein du Collège communal, renforçant l'échange d'informations et l'harmonisation des stratégies, n'ont en rien porté atteinte au statut et aux missions du CPAS ;

Considérant qu'il en est de même des synergies ou des collaborations déjà existantes, au sein de la Commune d'Etterbeek, lesquelles visent à renforcer la qualité du service au citoyen, la complémentarité entre les services et les économies d'échelles entre les deux entités ;

Considérant que de nouvelles synergies entre la commune et le CPAS peuvent s'inscrire dans une logique similaire d'efficacité et de bonne gouvernance, sans préjudice des missions sociales confiées au CPAS ;

Considérant que le principe de synergies entre ces deux institutions n'induit en rien la fusion de celles-ci, ni une atteinte aux prérogatives du Conseil de l'action sociale dans ses missions d'aide aux personnes ;

Considérant, en outre, le projet etterbeekois de regroupement, au sein d'un même centre administratif, des administrations de la Commune et du CPAS, lequel constitue

un facteur favorable à diverses synergies et à une plus grande connaissance mutuelle du travail des deux institutions ;

SE PRONONCE

- en faveur de l'autonomie du CPAS dans toute matière qui relève de ses missions fondamentales d'aide aux personnes;
- en faveur de synergies entre commune et CPAS dès lors qu'elles tendent à renforcer la qualité du service au citoyen, la complémentarité entre les services ou les économies d'échelles entre les deux entités ;
- en faveur de la présentation au Conseil communal d'un rapport triennal, présenté en marge de la note d'orientation, présentant les avancées et les avantages des synergies mises en œuvre.

Proposition d'amendement déposée en séance par Monsieur Vincent De Wolf

Le Bourgmestre propose de remplacer le premier tiret du dispositif de la motion par:

- *"en faveur de l'autonomie du CPAS dans toute matière qui relève de ses missions fondamentales d'aide aux personnes, **et dès lors radicalement opposé à toute fusion des deux institutions**".*

Proposition d'amendement déposée en séance par Monsieur André du Bus

Monsieur du Bus propose de remplacer:

1. le titre de la motion par "*Motion en faveur de synergies entre **la Commune d'Etterbeek et son CPAS***";
2. le premier tiret du dispositif par : "*en faveur de l'autonomie du CPAS **d'Etterbeek** dans toute matière qui relève de ses missions fondamentales d'aide aux personnes, et dès lors radicalement opposé à toute fusion des deux institutions"* ;
3. le deuxième tiret du dispositif par : "*en faveur de synergies entre **la commune d'Etterbeek et son CPAS**, dès lors qu'elles tendent à renforcer la qualité du service au citoyen, la complémentarité entre les services ou les économies d'échelles entre les deux entités"*;

Motion définitive

Motion en faveur de synergies entre la Commune d'Etterbeek et son CPAS.

Le Conseil communal d'Etterbeek,

Considérant que le CPAS dispose d'une personnalité juridique propre et d'un fonctionnement organique distinct de la commune ;

Considérant que le CPAS, de par ses missions spécifiques, reconnues par la loi, est soumis à des contraintes particulières, notamment quant au respect de la vie privée de ses usagers ; qu'en outre, le respect du secret professionnel de ses agents est une

nécessité sociale impérieuse ;

Considérant que les mesures déjà existantes, telle la présence du président du CPAS au sein du Collège communal, renforçant l'échange d'informations et l'harmonisation des stratégies, n'ont en rien porté atteinte au statut et aux missions du CPAS ;

Considérant qu'il en est de même des synergies ou des collaborations déjà existantes, au sein de la Commune d'Etterbeek, lesquelles visent à renforcer la qualité du service au citoyen, la complémentarité entre les services et les économies d'échelles entre les deux entités ;

Considérant que de nouvelles synergies entre la commune et le CPAS peuvent s'inscrire dans une logique similaire d'efficacité et de bonne gouvernance, sans préjudice des missions sociales confiées au CPAS ;

Considérant que le principe de synergies entre ces deux institutions n'induit en rien la fusion de celles-ci, ni une atteinte aux prérogatives du Conseil de l'action sociale dans ses missions d'aide aux personnes ;

Considérant, en outre, le projet etterbeekois de regroupement, au sein d'un même centre administratif, des administrations de la Commune et du CPAS, lequel constitue un facteur favorable à diverses synergies et à une plus grande connaissance mutuelle du travail des deux institutions ;

SE PRONONCE

- en faveur de l'autonomie du CPAS d'Etterbeek dans toute matière qui relève de ses missions fondamentales d'aide aux personnes, et dès lors radicalement opposé à toute fusion des deux institutions ;
- en faveur de synergies entre la commune d'Etterbeek et son CPAS, dès lors qu'elles tendent à renforcer la qualité du service au citoyen, la complémentarité entre les services ou les économies d'échelles entre les deux entités ;
- en faveur de la présentation au Conseil communal d'un rapport triennal, présenté en marge de la note d'orientation, présentant les avancées et les avantages des synergies mises en œuvre.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Oui, Monsieur le Président. Donc là, je découvre effectivement l'amendement unique auquel je faisais succinctement référence dans ma précédente intervention. Donc effectivement, je voudrais d'abord juste présenter la raison pour laquelle cette motion a été déposée. Il s'est avéré selon les derniers développements dont j'ai pu avoir connaissance, que l'Etat fédéral envisageait de faire en sorte que, ce ne soit pas les régions qui se prononcent sur la possibilité de fusionner ou non « Communes et CPAS », mais que ce seraient les communes qui devront directement prendre position contre ou pour cette volonté de fusion. Et donc à partir du moment où, même si la presse a déjà fait écho de différentes déclarations rassurantes, quant à cette volonté de ne pas envisager de fusion « Commune-CPAS » ici à Etterbeek, je reste néanmoins quelque peu craintif par rapport à l'affirmation claire de refus de toute fusion. J'ai l'impression que la manière dont les choses sont tournées, ne fait pas obstacle à une fusion de certains services ou de certaines parties des missions du CPAS. Je pourrais peut-être me rassurer là-dessus, mais il est évident que la proposition de motion que j'ai déposée (...) se veut ferme et explicite quant à un refus de fusion « Communes et

CPAS ». Même si j'entends bien qu'il y a une proposition d'amendement unique de la Liste du Bourgmestre, si je lis bien, je vais quand même reprendre la motion telle que je l'avais motivée pour ce conseil (...) ».

Monsieur Gasia lit sa proposition de motion.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Merci Monsieur le Président. Le texte que vous proposez, Monsieur Gasia, est connu. Je pense que c'est la version de Watermael-Boitsfort. C'est un texte, qui à notre estime, n'insistait pas suffisamment sur la plus-value pour les deux institutions, pour les habitants, les administrés, sur l'intérêt, la pertinence de chercher à avoir des synergies. C'était essentiellement un texte défensif, négatif et la position du Collège était d'avoir une motion qui soit positive dans une bonne dynamique de rapprochement entre les CPAS. Je pense qu'il ressort de la lecture de ce texte, qu'il y a une opposition claire à la fusion, dès lors que l'on réaffirme l'importance capitale, que le CPAS reste maître des missions sociales, qui lui sont confiées par la Loi, que le CPAS conserve son autonomie totale dans le cadre de ces mêmes missions et que nous ne faisons que l'aider pour des synergies qui ne visent pas à phagocyter le CPAS, mais qui sont uniquement conditionnées par l'existence d'une utilité publique pour le citoyen, pour les institutions et pour les finances des communes et des CPAS, qui sont, on le sait, de plus en plus en difficulté. Et ce texte avait l'avantage également de demander une démonstration à échéance similaire à celle de la note d'orientation triennale et une présentation de comment évoluent ces synergies et quels avantages elles ont particulièrement pour les citoyens. Je ne relirai pas le texte en entier (...) mais si vous souhaitez que l'on rajoute clairement la mention que : « Par la présente le conseil se prononce en défaveur de la fusion », je n'y ai pas du tout d'objection ».

Monsieur Gasia répond :

« (...) C'est exactement ça, donc autrement dit, si on rajoute le point que vous venez de souligner en défaveur ou contre la fusion « Communes-CPAS », nous, on n'a pas de problème à voter l'amendement que vous déposez ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Buyani :

« (...) En tout cas, nous vous rappelons (...) le point de vue du groupe socialiste. Le groupe socialiste est totalement contre la fusion entre la Commune et le CPAS. (...) Pour nous, l'autonomie du CPAS est importante et nous souhaitons que son rôle soit renforcé et soutenu. Par contre, comme beaucoup le disent, nous sommes tout à fait (...) pour le renforcement des synergies entre les deux institutions. Il ne faut pas oublier que notre système de protection sociale est un des meilleurs du monde. Le CPAS est un des piliers de notre sécurité sociale. En tant que socialiste, nous refusons catégoriquement toute initiative qui aboutirait à réduire le rôle de notre CPAS. Pour toutes ces raisons, nous soutiendrons sans hésiter, toute motion visant le refus de la fusion entre les deux institutions. Merci Monsieur le Président ».

Le Bourgmestre prend la parole :

« Donc Monsieur le Chef de groupe, nous allons vous satisfaire, parce que nous proposons dans l'amendement de Monsieur Van Praet, dans la partie « Dispositif », que le premier tiret devienne ceci : « se prononce en faveur de l'autonomie du CPAS dans toute matière qui relève de ses missions fondamentales d'aide aux personnes, en défaveur totale, dès lors à toute fusion des deux institutions ». Ca a le mérite d'être clair.

Et puis le reste est inchangé : « en faveur des synergies entre Communes et CPAS, dès lors qu'elles tendent à renforcer la qualité du service du Citoyens, la complémentarité des services ou les économies d'échelle entre les deux entités, en faveur de la

présentation au Conseil communal d'un rapport (...) triennal, présenté en marge de la note d'orientation présentant les avancées et les avantages des synergies mises en œuvre » ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Merci Monsieur le Président. Nous sommes tout à fait favorables aux deux motions telles qu'elles sont proposées. Je voudrais simplement mettre une toute petite nuance, parce qu'à la lecture des deux motions, il n'apparaît pas suffisamment clairement, qu'il s'agit d'un texte applicable uniquement entre la commune d'Etterbeek et le CPAS d'Etterbeek. Donc, je ne voudrais pas que cette motion, telle que nous la soutiendrons, puisse apparaître comme étant une motion de principe, dès lors que ce n'est pas le cas à Bruxelles. Mais vous n'êtes pas sans savoir qu'il existe des projets de fusion de CPAS et de communes, qui en Wallonie ont un sens réel, de par, précisément, la petite taille des communes envisagées, où les synergies sont à ce point évidentes, que une fusion s'impose. (...) ».

Le Bourgmestre répond :

« Pour nous, il s'agit d'un texte qui est applicable à Bruxelles, puisque vous n'êtes pas sans savoir effectivement, que les lois maintenant sont régionalisées en la matière, que en Flandre, il y a une vraie volonté, mais presque obligatoire de fusionner, que la Wallonie s'oriente vers la possibilité volontaire de fusion, ce qui se justifie, vu la taille de certaines entités, et que à Bruxelles, l'ensemble des parties sont d'accord pour dire qu'il ne faut pas de fusionnement. Pour nous, ce texte ci est un texte bruxellois pour les 19 Communes et CPAS. Mais on peut le préciser si vous le voulez : « Bruxellois » en dernier mot ? ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Excusez-moi, mais j'ai une petite réserve quand même, parce que comme je vous l'ai signalé au début de mon intervention, il ressort des dernières informations que j'ai recueillies, (...) que la volonté du gouvernement fédéral sera de ne pas passer par les Régions, mais de faire en sorte que les communes se prononcent individuellement sur leur volonté ou non de fusionner (...) ».

Le Bourgmestre répond :

« Il est possible que le texte fédéral laisse la possibilité de fusionner ou non (...). Mais donc, ça, ce serait dans la loi fédérale et puis après chaque entité peut décider de fusionner ou non. Et donc nous ici sur Bruxelles, on dit qu'on ne veut pas fusionner ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je comprends qu'on le dise déjà. (...) Moi je n'ai pas de problème qu'on le dise pour Bruxelles, mais qu'on le rappelle aussi pour Etterbeek (...) ».

Le Bourgmestre répond :

« Mais Etterbeek est dans la Région bruxelloise ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« A partir du moment où c'était une décision qui risque devenir une décision (...) propre à chaque commune, ça a son importance de rappeler que c'est aussi une décision etterbeekoise.

Monsieur du Bus répond :

La chute de mon intervention, c'était simplement de suggérer dans le dispositif qui est le vôtre, Monsieur le Président, c'est de dire « se prononce en faveur de l'autonomie du CPAS d'Etterbeek » et deuxième tiret : « en faveur de synergies entre la Commune

Le Conseil approuve le projet de motion amendée (amendement de Monsieur Van Praet + amendement de Monsieur du Bus).

(3 amendements)

31 votants : 31 votes positifs.

Motie van de heer Christophe Gasia betreffende de weigering om de gemeenten te fusioneren met de OCMW's

gelet op het feit dat de kwestie van de fusie van de gemeenten met de OCMW's op de politieke agenda staat;

overwegende dat de federale regering van plan is het wettelijk kader te wijzigen om een organieke integratie van de gemeentebesturen en de OCMW's mogelijk te maken;

overwegende dat de algemene beleidsnota van de Waalse regering beoogt de gemeenten en de OCMW's op vrijwillige basis te fusioneren;

overwegende dat de integratie van de OCMW's in de gemeentebesturen in Vlaanderen definitief goedgekeurd werd door de Vlaamse regering;

overwegende dat de Brusselse algemene beleidsverklaring van de OCMW's de speerpunten van het lokale sociale beleid wil maken; dat ze deze nog wil versterken door ze te herfinancieren en aan te moedigen om lokaal op te treden als coördinator van het plan voor de bestrijding van armoede;

overwegende dat dit voornemen op termijn in het gedrang dreigt te komen wanneer de OCMW's niet meer bestaan in Vlaanderen en hun aantal zal slinken in Wallonië;

overwegende dat het OCMW net zoals elke andere instelling moet kunnen evolueren, zowel wat zijn werking als zijn opdrachten betreft;

overwegende dat er andere manieren bestaan om de noodzakelijke evoluties door te voeren in de instelling, onder andere door de synergieën en samenwerkingsverbanden tussen de OCMW's of met de gemeente te versterken, door OCMW-verenigingen op te richten of door alle diensten inzake zorgverlening aan personen bij de OCMW's onder te brengen;

overwegende dat de OCMW's in hun 40-jarig bestaan uitgegroeid zijn tot instrumenten voor openbare solidariteit met een steeds ruimere rol;

overwegende dat de afschaffing op opsorping van het OCMW zou neerkomen op een aantasting en afbouw van het Belgische socialezekerheidsstelsel;

overwegende dat de OCMW's, zonder dat ze beschouwd worden als een van de pijlers van de sociale zekerheid, niettemin door het Handvest van de sociaal verzekerde erkend worden als een van de instrumenten ervan;

overwegende dat het beroepsgeheim, waar zowel mandatarissen als personeelsleden van het OCMW aan gebonden zijn, een hoeksteen van dit solidariteitsstelsel vormt;

De gemeenteraad van Etterbeek:

- 1° spreekt zich uit tegen de fusie van gemeente en OCMW;
- 2° verbindt zich ertoe de autonomie van de OCMW's te verdedigen;
- 3° benadrukt dat hij, binnen het bestaande wettelijke kader, onder andere met behulp van het overlegcomité gemeente/OCMW, de noodzakelijke synergieën en samenwerkingsverbanden tussen de gemeente en het OCMW wil verbeteren en dat zuiver in het belang van de gebruiker.

Voorstel enkel amendement ingediend door de heer Arnaud Van Praet in naam van de LB

Motie vóór synergieën tussen gemeente en OCMW

De gemeenteraad van Etterbeek,

overwegende dat het OCMW beschikt over een eigen rechtspersoonlijkheid en over een organieke werking apart van de gemeente;

overwegende dat het OCMW, door zijn specifieke opdrachten, die door de wet erkend zijn, onderworpen is aan bijzondere verplichtingen, met name wat het respect voor het privéleven van zijn gebruikers betreft; dat het naleven van het beroepsgeheim door haar ambtenaren bovendien een absolute sociale noodzaak is;

overwegende dat de reeds bestaande maatregelen, zoals de aanwezigheid van de voorzitter bij de gemeenteraad, die het uitwisselen van informatie en het harmoniseren van strategieën versterken, helemaal geen afbreuk gedaan hebben aan het statuut en de opdrachten van het OCMW;

overwegende dat hetzelfde geldt voor de reeds bestaande synergieën en samenwerkingsverbanden, in de gemeente Etterbeek, die ernaar streven de kwaliteit van de dienstverlening aan de burger te versterken, de complementariteit van de diensten te verhogen en de schaalvoordelen van beide instellingen te vergroten;

overwegende dat nieuwe synergieën tussen de gemeente en het OCMW in de lijn kunnen liggen van een gelijkaardige logica van doeltreffendheid en behoorlijk bestuur, zonder afbreuk te doen aan de sociale opdrachten die aan het OCMW toevertrouwd werden.

overwegende dat het principe van synergieën tussen deze twee instellingen helemaal geen fusie van deze instellingen met zich meebrengt, noch afbreuk doet aan de voorrechten van de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn opdrachten van hulp aan personen.

overwegende dat het Etterbeekse project dat het bestuur van de gemeente en het OCMW in eenzelfde administratief centrum wil samenbrengen, een gunstige factor is voor verschillende synergieën en voor een betere wederzijdse kennis van het werk van beide instellingen;

SPREEKT ZICH UIT

- vóór de autonomie van het OCMW in alle onderwerpen die onder zijn fundamentele opdrachten van hulp aan personen vallen ;

- vóór synergieën tussen gemeente en OCMW gezien die ernaar streven de kwaliteit van de dienstverlening aan de burger te versterken, de complementariteit van de diensten te verhogen en de schaalvoordelen van beide instellingen te vergroten ;
- vóór de voorstelling aan de gemeenteraad van een driejaarlijks rapport, voorgesteld in de marge van de oriëntatienota, dat de vooruitgang en de voordelen van de krachtenbundeling voorstelt.

Voorstel amendement ingediend tijdens de zitting door de heer Vincent de Wolf

De burgemeester stelt voor om het eerste gedachtestreepje in het beschikkend gedeelte van de motie te vervangen door:

- *"vóór de autonomie van het OCMW in alle onderwerpen die onder zijn fundamentele opdrachten van hulp aan personen vallen, **en dus volkomen tegen elke fusie tussen de twee instellingen**";*

Voorstel amendement ingediend tijdens de zitting door de heer André du Bus

De heer du Bus stelt volgende vervangingen voor:

1. de titel van de motie door :*"Motie vóór synergieën tussen **de gemeente Etterbeek en haar OCMW**";*
2. het eerste gedachtestreepje in het beschikkend gedeelte door :*" vóór de autonomie van het OCMW **van Etterbeek** in alle onderwerpen die onder zijn fundamentele opdrachten van hulp aan personen vallen, en dus volkomen tegen elke fusie tussen de twee instellingen";*
3. het tweede gedachtestreepje in het beschikkend gedeelte door :*" vóór synergieën tussen **de gemeente Etterbeek en haar OCMW** gezien die ernaar streven de kwaliteit van de dienstverlening aan de burger te versterken, de complementariteit van de diensten te verhogen en de schaalvoordelen van beide instellingen te vergroten".*

Definitieve motie

Motie vóór synergieën tussen de gemeente Etterbeek en haar OCMW

De gemeenteraad van Etterbeek,

overwegende dat het OCMW beschikt over een eigen rechtspersoonlijkheid en over een organieke werking apart van de gemeente;

overwegende dat het OCMW, door zijn specifieke opdrachten, die door de wet erkend zijn, onderworpen is aan bijzondere verplichtingen, met name wat het respect voor het privéleven van zijn gebruikers betreft; dat het naleven van het beroepsgeheim door haar ambtenaren bovendien een absolute sociale noodzaak is;

overwegende dat de reeds bestaande maatregelen, zoals de aanwezigheid van de voorzitter bij de gemeenteraad, die het uitwisselen van informatie en het harmoniseren van strategieën versterken, helemaal geen afbreuk gedaan hebben aan het statuut en de

opdrachten van het OCMW;

overwegende dat hetzelfde geldt voor de reeds bestaande synergieën en samenwerkingsverbanden, in de gemeente Etterbeek, die ernaar streven de kwaliteit van de dienstverlening aan de burger te versterken, de complementariteit van de diensten te verhogen en de schaalvoordelen van beide instellingen te vergroten;

overwegende dat nieuwe synergieën tussen de gemeente en het OCMW in de lijn kunnen liggen van een gelijkaardige logica van doeltreffendheid en behoorlijk bestuur, zonder afbreuk te doen aan de sociale opdrachten die aan het OCMW toevertrouwd werden.

overwegende dat het principe van synergieën tussen deze twee instellingen helemaal geen fusie van deze instellingen met zich meebrengt, noch afbreuk doet aan de voorrechten van de raad voor maatschappelijk welzijn in zijn opdrachten van hulp aan personen.

overwegende dat het Etterbeekse project dat het bestuur van de gemeente en het OCMW in eenzelfde administratief centrum wil samenbrengen, een gunstige factor is voor verschillende synergieën en voor een betere wederzijdse kennis van het werk van beide instellingen;

SPREEKT ZICH UIT

- vóór de autonomie van het OCMW van Etterbeek in alle onderwerpen die onder zijn fundamentele opdrachten van hulp aan personen vallen, en dus volkomen tegen elke fusie tussen de twee instellingen;
- vóór synergieën tussen de gemeente Etterbeek en haar OCMW gezien die ernaar streven de kwaliteit van de dienstverlening aan de burger te versterken, de complementariteit van de diensten te verhogen en de schaalvoordelen van beide instellingen te vergroten;
- vóór de voorstelling aan de gemeenteraad van een driejaarlijks rapport, voorgesteld in de marge van de oriëntatienota, dat de vooruitgang en de voordelen van de krachtenbundeling voorstelt.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ja, mijnheer de voorzitter. Daar ontdek is dus het enkel amendement waarnaar ik in mijn vorige interventie als in het kort naar verweest. Ik zou inderdaad graag eerst uitleggen waarom deze motie werd ingediend. Uit de laatste ontwikkelingen waar ik kennis van kon nemen is gebleken dat de federale staat van plan was om ervoor te zorgen dat het niet de gewesten zullen zijn die zich uitspreken over de mogelijkheid om al dan niet “Gemeenten en OCMW” te fuseren, maar dat het de gemeenten zouden zijn die stelling zullen moeten nemen voor of tegen een fusie. Hoewel de pers al verschillende geruststellende verklaringen verspreid heeft over de wil om in Etterbeek de gemeente en het OCMW niet te fuseren, blijf ik toch wat vreesachtig ten opzichte van een duidelijke verklaring waarin elke fusie geweigerd wordt. Ik heb de indruk dat de manier waarop de zaken zich keren geen obstakel vormt voor een fusie van bepaalde diensten of van bepaalde onderdelen van de opdrachten van het OCMW. Ik zou me hierover gerust kunnen stellen, maar het is duidelijk dat het motievoorstel dat ik ingediend heb (...) graag stellig en duidelijk wil zijn over de weigering van een fusie “Gemeenten en OCMW”. Ook al begrijp ik goed dat er een voorstel van een enkel amendement is van de lijst van de burgemeester, als ik goed lees, toch ga ik de motie

overnemen zoals ik ze voor de raad gemotiveerd heb (...).”

De heer Gasia leest zijn motievoorstel.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. De tekst die u voorstelt, mijnheer Gasia, is gekend; ik denk dat het de versie is van Watermaal-Bosvoorde; Het is een tekst die, volgens onze inschatting, onvoldoende de nadruk legde op de meerwaarde voor de twee instellingen, voor de inwoners, de ingezetenen, op het belang en de relevantie om te zoeken naar krachtenbundelingen. Het was voornamelijk een defensieve, negatieve tekst en het standpunt van het College was om een positieve motie te hebben met een goede dynamiek voor een toenadering tussen de OCMW's. Bij het lezen van de tekst blijkt dat er duidelijk bezwaar is tegen de fusie gegeven het feit dat men opnieuw het grote belang bevestigt dat het OCMW baas blijft over de sociale opdrachten, die haar door de wet zijn toegekend, dat het OCMW haar volledige autonomie behoudt over deze opdrachten en dat we haar enkel helpen met krachtenbundelingen die niet tot doel hebben het OCMW op te slokken, maar enkel aan voorwaarden onderworpen zijn omdat er een openbaar nut is voor de burger, voor de instellingen en voor de financiën van de gemeenten en het OCMW dat, dat weten we, steeds meer moeilijkheden heeft. Deze tekst had ook het voordeel dat hij om een demonstratie vroeg met een termijn die soortgelijk is aan de driejaarlijkse oriëntatienota, een voorstelling van hoe de krachtenbundelingen evolueren en van de voordelen die ze hebben, voornamelijk voor de burger. Ik zal niet de hele tekst opnieuw lezen (...) maar als u wenst dat wij duidelijk de vermelding toevoegen: “Hiermee spreekt de raad zich uit ten nadele van de fusie.”, dan heb ik daar geen enkel bezwaar tegen.”

De heer Gasia geeft antwoord:

“(...) Dat klopt inderdaad, dus anders gezegd: als we het punt toevoegen, dat u zonet benadrukt hebt, ten nadele van of tegen de fusie “Gemeenten-OCMW”, dan hebben wij er geen probleem mee het amendement dat u indient, goed te keuren.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Buyani:

“(...) In elk geval brengen wij u (...) het standpunt van de socialistische fractie in herinnering. De socialistische fractie is absoluut tegen de fusie van de gemeente en het OCMW. (...) Voor ons is de autonomie van het OCMW belangrijk en wij willen graag dat haar rol versterkt en gesteund wordt. Zoals velen zeggen, zijn wij echter absoluut (...) voor een sterkere bundeling van de krachten van beide instellingen. Men mag niet vergeten dat ons sociale beschermingssysteem een van de beste ter wereld is. Het OCMW is een van de steunpilaren van onze sociale zekerheid. Als socialist weigeren wij onvoorwaardelijk elk initiatief dat de rol van ons OCMW zou verkleinen. Om al deze redenen zullen wij zonder aarzelen elk emotie steunen die tot doel heeft een fusie tussen deze twee instelling te weigeren. Bedankt, mijnheer de voorzitter.”

De burgemeester neemt het woord:

“Dus mijnheer de fractieleider, zullen wij u tevredenstellen want in het amendement van de heer Van Praet stellen wij in het stuk “Beschikking” voor dat het eerste punt het volgende wordt “spreekt zich in het voordeel uit van de autonomie van het OCMW op elk gebied van haar fundamentele opdrachten van hulp aan personen en absoluut in het nadeel van elke fusie van de twee instellingen.” Dat verdient duidelijkheid.

De rest blijft ongewijzigd: “in het voordeel van een krachtenbundeling tussen gemeenten en OCMW als zij tot doel hebben de kwaliteit van de dienstverlening aan de burger te versterken, de complementariteit van de diensten te verhogen of de schaalvoordelen van beide instellingen te vergroten; in het voordeel van een voorstelling aan de gemeenteraad van een (...) driejaarlijks rapport die in de marge

van de oriëntatienota wordt voorgesteld en de vooruitgang en de voordelen van de krachtenbundeling voorstelt.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Bedankt, mijnheer de voorzitter. Wij zijn zeker voor de twee moties zoals ze voorgesteld worden. Ik zou enkel een kleine nuance willen maken omdat het bij het lezen van beide moties niet voldoende duidelijk is dat het gaat om een tekst die enkel van toepassing kan zijn tussen de gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek. Ik zou niet willen dat deze motie, zoals wij ze zullen steunen, gezien kan worden als een principemotie gezien het niet het geval is in Brussel. Maar u weet dat er fusieproject van het OCMW en de gemeenten zijn, die in Wallonië werkelijk betekenis hebben, waar de krachtenbundeling op dit punt zo duidelijk is, dat een fusie zich opdringt. Vandaar juist het kleine detail van de betrokken gemeenten.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Voor ons gaat het om een tekst die van toepassing is op Brussel, aangezien u ook weet dat de wetten over deze materie zich op gewestelijk niveau bevinden, dat er in Vlaanderen een grote wil is om te fusioneren, bijna een verplichting, dat Wallonië neigt naar een vrijwillige mogelijkheid tot fusie, wat te rechtvaardigen is gezien de grootte van bepaalde instellingen, en dat in Brussel de partijen het erover eens zijn dat er geen fusie nodig is. Voor ons is dit een Brusselse tekst voor de 19 gemeenten en OCMW's. Maar we kunnen dit verduidelijken als u dat went: “Brussels” als laatste woord?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Excuseert u mij, maar ik ben hier wat terughoudend. Zoals ik aan het begin van mijn interventie aangegeven heb, blijkt het namelijk uit mijn laatste informatie (...) dat de federale overheid niet via de gewesten wil gaan, maar ervoor wil zorgen dat de gemeenten zich individueel kunnen uitspreken over hun wil om al dan niet te fuseren (...).”

De burgemeester geeft antwoord:

“Het is mogelijk dat de federale tekst de mogelijkheid laat al dan niet te fuseren (...). Maar dat zou opgenomen zijn in de federale wet en vervolgens kan elke overheid beslissen om al dan niet te fuseren. En hier in Brussel zeggen we dus dat we niet willen fuseren.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik begrijp dat men dat al zegt. (...). Ik heb er geen probleem mee dat men dat voor Brussel zegt, maar dat men dat ook voor Etterbeek herhaalt (...).”

De burgemeester geeft antwoord:

“Maar Etterbeek ligt in het Brussels Gewest.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Van het moment waarop het een beslissing is die weleens een beslissing (...) van elke gemeente kan worden, heeft het zin om te herhalen dat het ook een beslissing van Etterbeek is.”

De heer du Brus geeft antwoord:

De ontknoping van mijn interventie was enkel in uw bepaling te suggereren, mijnheer de voorzitter, “spreekt zich in het voordeel uit van de autonomie van het OCMW van Etterbeek” en tweede punt: “in het voordeel van een krachtenbundeling tussen de gemeente Etterbeek en haar OCMW”.

De raad keurt de geamendeerde ontwerpakte van de motie goed (amendement van de heer Arnaud Van Praet + amendement van de heer André du Bus).

(3 amendementen)

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

29.06.2015/A/0034 **Interpellation de Monsieur John Buyani Ilungu concernant un des désagréments causés par les travaux en cours à l'ex-bâtiment des Finances, rue des Champs**

LES FAITS

Le matériel entreposé sur l'espace public par l'entrepreneur des travaux repris sous rubrique a bloqué le passage réservé aux personnes à mobilité réduite ou aux parents ayant une poussette pour entrer à la poste.

Suite à la plainte de quelques citoyens, nous sommes allés vérifier les faits sur place et ce, début mai 2015.

Ayant constaté nous-même la réalité du problème, nous avons demandé immédiatement à Monsieur Rik JELLEMA, Echevin chargé des Travaux publics et de la voirie, de faire le nécessaire pour mettre fin à ce désagrément.

Nous apprécions avec bonheur l'efficacité et l'efficacité de l'intervention de Monsieur JELLEMA et de ses collaborateurs. Tout est redevenu en ordre en très peu de temps. Cela dit, il nous semble normal de poser des questions.

QUESTIONS

1. Pourquoi ce problème n'a-t-il pas été constaté plus tôt par l'Echevin et ses collaborateurs?
2. Travaillent-ils en collaboration avec le service de Prévention? Cela dit, comment cela se passe-t-il?

Nous vous remercions d'avance, Monsieur le Président, pour l'attention que vous porterez à nos questions.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Buyani, je vous remercie pour votre interpellation. Premièrement, Monsieur Buyani, vous devez savoir que les travaux en question ne sont pas des travaux communaux. Ce sont des travaux qui sont menés dans un bâtiment qui est devenu communal, parce que nous en avons acquis la propriété. Cela étant fait, nous avons conclu un contrat d'emphytéose avec l'Institut « Reine Fabiola » qui doit quitter le bloc technique, puisqu'il va être démolé pour les Jardins de la Chasse et c'est donc l'école « Reine Fabiola » qui, avec des subsides du fonds des bâtiments scolaires, fait des travaux d'aménagement, pour installer les futures étudiantes et assistantes infirmières de son école.

Nous sommes donc totalement étrangers à ces travaux. Il s'agit de travaux privés faits par un pouvoir organisateur qui nous est étranger. Et l'entrepreneur, effectivement, a été menacé à plusieurs reprises par nos services, parce qu'il n'a pas respecté les règles de sécurité de commodités de passage. Il s'est à chaque fois plié à nos exigences, raison pour laquelle les sanctions administratives n'ont pas encore été infligées, vu que chaque fois il est rentré dans les normes.

Vous devez savoir qu'à l'avenir, la commune aura la possibilité de conférer à certains agents de la voirie, le statut d'officier de police judiciaire, dans le cadre de l'ordonnance Chantier. Que donc le montant des amendes pourra aller alors jusque

25.000€ par infraction. Ce qui serait évidemment beaucoup plus dissuasif. Actuellement quand des gardiens de la paix constatent une infraction, ils communiquent au Chef de service, qui communique, selon le cas, au service des travaux publics ou au service de la police.
Voilà, Monsieur Buyani, l'état actuel de mes informations ».

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer John Buyani Ilungu betreffende een van de ongemakken veroorzaakt door de werken aan het voormalige gebouw van Financiën in de Veldstraat

DE FEITEN

Het materiaal dat op de openbare weg geplaatst werd door de aannemer van de bovenvermelde werken heeft de doorgang belemmerd voor personen met beperkte mobiliteit of mensen met een kinderwagen die het postkantoor willen betreden. Naar aanleiding van de klachten van enkele burgers zijn wij de feiten begin mei 2015 ter plaatse gaan controleren.

Nadat we de problemen eigenhandig hadden vastgesteld, hebben we onmiddellijk aan de heer Rik Jellema, schepen van Openbare Werken en Wegenis gevraagd om het nodige te doen om dit ongemak te verhelpen.

We zijn zeer verheugd over de efficiëntie en doeltreffendheid van het optreden van de heer Jellema en zijn medewerkers. Alles is op zeer korte tijd weer in orde gekomen. Dit gezegd zijnde vinden we het vanzelfsprekend om hierover de volgende vragen te stellen.

VRAGEN

1. Hoe komt het dat de schepen en zijn medewerkers dit probleem niet eerder vastgesteld hebben?
2. Werken ze samen met de Preventiedienst? Hoe gaat dit in zijn werk?

Dank bij voorbaat.

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Buyani, ik dank u voor uw interpellatie. Allereerst, mijnheer Buyani, moet u weten dat de werkzaamheden waarover het gaat geen gemeentelijke werkzaamheden zijn. Het zijn werkzaamheden die uitgevoerd worden in een gebouw dat gemeentelijk geworden is omdat wij het eigendom ervan verworven hebben. Vervolgens hebben wij een erfpachtovereenkomst gesloten met het Instituut « Reine Fabiola » dat het technisch blok moet verlaten omdat het afgebroken zal worden voor het Jachthofproject en het is dus de school « Reine Fabiola » die, met subsidies van het fonds voor schoolgebouwen, aanpassingswerken uitvoert om er de toekomstige studenten en assistent-verpleegkundigen van haar school onder te brengen.

Wij hebben dus helemaal niets met deze werkzaamheden te maken. Het gaat om privéwerkzaamheden uitgevoerd door een organisatie waar wij niets mee te maken hebben. De aannemer werd inderdaad al verschillende keren door onze diensten gewaarschuwd omdat hij de veiligheidsregels voor een gemakkelijke doorgang niet heeft gerespecteerd. Elke keer heeft hij zich naar onze eisen geschikt. Dat is de reden waarom er nog geen administratieve sancties opgelegd werden aangezien hij opnieuw in regel is.

U moet weten dat de gemeente in de toekomst de mogelijkheid zal hebben om aan

bepaalde agenten het statuut van officier van gerechtelijke politie toe te kennen, in het kader van de ordonnantie betreffende bouwplaatsen. Het bedrag van de boetes zal dan kunnen oplopen tot € 25.000 per inbreuk. Dat zou zeker meer moeten afschrikken. Wanneer gemeenschapswachten nu een inbreuk vaststellen, geven zij dit door aan het diensthoofd die, naargelang het geval, communiceert met de dienst openbare werken of met de politie.

Zo, mijnheer Buyani, dit is de informatie waarover ik momenteel beschik.”

De raad hoort de interpellatie.

29.06.2015/A/0035 **Interpellation de Monsieur André du Bus relative à la présence du Chapiteau d'Aquitaine au Cinquantenaire**

Monsieur le Bourgmestre,

Chaque année, au mois de novembre, l'esplanade située devant les grilles du Parc du Cinquantenaire, côté avenue de Tervueren donc, accueille le chapiteau du Guignol d'Aquitaine.

Récemment, à l'occasion d'une tournée de ce Guignol dans la commune de Woluwe Saint Lambert, une action de sensibilisation était menée portant à la connaissance du public que la commune d'Etterbeek n'autorisait plus, cette année, la présence de la troupe devant le Cinquantenaire.

Pourriez-vous nous en dire davantage à ce propos :

- confirmez-vous le fait que le Chapiteau du Guignol d'Aquitaine a formulé une demande ?
- confirmez-vous la décision d'une réponse négative ?
- le cas échéant, pouvez-vous nous en donner les motivations ?

J'ajoute qu'à ma connaissance ce Guignol était particulièrement apprécié par le public qui le fréquentait, un public constitué de parents habitués à y conduire leurs enfants ou petits enfants, ces derniers attendant avec impatience le retour de ce Guignol porteur de nouvelles aventures.

Je vous remercie pour vos réponses.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Lenaers :

« Je fais un petit historique par rapport au théâtre d'Aquitaine. Donc cela fait plus de 15 ans que ces personnes viennent gratuitement et qu'ils [sic] restent en effet sur une période d'un mois (...) ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Je pense que cela veut dire qu'ils ne payent pas de droit de place, c'est ça ? ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Lenaers :

« Ils ne payent pas de droit de place, mais on ne leur fait rien payer pour les panneaux et tout le dispositif qui est mis en termes de communication pour leur évènement. Ça fait au moins trois ans que nous avons interpellé les responsables, en disant qu'à terme, ils seraient dans l'obligation de changer de lieu sur la commune, mais non pas

de quitter le territoire de la commune.

(...) Les motifs de cette modification sont divers. Tout d'abord, Monsieur du Bus, je suis un tout petit peu étonné que vous me dites que beaucoup (...) de parents et grands parents se plaignent de le voir disparaître de ce lieu. En tout cas, ça ne doit pas être des etterbeekois, puisque eux-mêmes font surtout de la promotion vers le Brabant Flamand, vers la province d'Anvers. Ils reconnaissent clairement que le public etterbeekois est très peu présent, à tel point que même les places données pour les écoles ne sont pas utilisées par l'ensemble des écoles, quel que soit le secteur scolaire, de même que pour les personnes qui fréquentent les stages.

Et je voudrais également rappeler que, en bonne intelligence et en bonne préparation, nous avons proposé un lieu qui se trouve entre les Casernes de gendarmerie, donc au Deuxième Régiment de Lanciers, pour une période de 6 semaines, où également il y a un fort taux de passage.

Je rappelle également, que depuis qu'ils sont là, depuis une quinzaine d'années, ils se sont déployés dans beaucoup de communes, dont Woluwe-Saint-Lambert, dont Forest, dont Watermael-Boitsfort, pour ne citer qu'elles.

Malheureusement ces personnes ont oublié une chose. C'est que nous travaillons toujours en collaboration, avec l'autre partenaire qui gère cet espace, à savoir l'IBGE et sous la tutelle probable de la Régie des bâtiments. Or la Régie des bâtiments vient d'adopter en interne une nouvelle réglementation, qui demande une taxe de 100 à 250 € par jour, pour toute activité commerciale qui a lieu sur le site du Cinquantenaire. Sachant cette disposition, nous n'avons pas précisé à ces personnes, en effet, qu'elles seraient taxées. Et quand elles ont appris ça, elles se sont dit qu'il ne serait peut-être plus possible de revenir sur le lieu. Ce que je n'apprécie absolument pas, Monsieur du Bus, par rapport à ces personnes, c'est que nous avons construit pendant deux ans, un état des lieux et nous avons expliqué aux personnes les désagréments qu'elles suscitaient notamment les désagréments qu'elles provoquaient aux riverains et le problème également lié (...) au prestige du site, pour lequel l'IBGE et la Régie des bâtiments commençaient à nous demander tout doucement de pouvoir mieux cadrer le dispositif. La porte a toujours été ouverte, on leur a expliqué les choses et elles ont essayé de revenir via l'IBGE qui était contre également. Donc à partir de ce moment là, lancer une pétition dans une autre commune, le bourgmestre l'a rappelé, c'est Jean-Claude Laurent qui les avait fait venir en Région Bruxelloise, ça me pose vraiment une question de correction. Eux-mêmes soulignent que les etterbeekois ne seront pas présents et il suffit de faire un sondage même là où il y a le cœur de cible. Je trouve cela vraiment dommage, mais la politique reste le fait d'accueillir tout type d'animations et de proposer d'autres lieux et pourquoi pas dans le quartier de la chasse, et justement c'est ce qu'on leur a expliqué, ils peuvent peut-être offrir aux personnes habitant les logements sociaux des places pour les faire venir. Voilà ! ».

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Je trouve que c'est l'intérêt précisément de poser des questions, c'est quand on recueille des informations un peu plus éclairantes sur une négociation qui apparemment avait commencé il ya deux ans, trois ans ? ».

Monsieur Lenaers répond :

« Trois ans, car nous savions qu'à l'époque la Régie des bâtiments voulait modifier son règlement intérieur, afin de demander une taxe pour toute activité commerciale. La Régie des bâtiments compte aussi le temps de montage et du démontage. Ces gens ne savent rien gagner économiquement, que du contraire ! ».

Monsieur du Bus prend la parole :

« J'apprends aussi qu'ils se déploient sur d'autres communes, donc en fait, sur la population bruxelloise, il n'y a pas une grande frustration d'après ce que j'entends.

J'accepte vos réponses mais ne manquerai pas de les relayer auprès des personnes qui avaient manifesté leurs inquiétudes sur la disparition potentielle de ce théâtre ».

Monsieur Lenaers répond :

« (...) Ecoutez, Monsieur du Bus, ça me fera grand plaisir, surtout que vous avez l'ensemble des éléments, je serai curieux de connaître leur réaction ».

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer André du Bus betreffende de aanwezigheid van het Chapiteau d'Aquitaine in het Jubelpark

Mijnheer de burgemeester,

Elk jaar in de maand november slaat het poppentheater Chapiteau d'Aquitaine zijn tenten op voor het Jubelpark, op het voorplein aan de kant van de Tervurenlaan.

Recent werd het publiek tijdens een voorstelling in de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe erop gewezen dat de gemeente Etterbeek dit jaar nog geen geen toelating gegeven heeft aan het gezelschap om zijn tent op te slaan voor het Jubelpark.

Kunt u ons hierover meer uitleg verschaffen:

- Bevestigt u dat de Chapiteau du Guignol d'Aquitaine een aanvraag heeft ingediend?
- Bevestigt u dat de gemeente de aanvraag heeft afgewezen?
- Indien ja, gelieve dan de redenen hiervoor op te geven

Ik voeg hier nog aan toe dat dit poppentheater bij mijn weten bijzonder populair was bij het bezoekerspubliek, bestaande uit ouders die het gewend zijn om hun kinderen of kleinkinderen naar het poppentheater te brengen, en uit kinderen die halsreikend uitkijken naar de terugkeer van het theater, met tal van nieuwe avonturen.

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Lenaers:

"Ik schets kort de geschiedenis van het Aquitaine theater. Al meer dan 15 jaar komen zij hier gratis naartoe voor een periode van één maand (...)."

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

"Ik denk dat dit willen zeggen dat zij geen plaatsrecht betalen, is het dat?"

De burgemeester geeft het woord aan de heer Lenaers:

"Ze betalen geen plaatsrecht, maar we laten hen niet betalen voor de panelen en andere communicatiemiddelen voor hun evenement. Al drie jaar lang spreken wij de verantwoordelijken aan en zeggen hen dat ze op termijn een andere plaats in de gemeente zouden moeten zoeken, maar het gemeentelijke grondgebied niet moeten verlaten.

(...) Voor deze wijziging zijn heel wat redenen. Allereerst, mijnheer du Bus, ben ik verbaasd dat u mij zegt dat heel wat (...) ouders en grootouders klagen dat het theater op deze plaats zal verdwijnen. In elk geval zullen dat geen Etterbekenaars zijn omdat

zij zelf veel reclame maken in Vlaams-Brabant en Antwerpen. Ze geven duidelijk toe dat er zich maar weinig Etterbekenaars onder het publiek bevinden. Zelfs de tickets voor de scholen worden niet door alle scholen gebruikt, van welke schoolsector dan ook, en hetzelfde geldt voor zij die meedoen aan de stages.

Ik wil ook even in herinnering brengen dat wij, met kennis van zake en na een goede voorbereiding, een nieuwe locatie voorgesteld hebben tussen de Rijkswachtkazernen, dus op de Tweede Regiment Lansierslaan, voor een periode van 6 maanden. Ook op deze locatie komen veel mensen voorbij.

Ik breng ook in herinnering dat sinds ze er zijn, ongeveer vijftien jaar, ze zich verspreid opgesteld hebben in verschillende gemeenten, waaronder Sint-Lambrechts-Woluwe, Vorst en Watermaal-Bosvoorde om er maar enkele te noemen.

Jammer genoeg vergeten deze mensen één ding: dat wij altijd samenwerken met de andere partner die deze plaats beheert, met name het BIM en onder toezicht van de Regie der Gebouwen. De Regie der Gebouwen heeft echter een nieuw intern reglement goedgekeurd dat een belasting van 100 tot 250 euro per dag vraagt voor elke commerciële activiteit die op de site van het Jubelpark plaatsvindt. Hoewel wel van deze bepaling op de hoogte waren, hebben wij deze mensen niet duidelijk gemaakt dat zij een belasting zouden moeten betalen. Wanneer zij dat vernomen hebben, hebben zij gezegd dat het misschien niet meer mogelijk was voor hen om naar deze plaats terug te keren. Wat ik echt niet apprecieer ten opzichte van deze mensen, mijnheer de Bus, is dat wij twee jaar lang een plaatsbeschrijving gemaakt hebben en de mensen uitleg gegeven hebben over het misnoegen dat zij veroorzaakten, in het bijzonder bij de buurtbewoners. We hebben hen ook het probleem uitgelegd dat samenhangt met (...) het prestige van de site, waarvan het BIM en de Regie der Gebouwen ons stilletjes begonnen te vragen om een betere kadering. De deur heeft altijd opengestaan, wij hebben hen de dingen uitgelegd en zij hebben geprobeerd om via het BIM, die helemaal tegen was, terug te komen. Dus vanaf dat moment een verzoekschrift indienen in een andere gemeente, de burgemeester zei het al, het is Jean-Claude Laurent die hen naar het Brussels Gewest heeft doen komen. Dat vraagt om een correctie. Zelf benadrukken zij dat de Etterbekenaars niet aanwezig zullen zijn en het volstaat om een opiniepeiling uit te voeren, zelfs daar waar het belangrijkste clientèle zich bevindt. Ik vind dat echt jammer, maar het beleid blijft om elke soort animatie te ontvangen en andere plaatsen voor te stellen. En waarom niet in de Jachtwijk. Dat is precies wat we hen uitgelegd hebben. Ze kunnen misschien tickets aanbieden aan de bewoners van de sociale woningen om hen uit te nodigen. Ziezo!”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Ik denk dat het net van belang is om vragen te stellen wanneer we wat duidelijkere informatie verzamelen over een onderhandeling die blijkbaar twee of drie jaar geleden van start ging?”

De heer Lenaers geeft antwoord:

“Drie jaar, want we wisten dat de Regie der Gebouwen toen haar intern reglement wilde aanpassen om een belasting te kunnen vragen voor elke commerciële activiteit. De Regie der Gebouwen rekent ook de tijd van het opzetten en afbreken aan. Die mensen kunnen er niets aan verdienen, integendeel!”

De heer du Bus neemt het woord:

“Ik verneem ook dat ze zich verspreid over andere gemeenten opstellen dus is er bij de Brusselse bevolking geen grote frustratie volgens wat ik hoor. Ik aanvaard uw antwoorden maar zal niet aarzelen om ze door te geven aan de mensen die hun bezorgdheid geuit hadden over het mogelijke verdwijnen van dit theater.”

De heer Lenaers geeft antwoord:

“Luister, mijnheer du Bus, dat zou mij een groot plezier doen, zeker omdat u alle elementen in handen hebt, ik ben heel benieuwd naar hun reactie.”

De raad hoort de interpellatie.

André du Bus quitte la séance / verlaat de zitting

Kathy Mottet quitte la séance / verlaat de zitting

Viviane Scholliers quitte la séance / verlaat de zitting

-

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

Le Secrétaire communal,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf